



OFF
A11E8
G3/01

TS

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 11 MAI 1929

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 11TH MAY, 1929

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE" TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat, couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur récep-

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance, by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception

tion de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du gouvernement.

2083—18-9

of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

2084—18-9

Lettres patentes

"Abias Pepin, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril, 1929, constituant en corporation: Auguste Mathieu, Edward Mortimer Macdonald, jr, avocats, George Noel, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de constructeurs de chemins et d'entrepreneurs généraux en pavage et prendre des contrats, construire, exécuter, posséder et faire des travaux de pavage de toute description, y compris la confection de rues, routes, chaussées, trottoirs, pont, viaducs, tunnels, aqueducs, égouts et autres services d'utilité publique, et pour les fins susdites, exercer l'industrie d'une compagnie de construction et de pavage et d'entrepreneurs pour la construction de travaux de pavage publics et privés;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le commerce et le trafic de camions-automobiles, tracteurs, véhicules-moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, et les accessoires électriques, et faire l'exploitation générale d'ateliers de machines, de boutiques de réparation et de garages;

Acquérir, maintenir et exploiter les édifices, hangars et garages pour la mise en entrepôt, la possession et la garde pour louage de véhicules de toutes sortes;

Exercer l'industrie de manufacturiers et de commerçants et d'ouvriers en ciment et ses sous-produits, pierre artificielle et autres articles composés en tout ou en partie de ciment Portland ou autres, et de leurs sous-produits, ainsi que l'industrie de mineurs de charbon, propriétaires de houillères et de carrières;

Rechercher, extraire, miner, et préparer pour le marché, manufacturer, utiliser, acheter, vendre et faire le commerce de pierre, pierre artificielle,

Letters patent

"Abias Pepin, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1929, incorporating: Auguste Mathieu, Edward Mortimer Macdonald, Jr., advocates, George Noel, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as road builders and general paving contractors and to enter into contracts, build, execute, own and do paving work of every description, including the building of streets, roads, embankments, sidewalks, bridges, viaducts, tunnels, aqueducts, sewers and other public utility services and for the aforesaid purposes to carry on the business of a building and paving company and act as contractors for the construction of public and private paving work;

To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereof, as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies and to carry on a general machine shop, general repair and garage business;

To acquire, maintain and operate buildings, storage houses and garages for the storage, caring for and keeping for hire therein of vehicles of every kind;

To carry on the business of manufacturers of and dealers and workers in cement and the by-products thereof, and artificial stone and other articles composed in whole or in part of Portland or other cement, or the by-products of the same as also the business of coal mines, colliers and quarrymen;

To search for, quarry, mine and make merchantable, manufacture, use, buy, sell and deal in stone, artificial stone, marl, shale, slate, clay,

marne, schiste, ardoise, argile, gravier, sable, chaux, plâtre, charbon, coke, combustible et autres minéraux, métaux et terre, ciment Portland et autres et de tous articles composés de tous ou d'aucun de leurs sous-produits, en tout ou en partie;

Faire affaires comme marchands, importateurs et exportateurs et commerçants en gros et en détail de charbon, coke, tourbe, huile, bois et combustibles de toutes sortes et descriptions, ainsi que de leurs produits et sous-produits;

Acquérir par achat, location ou autrement des mines de charbon, puits d'huile et autres dépôts de combustibles, les développer et exploiter, les louer, vendre ou autrement en disposer, en tout ou en partie, ainsi que de leurs produits;

Agir comme agents pour des commerçants de combustibles et vendre toutes sortes de combustibles pour eux, à commission ou pour toute autre rémunération qui sera convenue;

Rechercher, sortir, exploiter, miner, extraire, monter, préparer pour la vente, raffiner et préparer pour le marché par tout procédé, du charbon, des huiles, coke, schiste, tourbe et autres minéraux et substances semblables, et manufacturer du combustible artificiel;

Emmagasiner et autrement hangarer du charbon, coke, bois, et toutes sortes de combustibles, moyennant rémunération;

Construire, ouvrir et maintenir des stations pour la vente de la gazoline et de l'huile;

Faire affaires comme commerçants en gros et en détail, et fabricants de gazoline et des sous-produits de la gazoline;

Exercer l'industrie d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineurs, entreposeurs, voituriers, vendeurs, fournisseurs et distributeurs de produits, et sous-produits du pétrole, de toute nature et description et de gaz naturel;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, ou autrement faire le commerce et le trafic de toutes sortes de commodités, marchandises, matériaux, machineries et outillages qui peuvent servir en rapport avec la dite industrie et construire, acheter, louer, ou autrement acquérir, aménager, exploiter, posséder, mettre en opération et conduire des fabriques, entrepôts, laboratoires, magasins et boutiques;

Agir comme voituriers, camionneurs, agents-voituriers et expéditeurs, par terre et par eau, agents, marchands, entreposeurs, et entreposer et hangarer des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations;

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement trafiquer et disposer de terrains, bâtisses et droits en iceux, de toute catégorie et description;

Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possèdera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour aucuns objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillages de toute nature nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la corporation;

Sans restriction à la généralité de ce qui précède, acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, franchises, de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession et chose semblable, d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Vendre ou autrement disposer de la totalité

gravel, sand, lime, plasters, coal, coke, fuel and other minerals, metals and earths, Portland and other cements and all articles composed of all or any of the by-products thereof in whole or in part;

To carry on the business of a wholesale and retail merchant, importer and exporter, and dealer generally in coal, coke, peat, oil, wood and fuel of all kinds and of every description, as well as of their products and by-products;

To acquire by purchase, lease or otherwise coal mines, oil wells and other fuel deposits, develop and operate the same, lease, sell or otherwise dispose of them, or any of them and the products thereof;

To act as agent for fuel dealers and sell all kinds of fuel for them on commission or other such remuneration as may be agreed upon;

To search for, get, work, mine, quarry, raise, prepare for sale, refine and make merchantable by any process coal, oil, coke, shale, peat and all other like minerals and substances, and to manufacture artificial fuel;

To store and otherwise keep coal, coke, wood and all kinds of fuel for remuneration;

To construct, open and maintain stations for the sale of gasolene and oil;

To carry on the business of a wholesale and retail dealer in and manufacture of gasolene and the by-products of gasolene;

To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, transporters, marketers, suppliers and distributors of petroleum products and by-products of every kind and description and natural gas;

To manufacture, buy, sell, import, export and otherwise deal in and with all kinds of commodities, merchandise, materials, machinery and plant used in connection with the said business, and to construct, purchase, lease and otherwise acquire, equip, work, own, operate and conduct factories, warehouses, laboratories, stores and shops;

To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, agents, merchants, warehousemen and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandises for other persons, firms, companies and corporations;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal in and with lands and buildings and rights therein and that of every kind and description;

To erect and construct upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate mills, plant, machinery and equipments of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchise, good-will, property and assets, including any option, concession and the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

To sell or otherwise dispose of the whole or any

ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie, en recevoir paiement total ou partiel en numéraire, en obligations, actions ou autres valeurs dans aucune corporation ou compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à aucun procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner les actions du capital, des obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation ou compagnie;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer tout commerce ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

Émettre des actions libérées, des obligations, débetures, stocks et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en

part of the property, assets, rights, undertaking or good-will of the company, and to accept payment of the same wholly or in part in cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or co-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertakings or assets to or to amalgamate with any such company;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell or otherwise alienate shares of the capital stock, bonds, debentures or securities of any other corporation or company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises, or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities in payment, or part payment or exchange for the shares, bonds, or debenture stock and—or other securities of any other company;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, and to guarantee, with or without security, the performance of contracts as also the performance of any obligations, or undertakings of any other company or person in which the company is interested, and

garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, débetures, actions hypothécaires, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Etablir des agences et succursales;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents à commission ou autrement, comme entrepreneurs et par l'entremise d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Abias Pepin, Limitée", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'avril 1929.

2235 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"American Continental Trading Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Charles Verley, Joseph Michel, tous deux marchands, Fred-Charles Wilson, vendeur, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et le négoce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, commerçants et négociants en gros et en détail d'habits, nouveautés, fournitures pour tailleurs, soieries, satins, lainages, tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général, exercer tous ou chacun des négoce de confectionneurs, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et commerçants en gros et en détail de cotonnades et tissus de toutes sortes, fourrures et garnitures d'habits, soutaches, cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir, tapis, carpettes, habits et vêtements de toute autre description, agir comme agents, marchands commerciaux ou représentants;

Exercer tout autre négoce et toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer avantageusement en rapport avec son industrie ou susceptible d'augmenter la valeur de son actif;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder, transporter, placer et faire le négoce d'articles, objets, marchandises et biens personnels de toute description;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens mobiliers ou immobiliers, réels ou personnels,

to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture-stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To construct, maintain or alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Abias Pepin, Limitée", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of April, 1929.

2236 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"American Continental Trading Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1928, incorporating: Charles Verley, Joseph Michel, both merchants, Fred Charles Wilson, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry-goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textiles, fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally, to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, customers, hatters, gloves, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods carpets, rugs, garments and wearing apparel of other description, to act as agents, commercial merchants or representatives;

To carry on any other business and any other industry the company may think capable of being advantageously carried on in connection with its business or calculated to enhance the value of its assets;

To purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign, transfer, invest, and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every description;

To purchase, lease or otherwise acquire movable or immovable, real or personal property

de toute espèce ou nature quelconque, qui seront jugés utiles pour les fins de la compagnie et les donner en gage, nantir, hypothéquer, vendre, ou autrement les aliéner;

Acquérir par achat, location ou autrement la totalité ou toute partie de l'entreprise, du négoce, des biens, de l'actif ou du passif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exercer et d'acquérir le matériel et le fonds de commerce et les payer, en tout ou en partie, en argent ou en actions ou autres valeurs de la compagnie entièrement ou partiellement libérées;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations et autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou exploitant toute industrie que cette compagnie se prépare à exercer ou exploiter et acquérir, détenir, donner en gage ou autrement aliéner telles actions, obligations ou autres valeurs;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, permis, concessions et autres privilèges similaires, conférant tout droit exclusif, non-exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention que la compagnie croira pouvoir utiliser pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer, ou accorder des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

S'associer ou conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute transaction commerciale que cette compagnie a l'autorisation de faire ou d'exploiter, ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens, droits ou entreprises de la compagnie, pour la considération qui pourra être convenue et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des produits semblables aux produits de cette compagnie;

Faire tous les autres actes qui pourraient profiter à cette compagnie directement ou indirectement, sous le nom de "American Continental Trading Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2237 ALEXANDRE DESMEULES.

"Canada Printing Review Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1928, constituant en

of any kind and nature whatsoever that may deem suitable for the purpose of the company, and to pledge, mortgage, hypothecate, sell or otherwise alienate the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business similar to that which this company is authorized to carry on, and to acquire materials and stock, and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the company wholly or partly paid up;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation, or individual carrying on or engaged in any business which this company is prepared to carry on, or engaged in, and to acquire, hold, pledge, or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, license, concessions and the like, conferring in exclusive, non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable or being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant license in respect thereof, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or trade in, or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of in whole or in part the property, rights or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, and particularly for shares, debentures or securities of any other company having products similar to the products of this company;

To do any other acts which may benefit this company directly or indirectly, under the name of "American Continental Trading Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2238 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Canada Printing Review Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1928, incorporating: Leon Faribault,

corporation: Léon Faribault et Maurice Dugas, C. R., avocats, et Gordon M. Webster, avocat, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme imprimeurs publicistes, éditeurs et libraires;

Acheter, vendre, distribuer en gros et en détail, aussi manufacturer, acquérir et importer des papiers-nouvelles, périodiques et autres imprimés et nouveautés diverses et toutes marchandises d'une nature semblable ou analogue, et sans limiter la généralité des termes ci-dessus, y compris des journaux, périodiques, revues, pamphlets, magazines, livres, annonces, plans, cartes, gravures, affiches, lithographies, gravures à l'eau forte, gravures sur bois, sur acier, sur cuivre, électrotypes, portraits et illustrations;

Faire affaires comme propriétaires et publicistes de papiers-nouvelles, journaux, magazines, livres et autres œuvres et entreprises littéraires, et les imprimer, publier, mettre en circulation, diriger et vendre, et inclure dans ses opérations le commerce d'imprimeurs, relieurs, lithographes, électrotypeurs, graveurs en relief, libraires, graveurs en creux, dessinateurs, illustrateurs, manufacturiers de papier et d'encre;

Faire le commerce d'agents de publicité, entrepreneurs et dessinateurs de publicités de toutes sortes, acheter et vendre des espaces ou privilèges de publicité et acquérir et exploiter des franchises dans le but de publier ou pour acheter ou vendre des privilèges de publicité;

Agir comme agents spéciaux pour des syndicats de nouvelles, publicistes et imprimeurs et fournir des articles généraux par télégraphe ou autrement à des journaux dans tout le Canada et ailleurs;

Acheter ou autrement acquérir toutes actions ou intérêts dans soit toutes soit aucune partie des affaires, clientèle et biens de toute personne, firme ou compagnie exerçant toute industrie comprise dans les limites des objets de cette compagnie, et se charger de tous ou d'une partie des engagements et obligations de telle personne, firme ou compagnie, et exploiter, conduire et liquider toute industrie ainsi acquise, et effectuer et donner effet à tous contrats ou engagements avec toute telle personne, firme ou compagnie tel que susdit, quant à la fusion, l'exploitation en commun, la coopération, le partage des profits, le secours mutuel et autres, et accepter comme considération pour tout tel contrat consenti, toutes actions, obligations ou valeurs de toute compagnie, et payer pour tous tels biens au moyen de l'émission d'actions partiellement ou entièrement acquittées de la présente compagnie ou autrement;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'enseignes, affiches, nouveautés, étiquettes, noms, plaques, insignes, boutons, calendriers, de toutes sortes et descriptions, ou d'autres dispositifs et en général de toutes sortes de spécialités qui servent aux fins de la publicité commerciale ou autre;

Demander, acquérir par achat ou autrement et disposer du droit d'auteur de tous livres, articles, histoires, gravures ou autres imprimés sur lesquels on peut avoir des droits d'auteur ou autres;

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou disposer de clichés, plaques patentées, cadres, caractères, machines à imprimer employés dans les ateliers d'imprimerie;

Instituer des concours relativement aux articles ou informations appropriés, fournis pour insertions dans toute publication de la présente compagnie ou autrement pour aucune de ses fins, et offrir et accorder des prix, gratifications

and Maurice Dugas, K. C., Barristers, and Gordon M. Webster, Barrister, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, editors and stationers;

To buy, sell, distribute at wholesale and retail, also manufacture, acquire and import newspapers, periodicals and other printed matter and miscellaneous novelties and all merchandise of a character similar or analogous, and without limiting the generality of the foregoing, including journals, periodicals, reviews, pamphlets, magazines, books, advertisements, maps, charts, engravings, posters, lithographs, etchings, woodcuts, steel engravings, copper engravings, electrotypes, pictures and illustrations;

To carry on business as proprietors and publishers of newspapers, journals, magazines, books and other literary works and undertakings, and to print, publish, circulate, conduct and sell the same, and to include in its operations the business of printers, binders, lithographers, photoengravers, electro-typers, embossers, stationers, die stampers, designers, illustrators, paper and ink manufacturers;

To carry on the business of advertising agents, advertising contractors and designers of advertising in all its branches, to buy and sell advertising space or privileges and to acquire and operate franchises for the purpose of advertising or for the buying or selling of advertising privileges;

To act as special agents for news syndicates, publishers and printers and to supply general articles by wire or otherwise to newspapers throughout Canada and elsewhere;

To purchase or otherwise acquire any share or interest in or the whole or any part of the business, goodwill and assets of any person, firm or company carrying on any business within the scope of the objects of this company, and to undertake all or any of the liabilities or obligations of such person, firm or company, and to carry on, conduct and liquidate any business so acquired, and to make and carry into effect any contracts or agreements with any such person, firm or companies as aforesaid, with respect to amalgamation, joint working, co-operation, division of profits, mutual assistance or otherwise, and to accept by way of consideration for any such contract arrangement, any shares, debentures or securities of any company, and to pay for any such assets by the issue of fully or partly paid up stock in this company or otherwise;

To manufacture, buy, sell and deal in every kind and description of sign, show card, novelty, label, name, plate, badge, button, calendar or other device and generally in specialities of all kinds to be used in advertising for commercial and other purposes:

To apply for, acquire by purchase or otherwise and dispose of the copyright of any book, article, story, engraving or other printed matter which may be copyrighted or otherwise;

To manufacture, buy, sell, lease or dispose of ready prints, patent plates, bases, type, printing machinery for use in printing establishments;

To establish competitions in respect of contribution or information suitable for insertion in any publication of the company or otherwise for any of the purposes of the company, and to offer and grant prizes, awards and premiums

et récompenses de la nature et aux conditions estimées convenables;

Acquérir, posséder, employer, gérer et hypothéquer et disposer de propriétés, meubles et immeubles, moulins, boutiques, magasins, entrepôts, terres boisées et à bois de haute futaie et des propriétés de toute description, appropriés à ou avantageux pour les affaires de la compagnie;

Acheter, acquérir, vendre et faire le commerce de tous droits exclusifs, droits brevetés, privilèges ou permis;

Faire des arrangements ou toute fusion pour la distribution des profits, l'union des intérêts, la coopération, les aventures conjointes, les concessions réciproques ou pour autres objets, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toutes affaires que cette compagnie est autorisée à exercer ou exploiter;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir ou se charger de la totalité ou de toute partie des affaires, de la propriété et des responsabilités de toute personne ou compagnie exerçant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenant aux objets de cette compagnie;

Se fusionner à toute autre compagnie ou compagnies poursuivant des fins totalement ou en partie semblables à celles ci-dessus énumérées et prendre des actions dans telles compagnies;

Emettre et répartir comme totalement acquittées des actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchise, entreprise, propriété, droits, biens, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrat, im, meuble, valeurs, bons, débetures et autre propriété ou droit qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Hypothéquer et vendre, céder, transporter et louer ou autrement en disposer et attribuer les biens et les entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable, y compris des actions-débetures, obligations et valeurs de toute autre compagnie; faire des prêts aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie; exécuter ou garantir l'exécution de contrats par toute personne, firme ou corporation;

Distribuer en espèces ou autrement, mais en se conformant à l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toute partie de l'actif de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou de toute portion des propriétés de la compagnie et les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif et du passif de cette compagnie;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs qui sont incidents ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits ou l'un ou plusieurs des dits objets, et faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit séparément ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Canada Printing Review Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie consistera en 300 actions de la classe A d'une valeur au pair de \$50.00 chacune, et 1,000 actions de la classe B, actions sans valeur au pair. Les dites actions de la classe A et de la classe B auront droit et seront sujettes respectivement aux droits, conditions, restrictions et qualifications qui suivent, à savoir:

of such character and on such terms as may seem expedient;

To acquire, own, use, manage and hypothecate and dispose of property, moveable and immovable, mills, shops, stores, warehouses, forest and timber lands and estates of every description, suitable or convenient for the business of the company;

To purchase, acquire, sell and deal in any exclusive rights, patent rights, privileges or licenses;

To enter into any arrangement and or amalgamation for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business which this company is authorized to engage in or carry on;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated, and to take shares therein;

To issue and allot as fully paid up shares of the company in payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, assets, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stock, bonds, debentures and other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To hypothecate and—or sell, assign, transfer and lease or otherwise dispose of and deal with the property and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures, bonds or securities of any other company; to lend money to customers and others having dealings with the company; to perform or guarantee the performance of contracts by any person, firm or corporation;

To distribute, in specie or otherwise, but in accordance with section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To do all acts and exercise all powers as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any one or more of them, and to do all or any of the above mentioned things as principals, agents, contractors or otherwise and either separately or jointly with the others, under the name of "Canada Printing Review Company, Limited".

The capital stock of the company shall consist of 300 Class A shares of the par value of \$50.00 each, and 1,000 shares of Class B no par value shares. The said Class A and class B shares respectively shall carry and be subject to the following rights, conditions, restrictions and qualifications, that is to say:

1. Les porteurs d'actions de la classe B n'auront droit de participer à aucuns dividendes avant que des gains apparaissent pour telle année, par le certificat du vérificateur de la compagnie, équivalant à \$3.00 par action sur l'émission entière d'actions de la classe A, et telles sommes disponibles pour paiement aux porteurs d'actions de la classe A;

S'il arrive qu'un surplus en gains soit démontré au-dessus et en plus de la somme de \$3.00 par action tel que susdit, des dividendes peuvent être déclarés permettant à la classe "B" de participer aux profits de la compagnie pour ce qui dépasse et est en surplus desdits \$3.00 par action payés à la classe A; mais en l'absence de tel surplus ci-haut mentionné, le paiement de \$3.00 doit d'abord être fait aux porteurs d'actions de la classe A;

2. Les directeurs pourront, avant de recommander aucun dividende, prendre sur les profits de la compagnie et mettre de côté telles sommes jugées convenables comme fonds de réserve pour les dépenses imprévues, ou pour égaliser des dividendes, ou pour dividendes spéciaux, ou pour la réparation, l'amélioration et l'entretien d'aucune des propriétés de la compagnie, pour telles autres fins que les directeurs pourront, à leur entière discrétion, croire de nature à favoriser les intérêts de la compagnie et ils pourront faire emploi des diverses sommes ainsi mises de côté en effectuant les placements qu'ils jugeront convenables, et de temps en temps ils pourront traiter et modifier ces placements suivant qu'ils le jugeront à propos, et en disposer en tout ou en partie au profit de la compagnie, et ils pourront diviser le fonds de réserve en fonds spéciaux suivant qu'ils le jugeront à propos, et avec le plein pouvoir d'employer les biens constituant le fonds de réserve dans l'entreprise de la compagnie, et sans être tenus de les tenir séparés des autres biens;

3. Toutes les actions du capital de la compagnie pourront être émises, réparties et autrement attribuées par une résolution des directeurs, avec les stipulations et aux conditions que les directeurs pourront estimer recommandables; pourvu, toutefois, que les droits, conditions, restrictions et qualifications attachés aux dites actions de la classe A et de la classe B ou à l'une ou à l'autre, ne soient pas résiliés, modifiés, annulés ou autrement traités de quelque manière que ce soit, sauf et excepté tel que ci-après prévu;

4. Tous ou aucun des droits, conditions, restrictions et qualifications se rattachant à chacune des classes d'actions ci-dessus peuvent être modifiés, changés, affectés, annulés ou traités par un ou des règlements de la compagnie, mais aucun de ces règlements n'aura force et effet à moins qu'il ait été approuvé par les porteurs des trois-quarts en valeur des actions émises de telle classe, et confirmé par des lettres patentes supplémentaires.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera \$6,500.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de novembre, 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2239 ALEXANDRE DESMEULES.

"Carter Takie Movie Equipment, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred

1. The holders of class B shares shall not be entitled to participate in any dividends, until earnings are shown for such year, by the certificate of the auditor of the Company, equal to \$3.00 per share of the total issue of class A shares, and such sums available for payment to the holders of class "A" shares;

In the event of surplus earnings being shown over and above the sum of \$3.00 per share as aforesaid, dividends may be declared permitting class "B" to participate in the profits of the company over and above the said \$3.00 per share paid to class "A"; but in the absence of such surplus as above mentioned, the payment of \$3.00 must firstly be made to the holders of class "A" shares;

2. The directors may, before recommending any dividend, set aside out of the profits of the company, such sums as they may think proper as a reserve fund to meet contingencies, or for equalizing dividends, or for special dividends, or for repairing, improving and maintaining any of the properties of the company, and for such other purposes as the directors shall, in their absolute discretion, think conducive to the interests of the company and may invest the several sums so set aside in such investments as they may think fit, and from time to time may deal with and vary such investments as they may think fit, and dispose of all or any part thereof for the benefit of the company, and may divide the reserve fund into such special funds as they may think fit, and with full power to employ the assets constituting the reserve fund in the business of the company, and without being bound to keep the same separate from other assets;

3. All shares of the company's capital may be issued, allotted and otherwise dealt with by a resolution of the directors, on such terms and conditions as the directors may deem advisable, provided, however that the rights, conditions, restrictions and qualifications attached to the said class "A" and class "B" shares or either of them, shall not be cancelled, altered, repealed, or otherwise dealt with in any manner whatsoever, save and except as hereinafter provided;

4. All or any of the rights, conditions, restrictions and qualifications attached to each of the above classes of shares may be modified, commuted, affected, abrogated or dealt with by a by-law or by-laws of the company, but no such by-law shall have any force and effect unless the same has been approved by the holders of three-fourths in value of the issued shares of that class, and confirmed by supplementary letters patent.

The amount with which the company will commence its operations will be \$6500.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2240 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Carter Takie Movie Equipment, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Mo-

Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quinzième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Charles-Mackay Cotton, de la cité de Westmount, Egbert-William Westover, Wallace-Ross Henry, tous deux de la cité de Montréal, William-Ulric Cotton, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, tous quatre avocats et Alexander Goosir Fowler Ross, agent, de la cité de Westmount, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes machines, instruments et dispositifs qui peuvent servir dans la reproduction du son;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de tous instruments, machines, dispositifs et accessoires qui peuvent servir dans la production simultanée de sons et de vues animées;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, marques de commerce, projets d'industrie, droits d'auteurs, permis, concessions et choses semblables conférant le droit exclusif, non exclusif ou limité de se servir de tout secret ou autre information concernant toute invention qui peut être de nature à être utilisée dans la réalisation des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et se servir, exercer, développer et accorder des permis relativement à, ou autrement rendre profitables les propriétés, droits ou informations de la compagnie ainsi acquis;

Vendre ou autrement disposer de toute portion de la propriété possédée par la compagnie pour la considération et avec les stipulations et aux conditions que la compagnie jugera à propos et accepter en retour de l'argent comptant, des parts, obligations, débentures, actions ou valeurs de toute autre compagnie en paiement complet ou partiel;

Acquérir et posséder toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en retour d'une juste valeur;

Emettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations ou autres valeurs de la compagnie pour le paiement complet ou partiel de toute propriété réelle ou personnelle, droits ou autres biens acquis par la compagnie à quelque titre que ce soit;

Conclure toute convention relative à la fusion, l'union des intérêts, ou à des concessions réciproques, avec toute personne, firme ou compagnie exploitant une industrie en tout ou en partie semblable à celle que cette compagnie est autorisée à exploiter;

Payer les frais relatifs à l'incorporation de la compagnie et faire tout ce qui est propre ou de nature à favoriser la réalisation des objets de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, aidant à placer, ou en garantissant le placement de toutes actions du capital-actions de la compagnie ou de toutes autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Les actionnaires de la compagnie seront limités à vingt (20), non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont et ont continué à être actionnaires de la compagnie après avoir quitté son emploi;

Tout appel au public pour souscrire des ac-

risset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth day of December, 1928, incorporating: Charles Mackay Cotton, of the city of Westmount, Egbert William Westover, Wallace Ross Henry, both of the city of Montreal, William Ulric Cotton, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, all four advocates, and Alexander Goosir Fowler Ross, agent, of the city of Westmount, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, deal in, import and export all machines, instruments and devices used for the purpose of reproducing sound;

To manufacture, buy, sell, deal in, import and export all machines, devices, instruments and appliances that may be used in connection with the synchronizing of the production of sound in relation to motion pictures;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, trade marks, industrial designs, copyrights, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any purposes of the company or the acquisition of which may seem directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop and grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information of the company so acquired;

To sell or otherwise dispose of any portion of the property owned by the company, for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or in part payment therefor;

To acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, assets, and other rights which the company may lawfully acquire at a fair value therefor;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for real or personal property, rights, or other assets acquired by the company by any title;

To enter into any arrangement for amalgamation, joinder of interest, or reciprocal concession with any person, firm or company carrying on business in whole or in part similar to that which this company is authorized to carry on;

To pay all the costs incidental to the incorporation of the company and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock or any other securities of the company, or in or about the formation of the company or the conduct of its business;

The shareholders of the company will be limited to twenty (20), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company and have continued so to be after leaving its employ;

Any appeal to the public to subscribe for shares

tions du capital-actions de la compagnie, est prohibé;

Les actions ne pourront être échangées qu'avec le consentement des directeurs, sous le nom de "Carter Talkie Movie Equipment, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de décembre, 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2241 ALEXANDRE DESMEULES.

"Compagnie J.-E. Cordeau, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1929, constituant en corporation: Joseph Nadon, Alfred Nadon, cultivateurs, de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, et Dame Marie-Louise Nadon, de la cité de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Emile Cordeau, constructeur, du même lieu, et de ce dernier autorisée, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de constructeurs et d'entrepreneurs généraux pour la construction, la démolition, la réparation et l'exécution d'édifices et travaux de toute nature et description;

Faire, entreprendre et exécuter tous travaux généralement entrepris et exécutés par des constructeurs généraux;

Employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie pour l'achat d'actions, d'obligations ou de débetures d'autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute société ou personne exerçant une industrie ou négoce quelconque, et payer le tout en tout ou en partie soit en actions libérées de son capital social, soit en argent ou en obligations de la compagnie;

Promouvoir et devenir actionnaires d'une ou de plusieurs compagnies pour toutes autres fins de nature à profiter à la présente compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie et émettre en garantie des actions ou débetures engageant les biens de la compagnie;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés pour les fins de l'entreprise;

Et, sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être considérées nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, et exercer toute autre industrie que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement les profits de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, sous le nom de "Compagnie J.-E. Cordeau, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
2243 C.-J. SIMARD.

of the company's capital stock is forbidden;

Shares will only be transferable with the consent of the directors, under the name of "Carter Talkie Movie Equipment, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2242 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Compagnie J.-E. Cordeau, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1929, incorporating: Joseph Nadon, Alfred Nadon, farmers, of the parish of Sainte Rose, County of Laval, and Dame Marie Louise Nadon, of the City of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of J. Emile Cordeau, builder, of the same place and by the latter authorized, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors for the building, demolishing, repairing and executing structures and works of any kind and description;

To make, enter into and execute any contracts usually undertaken and executed by general builders;

To use the funds of the company, in whole or in part, for the purchase of shares, bonds or debentures of other companies, or for the acquisition of the assets and good will of any firm or person carrying on any industry or business whatever, and to pay therefor, in whole or in part, either with paid-up shares of its capital stock or with cash or bonds of the company;

To promote and become a shareholder in any company or companies for any other purposes of such kind as to benefit the present company;

To borrow on the credit of the company and to issue as security shares or debentures pledging the company's property;

To acquire, own, lease, give on lease, sell, exchange or hypothecate property for the purposes of the company;

And, without any limitation as to the generality of the aforesaid powers, to execute any acts and business which may be considered necessary or useful to the purposes for which the company is incorporated, and to carry on any other business which the company may conveniently carry on at the same time as its business or of such kind as to enhance, directly or indirectly, the profits of the company;

To unite or amalgamate with any company having purposes, in whole or in part, similar to those of the present company, under the name of "Compagnie J.-E. Cordeau, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the fourth day of April, 1929.

C. J. SIMARD,
2244 Assistant Provincial Secretary

"Delta Upsilon (McGill) Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Le brigadier-général George-Eric McCuaig, courtier, R.-Clement Holden, avocat, Phillip-S. Fisher, publiciste et imprimeur, J.-Bulmer Rutherford, comptable, et Harold-E. Walker, avocat et conseil en loi du roi, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

L'encouragement des relations sociales, le développement et l'amélioration de ses membres, et pour fins patriotiques, philanthropiques et charitables et autres fins semblables;

L'acquisition, la détention, l'amélioration et l'usage de propriétés et constructions pour ces fins;

Placer tous fonds disponibles de la corporation en obligations ou débetures du gouvernement ou municipales, ou en actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation ou en toute autre propriété, meuble ou immeuble, ou au moyen de prêt garanti ou non garanti ou en placements sous toutes autres formes estimées recommandables;

Recevoir des contributions et des souscriptions au moyen de donations ou autrement pour aucune des fins de la corporation, et pour l'achat ou l'amélioration des propriétés et constructions pour l'usage des membres de la corporation et ou pour l'usage des membres de la fraternité Delta Upsilon, et emprunter de l'argent pour ces fins et assurer de toute façon jugée recommandable le remboursement de tous tels emprunts;

Conférer à ceux qui souscrivent aux fonds de la corporation les droits qui pourront être agréés de participer dans les produits de la liquidation de l'actif de cette corporation ou de toute corporation, club, ou association organisé pour continuer les dites activités, sujet aux conditions qui pourront être déterminées;

Le tout sans gain pécuniaire toutefois, sous le nom de "Delta Upsilon (McGill) Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$200,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre, 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2245 ALEXANDRE DESMEULES.

"Delta Upsilon (McGill) Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1928, incorporating: Brig.-Gen. George Eric McCuaig, C.M.G., D.S.O., broker, R. Clement Holden, advocate, Phillip S. Fisher, publisher and printer, J. Bulmer Rutherford, accountant, and Harold E. Walker, advocate and King's Counsel, all of the city of Montreal, for the following purposes:

The encouragement of social intercourse, the development and improvement of its members, and for patriotic, philanthropic and charitable purposes and the like;

The acquisition, holding, improvement and use of property and buildings for these purposes;

To invest any available funds of the corporation in Government or municipal bonds or debentures, or in shares, bonds, debentures or other securities of any Company or corporation or in any other property, moveable or immoveable, or by way of loan secured or unsecured or in any other form of investment considered advisable;

To receive contributions and subscriptions by way of donation or otherwise for any of the purposes of the corporation, and for the purchase or improvement of property and buildings for the use of the members of the corporation and— or for the use of members of the "Delta Upsilon Fraternity," and to borrow money for such purposes and secure in any way thought advisable the repayment of any such loans;

To grant to subscribers to the funds of the corporation such rights as may be agreed upon to participate in the proceeds of the liquidation of the assets of this corporation or any corporation, club or association organized to continue the said activities, subject to such conditions as may be determined;

The whole however without pecuniary gain, under the name of "Delta Upsilon (McGill) Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is \$200,000.00.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES.
2246 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Demers-Bromley Lumber Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Ernest Lafontaine, avocat, Joseph-Omer Bonnier, comptable, René Côté, teneur de livres, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer généralement le commerce de commerçants de bois en gros et en détail;

Posséder des actions dans d'autres corporations;

Posséder des immeubles et en faire le commerce;

Faire toutes les autres choses qui peuvent être dans l'intérêt de la compagnie ou qui peuvent favoriser son avancement, sous le nom de "Demers-Bromley Lumber Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars

"Demers-Bromley Lumber Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of December, 1928, incorporating: Ernest Lafontaine, advocate, Joseph Omer Bonnier, accountant, René Côté, bookkeeper, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of lumber dealers, wholesale and retail;

To own shares in other corporations;

To own real estate and deal in same;

To do all other things that may be in the interest of the company or conducive to its welfare, under the name of "Demers-Bromley Lumber Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided

(\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
2247 C.-J. SIMARD.

into two hundred (200) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of December, 1928.

C. J. SIMARD,
2248 Assistant Provincial Secretary.

"Duralith Corporation of Canada, Limited". - **"Duralith Corporation of Canada, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1929, constituant en corporation: Maurice Shulman, avocat, Dorothy Boretsky, Irène-R. Brown, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre et autrement disposer, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter et importer et faire le commerce, soit comme principal ou agent, et à commission, sur consignation ou autrement, d'effets, denrées, produits et marchandises de toutes espèces et natures quelconques et faire un commerce général de marchands à commission, courtiers, agents des ventes et facteurs de tous les effets, articles et marchandises dont la compagnie fait le commerce, sous le nom de "Duralith Corporation of Canada, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de janvier, 1929.

Le sous-secrétaire de la Province,
2249 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the tenth day of January, 1929, incorporating: Maurice Shulman, advocate, Dorothy Boretsky, Irene R. Brown, both *filles majeures*, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and otherwise dispose of, hold, own, manufacture, produce, export and import and deal in, either as principal or agent, and upon commission, consignment or otherwise, goods, wares, products and merchandise of any kind and nature whatsoever and to do a general commission merchants' merchandise, brokerage, selling agents' and factors' business in goods, wares and merchandise dealt in by the Company, under the name of "Duralith Corporation of Canada, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1929.

C. J. SIMARD,
2250 Assistant Provincial Secretary.

"Enterprise Securities, Limited". - **"Enterprise Securities, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1929, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, William-Patrick Creagh, clerc avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce qui consiste à acquérir, promouvoir, organiser, établir, posséder, administrer, et mettre en opération des entreprises commerciales, industrielles et de développement de toutes sortes, et donner des conseils et de l'aide en rapport avec aucun de ces négoce et acheter, vendre et utiliser des propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes, y compris des terres à bois, édifices, concessions, baux et permis forestiers, forces hydrauliques, droits hydrauliques, machineries, outillages, accessoires, marchandises, obligations, débentures, actions et autres valeurs et toutes sortes de propriétés nécessaires ou utiles pour l'exercice de toute industrie et faire des opérations de finance, placements, bâtiment, construction, développement, immeubles, vérification, assurances, courtage et agences générales;

Faire dans toutes leurs spécialités respectives les industries de manufacturiers, producteurs, acheteurs, vendeurs, négociants, importateurs, exportateurs,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the tenth day of January, 1929, incorporating: Francis George Bush, Manager, Herbert William Jackson, Accountant, William Patrick Creagh, Law-Clerk, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of acquiring, promoting, organizing, establishing, owning, administering, and operating commercial, industrial and development enterprises of all kinds and to advise and assist in connection with any such business and to buy, sell and use moveable and immovable properties of all kinds, including timber lands, buildings, timber limits, leases and licenses, water powers, water rights, machinery, equipment, supplies, merchandise, bonds, debentures, shares and other securities and all kinds of property necessary or useful in the carrying on of any industry and to carry on a financial, investment, building, contracting, development, real estate, auditing, insurance, brokerage and general agency business;

To carry on in all their respective branches the businesses of manufacturers, producers, buyers, sellers, jobbers, importers, exporters, stors,

tateurs, entrepreneurs, manipulateurs, voituriers, utilisateurs et commerçants, d'aucune et de toute façon et manière quelconque, de ciment Portland, toute sorte de ciment naturel et autre, et de toutes leurs parties constituantes et dérivées et de tous les articles et choses dans lesquels le ciment Portland ou autre ciment peut entrer ou faire partie et de tous produits et sous-produits, et faire l'exploitation de mines, carrières, la fabrication de l'acier et du fer et l'industrie du bâtiment;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et

manipulators, carriers, users and dealers in and with, in any and every way and manner whatsoever, Portland cement, all kinds of natural and other cement and all constituents and derivatives thereof and all articles and things into which Portland and other cements may enter or form part and of all products and by-products thereof and also the business of mining, quarrying, steel manufacturing, iron making and building;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire

détenir des actions, ou des titres ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prescrite dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), sous le nom de "Enterprise Securities, Limited";

and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty (20), under the name of "Enterprise Securities, Limited";

Le capital-actions de la dite compagnie consistera en mille (1,000) actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie exercera son industrie est de cinq mille piastres (\$5,000.00);

L'émission et la répartition des dites actions sans valeur au pair ou nominale seront faites pour telle considération qui pourra être fixée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de janvier 1929.

2251 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

The capital-stock of the said Company shall consist of one thousand (1,000) shares without nominal or par value, and the amount with which the company will carry on its business is five thousand dollars (\$5,000.00);

The allotment and issue of such shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the Company.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1929.

2252 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Georges Vandelac, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril, 1929, constituant en corporation: Georges Vandelac, père, entrepreneur de pompes funèbres, Georges Vandelac, fils, directeur de funérailles, de la Cité de Montréal, et Alexandre Gour, comptable, de la cité d'Outremont, dans les buts suivants:

Exercer les fonctions d'entrepreneurs de pompes funèbres généralement, y compris toutes les industries pouvant s'y rattacher et toutes les affaires s'y pouvant rapporter directement ou indirectement;

Fournir au public le service d'embaumement, de décoration des chambres mortuaires, le transport par corbillard;

Mettre à la disposition du public des salles adéquates pour l'exposition des personnes décédées;

Fournir au public un service de transport par automobiles dans les cas de baptêmes, mariages, décès, ou en toute autre circonstance, avec rémunération;

Exploiter pour le public, les hôpitaux, les institutions de charité et autres, un service de transport des malades et blessés par ambulances;

Manufacturer des cercueils, des articles de décoration mortuaires, et, en général, tout objet d'usage en cas de funérailles;

Faire le commerce des fleurs en général;

Etablir des succursales dans n'importe quel centre de la province de Québec;

Manufacturer en tout ou en partie, acheter, vendre, échanger, aménager, réparer, prendre et donner à bail, et généralement faire le commerce de voitures, véhicules-moteurs et de tous autres moyens de transport d'aucunes sortes et de l'outillage, ainsi que de tous accessoires nécessaires ou utiles pour aucunes des industries ou fonctions exercées par la compagnie;

Faire le commerce en gros et en détail de tous articles servant aux industries susdites;

Agir comme agent, représentant ou facteur dans toutes sortes de commerce ou industrie, et aussi aider, contre rémunération ou autrement, tous clients de la compagnie ou locataires d'icelle, dans leur commerce ou entreprise;

Acquérir, posséder, utiliser, exploiter, vendre, distribuer, louer ou autrement disposer de tous brevets, droit ou procédés servant dans la fabrication d'articles en usage dans la présente entreprise;

Acquérir en tout ou en partie l'actif de toutes personnes, corporations ou compagnies exerçant le même commerce ou industrie que la présente compagnie, ou exerçant un commerce ou une

"Georges Vandelac, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1929, incorporating: Georges Vandelac, senior, funeral undertaker, Georges Vandelac, junior, funeral director, of the city of Montreal, and Alexandre Gour, accountant, of the city of Outremont, for the following purposes:

To carry on generally the business of funeral undertakers, including any industries connected therewith and any business directly or indirectly relating thereto;

To serve the public as embalmers, decorators of mortuary chambers, with transportation by hearse;

To place at the disposal of the public adequate rooms for laying out deceased persons;

To supply the public with a transportation service by automobiles in the case of baptisms, marriages, deaths or in any other circumstance, for remuneration;

To supply the public, hospitals, charitable institutions and others, with a transportation service for the sick and injured, by ambulances.

To manufacture coffins, mortuary decoration articles and generally any object for use in the case of funerals;

To deal in flowers generally;

To establish, branches in any centre whatever of the Province of Quebec;

To manufacture in whole or in part, purchase, sell, exchange, furnish, repair, take and give on lease, and generally deal in vehicle, motor-vehicles and any other means of transport whatever and equipment, also any accessories necessary or useful for any of the trades or businesses carried on by the company;

To deal wholesale and retail in any articles used in the aforesaid businesses;

To act as agent, representative or factor for any kind of trade or business and also to aid, for remuneration or otherwise, any clients of the company or lessees thereof in their business or trade;

To acquire, hold, utilize, exploit, sell, distribute, lease or otherwise dispose of any patents, rights or processes used in the manufacture of articles used in the present undertaking;

To acquire in whole or in part the assets of any persons, corporations or companies carrying on the same business or trade as the present company or carrying on any business or trade which

industrie qui pourrait être utilement exercé par la présente compagnie, et, particulièrement acquérir le commerce actuellement exploité par Georges Vandelac, entrepreneur de pompes funèbres, à Montréal, sujet à son consentement, et à ces fins, émettre et attribuer des actions libérées du capital-actions de la compagnie en paiement partiel ou total de toutes propriétés foncières, personnelles, mobilières, et de tous droits, privilèges et concessions ainsi acquis par la compagnie; rémunérer, soit en actions acquittées ou obligations de la compagnie, soit en argent ou autrement, tout travail fait ou à faire à l'avantage et pour le bénéfice de la compagnie;

Hypothéquer, vendre, céder, transporter et louer, ou autrement aliéner et disposer des propriétés et entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que cette compagnie croira raisonnable, y compris des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie; prêter de l'argent aux clients et autres en relation d'affaires avec la compagnie; exécuter ou garantir l'exécution de contrats par toutes personnes ou corporations;

Accepter, prendre, recevoir des valeurs, parts, bons, actions, obligations ou débetures d'autres compagnies, en paiement d'engagements contractés ou à être contractés par ces dernières envers la compagnie, et, pendant leur détention, exercer tous les droits et pouvoirs s'y rattachant;

Souscrire, accepter, endosser et négocier tous chèques, billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèques sur tous ou partie des immeubles de la compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et effectuer toutes les transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement du but pour lequel la compagnie est constituée en corporation;

Adopter une constitution, faire et édicter des règlements, ordonnances et règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, pour l'administration de la règle générale des affaires et choses de la Compagnie, sous le nom de "Georges Vandelac, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-huit mille dollars (\$98,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingts (980) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril, 1929.

2253

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Giguère, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1929, constituant en corporation: J.-Albert Giguère, marchand, George Audet, commis, Paul Drouin, avocat, Philéas Giguère, mécanicien, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de nouveautés et de merceries en gros et en détail;

Acquérir à cette fin tous les intérêts, ou partie des intérêts de J.-Albert Giguère dans un magasin actuellement existant sous le nom de Bouchard

2

may be usefully exercised by the present company and particularly to acquire the business actually operated by Georges Vandelac, funeral undertaker, of Montreal, subject to his consent and, for such purposes, to issue and allot fully paid-up shares of the capital-stock of the company in full or part payment for any real or personal property, and any rights, privileges and concessions thus acquired by the company, to remunerate either with paid-up shares or bonds of the company or cash or otherwise any work done or to be done for the advantage and benefit of the company;

To hypothecate and or sell, assign, transfer and lease or otherwise dispose of and deal with the property and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures, bonds or securities of any other company; to lend money to customers and others having dealings with the company; to perform or guarantee the performance of contracts by any person or corporation;

To accept, take, receive securities, stock, bonds, shares, obligations or debentures of other companies in payment for engagements contracted or to be contracted by the latter towards the company and, while holding same, to exercise all the rights and powers connected therewith;

To underwrite, accept, endorse and negotiate any cheques, promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To contract loans and secure the payment thereof in the manner determined by the directors of the company, and in particular by the issue of bonds and debentures involving hypothecs on any or part of the immovables of the company;

To do all the acts, exercise all the powers and carry on any transactions necessary or useful for the accomplishment of the purpose for which the company is incorporated;

To adopt a constitution, make and enact by-laws, rules and regulations not incompatible with the laws of public order of the Province of Quebec, and for the general administration and government of the business and things of the company, under the name of "Georges Vandelac, Limitée", with a total capital stock of ninety eight thousand dollars (\$98,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1929.

2254

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Giguère, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1929, incorporating: J. Albert Giguère, merchant, George Audet, clerk, Paul Drouin, advocate, Philéas Giguère, mechanic, all of Quebec, for the following purposes:

To deal in fancy goods and haberdashery, wholesale and retail;

To acquire for such purpose all the interests or part of the interests of J. Albert Giguère in a store actually existing under the name of Bou-

& Compagnie, et en payer le prix ou partie du prix en donnant au dit J.-Albert Giguère des actions acquittées de la Compagnie;

Acheter, vendre ou échanger des marchandises de toutes sortes dans le but d'exercer son commerce;

Exercer tout autre commerce pouvant rapporter des revenus à la compagnie;

Louer des immeubles, les acheter ou autrement acquérir pour y exploiter son commerce;

Acheter des immeubles et les revendre;

Ouvrir un compte de Banque, y faire des dépôts d'argent;

Faire des emprunts de banques, d'autres institutions financières ou de particuliers et en garantir le remboursement en consentant des hypothèques sur ses propriétés immobilières ou en constituant des gages sur ses biens meubles;

Emettre des billets promissaires, tirer des chèques ou des traites;

Accepter des billets promissaires ou des traites et les escompter;

Négocier d'une façon générale tous effets de commerce négociables par endossement ou livraison, sous le nom de "Giguère, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'avril 1929.

2255 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Haramon Social Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1928, constituant en corporation: George Sakaib, Joseph Aboosmra, Salim Darwish, tous marchands, de Montréal, pour les fins suivantes:

Répondre à un besoin existant en particulier chez les Syriens de Montréal, de former une association pour favoriser l'esprit fraternel et promouvoir les activités sociales de ses membres entre eux, améliorer leur éducation, et procurer des moyens pour des fins récréatives, d'amusement et humanitaires, sous le nom de "Haramon Social Club, Inc.";

La valeur de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder doit être limitée à \$10,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à 7036, rue St-Hubert, dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1928.

2257 Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

"Henri Blum & Co. (Canada), Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Louis Fitch, conseil en loi du roi, Harry Blanshay, avocat, et Joseph-Philippe Beaupré, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Importer et exporter des cotonnades, lainages, soieries, doublures, tissus en général ainsi

chard & Compagnie, and to pay therefor or part therefor by giving the said J. Albert Giguère paid up shares of the company;

To purchase, sell or exchange merchandise of any kind for the purpose of carrying on its business;

To carry on any other business capable of returning any revenue to the company;

To lease immovables, purchase or otherwise acquire same to exploit its business thereon;

To purchase and re-sell immovables;

To open a bank account and make deposits of money.

To make bank loans, from other financial institutions or individuals and to guarantee the repayment thereof by giving hypothecs on its immovable property or pledging its movable property;

To issue promissory notes, draw cheques or drafts;

To accept promissory notes or drafts and to discount same;

To negotiate in a general manner any negotiable commercial instruments by endorsement or delivery, under the name of "Giguère, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of April, 1929.

2256 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Haramon Social Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1928, incorporating, without share-capital: George Sakaib, Joseph Aboosmra, Salim Darwish, all merchants, of Montreal, for the following purposes:

To fill a need particularly among the Syrians of Montreal to form an Association to foster a fraternal spirit among the members, to promote social activities among them, to better their education, and to provide means for amusement, recreation and for humanitarian purposes, under the name of "Haramon Social Club, Inc.";

The value of immoveable property which the Corporation may possess is to be limited to \$10,000.00.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal, 7036, St. Hubert Street.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES.
2258 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Henri Blum & Co. (Canada), Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1928, incorporating: Louis Fitch, King's Counsel, Harry Blanshay, Advocate, and Joseph Philippe Beaupré, Bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To import and export cottons, wools, silks, linings, fabrics and textiles generally as well as

que toutes sortes de nouveautés, bimbeloteries, articles de fantaisies, jouets, et vendre tels articles à des grossistes, détaillants, commerçants et individus;

Acquérir et détenir et vendre ou autrement aliéner les titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou transporter son entreprise ou son actif à telle compagnie ou se fusionner à icelle;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:—

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer et garantir pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens mobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie, sous le nom de "Henri Blum & Co. (Canada), Ltd", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1928.

2259 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

all articles of dry goods, notions, fancy goods, toys, and to sell such articles to wholesalers, retailers, jobbers and individuals;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to, or to amalgamate with any such company;

If authorized by By-Law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented by a general meeting called for considering the By-Laws, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell the same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purpose and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 11 of the Special Corporate Powers Act, Chap. 227, S. R. Q., 1925;

d. Hypothecate or mortgage the movable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company, under the name of "Henri Blum & Co. (Canada), Ltd", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided up into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1928.

2260 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Industrial Sales Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Cecil-Gordon MacKinnon, avocat et conseil en loi du roi, Gilbert Thomas Lafleur, avocat, et Isabel Robinson, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire, comme principaux ou agents, toutes spécialités d'affaires comme manufacturiers, producteurs, marchands, en gros et en détail, importateurs et exportateurs en général, sans limitation quant à la classe des produits et marchandises et manufacturer, produire, adapter, réparer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce,

"Industrial Sales Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1928, incorporating: Cecil Gordon MacKinnon, Advocate and King's Counsellor, Gilbert Thomas Lafleur, Advocate, and Isabel Robinson, Stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on, either as principal or agents, all lines of business as manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, importers and exporters generally, without limitation as to class of products and merchandise, and to manufacture, produce, adapt, prepare, buy, sell or otherwise deal in, either as principal or agents, any materials

Soit comme principaux ou agents, de tous matériels, articles ou choses requis en rapport avec telles affaires;

Etablir, maintenir et conduire un commerce de négociants à commission et d'agence générale et exercer le négoce d'agents de manufacturiers et de marchands à commission;

Donner toute garantie concernant le paiement de toutes débetures, bons, obligations, entreprises ou valeurs détenus par la compagnie ou dont elle a disposé;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, manufacturer, ou accorder des licences au sujet de ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et jouir de tous permis, pouvoirs, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement

articles or things required in connection with such business;

To establish, maintain and conduct in jobbing commission and general agency business, and carry on the business of manufacturers' agents and commission merchants;

To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, bonds, obligations, undertakings or securities held or disposed of by the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing

d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures, ou d'autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie dans des actions ou autres valeurs ou de telle manière qui, de temps en temps, sera déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de toute propriété, comprenant les entreprises de la compagnie, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, gager ou nantir toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie pour garantir tous bons, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les choses qui se rapportent ou favorisent la réalisation des objets ci-dessus et faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Industrial Sales Corporation", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en quatre cents (400) actions d'une valeur au pair de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2261 ALEXANDRE DESMEULES.

"J.-B. Goyer, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1929, constituant en corporation: Jean-Baptiste Goyer, marchand, Joseph Goyer, douanier, Jos.-Alfred Goyer, pharmacien, Blanche Goyer, célibataire majeure, sténographe, Jean Meloche, commis, demeurant tous en la cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de Bois et Charbon, et de

of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in stock or other securities or in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others; under the name of "Industrial Sales Corporation", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (200) shares of the par value of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2262 Acting Assistant Provincial Secretary.

"J.-B. Goyer, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1929, incorporating: Jean Baptiste Goyer, merchant, Joseph Goyer, Customs officer, Jos. Alfred Goyer, druggist, Blanche Goyer, spinster, stenographer, Jean Meloche, clerk, all residing in the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the wood and coal business and any

tout autre combustible tel que huile et gazoline, ainsi que matériaux de construction;

Acheter tout commerce ou industrie similaire ainsi que les propriétés s'y rapportant et en payer le tout ou en partie au moyen d'actions, entièrement libérées, de la compagnie;

De placer les fonds de la compagnie dans toute autre compagnie après autorisation par les directeurs;

Acquérir à quelque titre que ce soit, des propriétés et des valeurs mobilières et en faire l'exploitation dans l'intérêt de la compagnie. Vendre ou autrement disposer des mêmes biens;

Emprunter des deniers sur son crédit, hypothéquer ou donner en garantie ses meubles ou immeubles;

Faire tous les règlements nécessaires à la bonne administration de la compagnie, sous le nom de "J.-B. Goyer, Limitée", avec un capital total de quarante-cinq mille dollars (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2263 ALEXANDRE DESMEULES.

"J. H. Pribyl & Co., Limited".

Avant est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Joseph-H. Pribyl, marchand, Paul Haviar, commis, et Rudolf Koci, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, faire des placements, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger, nantir, hypothéquer, mettre en gage ou autrement aliéner des terrains, édifices et autres propriétés mobilières ou immobilières et des droits réels et personnels, droits litigieux, dettes, contrats et promesses de vente, brevets, permis, concessions et autres privilèges similaires, et généralement faire le commerce et le trafic de toute manière quelconque;

Acheter, faire des placements, acquérir et détenir, soit absolument ou par voie de garantie additionnelle ou autrement et vendre céder, transporter, échanger, ou autrement disposer et faire le commerce de titres, obligations, débetures, actions, billets à ordre, valeurs et placements de toutes espèces ou nature quelconque;

Agir comme agence de recouvrement et comme ajusteurs, évaluateurs et estimateurs;

Obtenir et fournir les services d'interprètes en langues étrangères;

Agir comme agents de vaisseaux, agents d'assurances, agents de manufacturiers, agents d'engagement et comme importateurs et exportateurs;

Recueillir, fournir et faire la distribution de renseignements généraux de toutes sortes;

Agir comme bureaux de colonisation, aider des immigrants, colons, en leur renvoyant des remises de fonds et généralement aider tels immigrants en leur procurant les renseignements et autres services que la compagnie possède;

Agir comme importateurs et exportateurs de machineries et s'occuper de la fabrication de machinerie;

Solliciter des droits de brevets couvrant toutes inventions, exploiter des brevets et organiser des compagnies pour l'avancement de tel brevet;

other fuel such as oil and gazolene, and also building materials;

To purchase any similar business or industry and any property connected therewith and to pay therefor in whole or in part with fully paid up shares of the company;

To invest the funds of the company in any other company upon authorization by the directors;

To acquire under any title whatever, movable property and securities, and to deal therewith in the interest of the company. To sell or otherwise dispose of the same property;

To borrow money on its credit, hypothecate or pledge its movables or immovables;

To make any by-laws necessary for the proper administration of the company under the name of "J.-B. Goyer, Limitée", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
2264 Acting Assistant Provincial Secretary.

"J. H. Pribyl & Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1928, incorporating: Joseph H. Pribyl, merchant, Paul Haviar, clerk, and Rudolf Koci, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange, mortgage, hypothecate, pledge or otherwise dispose of lands, buildings and other properties, moveable or immovable, and real and personal rights, choses in action, debts, contracts and promises of sale, patents, licenses, concessions and the like, and generally to deal and traffic therein in any manner whatsoever;

To buy, invest in, acquire and hold, either absolutely or by way of collateral security or otherwise, and to sell, assign, transfer, exchange and otherwise dispose of, and deal in stocks, bonds, debentures, shares, promissory notes, securities and investments of any kind or nature whatsoever;

To act as a collection agency and as adjusters, evaluators and appraisers;

To secure and furnish the service of interpreters in foreign languages;

To act as steamship agents, insurance agents, manufacturers' agents, employment agents, and as importers and exporters;

To gather, furnish and disseminate information generally of all kinds;

To act as a colonization bureau, to aid immigrants in colonization, in remittances and generally to aid such immigrants by providing them with information and other service which the company may possess;

To act as importers and exporters of machinery and to engage in the manufacture of machinery;

To make application for patent rights covering any invention, exploit all patents and organize companies for the promotion of such patents;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer conjointement avec son industrie ou aucun des objets de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur ou de mettre à profit aucun des biens ou droits de la compagnie;

Se fusionner, conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou entreprise que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou entreprise pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but de faire l'acquisition de la totalité ou d'aucun des biens et engagements de la compagnie, ou pour toute autre fin qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement d'aucune des fins ou qui peuvent conduire à la réalisation de l'un ou plusieurs des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "J. H. Pribyl & Co., Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2265 ALEXANDRE DESMEULES.

"Lecompte, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1929, constituant en corporation: Blanche-Alice Fois, épouse séparée de biens de R.-A. Lecompte, Raoul-Albert Lecompte, commerçant, Horace-O. Denis, gentilhomme, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, de poissons, provisions et épiceries, sous le nom de "Lecompte, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 4239, rue Ste-Catherine-Est, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
2267 C.-J. SIMARD.

"Luna Club, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1929, constituant en corporation, sans capital-actions: Henri Rousseau, maître-barbier, Charlemagne Rheault, et Charlemagne Lyonnais, épiciers, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir un ou des immeubles ou prendre à bail ou donner à bail, c'est-

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or any of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

To amalgamate, enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage, in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To do all and every thing necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects herein above enumerated, under the name of "J. H. Pribyl & Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2266 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Lecompte, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1929, incorporating: Blanche Alice Fois, wife separate as to property of R. A. Lecompte, Raoul Albert Lecompte, trader, Horace O. Denis, gentleman, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of fish, provisions and groceries, under the name of "Lecompte, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at 4239, St. Catherine Street, East, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1929.

C. J. SIMARD,
2268 Assistant Provincial Secretary.

"Luna Club, Ltée".

Notice is hereby given that under Part 111 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1929, incorporating, without share capital: Henri Rousseau, master barber, Charlemagne Rheault and Charlemagne Lyonnais, grocers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire one or more immoveables or take on lease or give on lease,

à-dire louer ou sous-louer un ou des immeubles, aux fins d'établir le siège social de la dite compagnie projetée avec une ou plusieurs places d'affaires;

Hypothéquer, s'il y a lieu, un ou des immeubles que la dite compagnie projetée aura acquis ou pourra acquérir dans le cours de ses opérations;

Organiser, établir ou fonder certaines associations, cercles ou sociétés aux fins de promouvoir la politique provinciale et fédérale;

Fixer par règlement ou résolution, le nombre de membres qui devront faire partie de l'organisation et fixer le montant de contribution annuelle devant être payé à la dite compagnie projetée par les dits membres qui auront souscrit pour leur admission;

Se procurer une licence de club de la Commission des Liqueurs de Québec, afin d'opérer suivant l'esprit de la loi des liqueurs alcooliques de Québec une licence de club, pour le besoin des membres dûment qualifiés comme tels, par règlement de la dite compagnie projetée;

Acheter ou prendre à bail des réserves forestières pour fin de chasse, ou des lacs pour fins de pêche, de construire camps ou maisons de repos pour y recevoir pêcheurs et chasseurs, membres qualifiés de la compagnie, ou louer chambres et servir des repas;

Avoir un compte en banque et tirer sur la banque aux fins des finances de la compagnie et autoriser quelqu'un à signer les chèques, billets, ou traites ou autres effets de commerce quelconques, ou endosser les mêmes effets, tel que prévu par règlement ou résolution de la compagnie;

Organiser service d'autobus pour transport des touristes aux endroits de villégiature ou de pêche, ou de chasse, à être organisé par la compagnie;

Organiser clubs de base-ball, concours de boxe, de lutte, course à pied, d'automobile ou de canots, jeux de dames, d'échecs, ou organiser toute autre ligne ayant pour but de promouvoir la culture physique en plein air;

Acheter ou autrement acquérir ou louer, prendre à bail terrain pour exploitation de jeu de golf ou tout autre jeu;

Monter pièces dramatiques et musicales, organiser banquets et réceptions pour fêter amis politiques ou compatriotes distingués, sous le nom de "Luna Club, Ltée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2269 ALEXANDRE DESMEULES.

"Metropolitan Guaranty Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Peter-Joseph Usher, avocat, Mae Goulden, comptable, fille majeure, Juliette Tessier, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Souscrire, garantir et acquérir, par achat, échange ou autre titre légal, et détenir soit comme propriétaire absolu ou soit comme garantie col-

namely lease or sub-lease one or more immovables for the purposes of establishing the corporate seat of the said projected company with one or more places of business;

To hypothecate, if need be, one or more immovables which the said projected company shall have acquired or may acquire in the course of its operations;

To organize, establish or found certain associations, clubs or societies for the purposes of promoting provincial and federal policies;

To fix by by-law or resolution the number of members who shall form part of the organization and to fix the amount of the annual fee to be paid to the said projected company by the said members who may have subscribed for their admission;

To obtain a club license from the Quebec Liquor Commission so as to operate such license according to the spirit of the Quebec Alcoholic Liquor Act, for the needs of the members duly qualified as such by by-law of the said company;

To purchase or take on lease forest reserves for the purpose of hunting, or lakes for the purpose of fishing, to construct camps or rest houses for fishermen and hunters, qualified members of the company, or lease rooms and serve meals;

To have a bank account and draw on the bank for the purposes of the finances of the company and to authorize some person to sign cheques, notes or drafts or other commercial instruments whatever, or endorse the same instruments as provided by by-law or resolution of the company;

To organize an autobus service for the transportation of tourists to fishing, hunting or country places to be organized by the company;

To organize baseball clubs, boxing and wrestling matches, foot, automobile or canoe races, games of checkers and chess, or organize any other line with the purpose of promoting physical culture in the open air;

To purchase or otherwise acquire or lease, take on lease any land for the exploitation of the game of golf or any other game;

To put on dramatic and musical performances, organize banquets and receptions to entertain political friends or distinguished compatriots, under the name of "Luna Club, Ltée".

The amount of immoveable property which the corporation may hold shall be limited to \$20,000.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
2270 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Metropolitan Guaranty Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1928, incorporating: Peter Joseph Usher, Advocate, Mae Goulden, Accountant, Spinster, Juliette Tessier, Stenographer, Spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold, either absolutely as owner or by way of

latérale ou autrement, et offrir au public pour souscription, vendre, garantir la vente, et céder, transporter ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations, débetures, stocks, actions et autres valeurs, traites, récépissés d'entrepôts, billets, privilèges, ventes conditionnelles, contrats, mortgages et hypothèques de toutes sortes, comptes recevables et toutes sortes d'effets de commerce et preuves de dettes de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre, ou associations, et faire des avances sur ces valeurs et transiger et faire les opérations d'une agence financière ou, de courtage, et agir comme agents et courtiers ou comme principaux, pour l'achat, la vente, importation, le développement et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprises et généralement faire affaires comme financiers;

Faire affaires comme agents d'immeubles et acheter, vendre et administrer et louer des propriétés et des immeubles et en percevoir les loyers et à cette fin acquérir par achat, location ou autrement des immeubles et construire des maisons d'habitation et autres édifices sur toute ou partie des dits immeubles, et développer, améliorer et disposer aucune de ces propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement, pour toute rémunération ou revenu qui sera déterminé;

Construire, maintenir et exploiter ou louer des édifices et constructions convenables pour la réception et l'emmagasinage de biens personnels de toute nature et espèce, agir comme agents, consignataires et locataires, et accepter toute sorte de biens personnels en dépôt et pour les mettre en sûreté aux termes qui seront convenus;

Agir comme courtiers et agents d'assurances, et comme courtiers et agents pour le placement, le prêt, le paiement, le transport et la perception de deniers;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, location ou autrement, tout commerce ou industrie existante et les réorganiser et les développer;

De temps en temps solliciter, acheter ou acquérir par cession, transfert ou autrement et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorité, concession, droit ou privilèges que tout gouvernement ou autorité suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou corps public ont le pouvoir de faire, décréter ou accorder, et approprier tout capital, obligations et biens de la compagnie pour en payer et défrayer le coût, les charges et dépenses nécessaires;

Vendre, louer ou aliéner autrement l'actif, les biens et l'entreprise de la compagnie ou toute partie de l'actif, des biens et de l'entreprise, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir,

collateral security or otherwise, and to offer for public subscription, sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, trade acceptances, warehouse receipts, notes, liens, conditional sales, contracts, mortgages and hypothecs of all kinds, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or association and to make advances thereon, and to transact and carry on a general financial agency and brokerage business, and to act as agents and brokers or as principals for the purchase, sale, importation and development and management of any property, business or undertaking; and generally to carry on business as financiers;

To carry on business of real estate agents and to buy, sell and manage and rent properties and estates, and to collect rents, and to that end, to acquire by purchase, lease or otherwise, real estate, and to construct dwelling houses and other buildings upon such real estate, or any part thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise, for such remuneration or return as may be determined;

To construct, maintain and operate, or to lease buildings and structures suitable for the reception and storage of personal property of every nature and kind, to act as agents, consignees and bailees thereof, and to take all kinds of personal property for deposit and safe keeping upon all such terms as may be agreed upon;

To act as insurance brokers and agents and as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise any existing business or industry, and to re-organize and develop the same;

From time to time to apply for, purchase, or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To sell, lease or otherwise dispose of the assets, property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal in the same;

les réémettre avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

Emettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'elle pourrait légalement acquérir, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes et pour services rendus;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels cette compagnie est en affaires, et se porter garants de l'exécution des contrats par toute compagnie, corporation, individu ou association ou par toute personne ou personnes semblables;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire toutes ou chacune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faires toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés;

Les pouvoirs de chaque paragraphe des présentes ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction ou induction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Metropolitan Guaranty Company".

Le montant du capital-action de la compagnie est de 3,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale, lequel montant est sujet à augmentation en vertu des dispositions de la dite loi et de ses amendements, pourvu que les dites actions sans valeur au pair ou nominale soient émises pour la considération qui sera fixée par le bureau de direction, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$15,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2271 ALEXANDRE DESMEULES.

"Mill Deck Dress & Waist Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quinzième jour de janvier 1929, constituant en corporation: Louis Miller, marchand, Nat.-L. Rappaport, Thomas-J. Tansey, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, en faire le commerce, et importer, exporter en gros et en détail des robes, costumes et manteaux pour dames et enfants et manufacturer des vêtements pour dames de toute description quelconque;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted and for services rendered;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporations, company, individual or association with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any such person or persons;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures, debenture stock or other securities, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of the business;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Metropolitan Guaranty Company".

The amount of the capital stock of the company is to be 3,000 common shares without nominal or par value, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act and amending Acts, provided that the said shares without nominal or par value may be issued for such consideration as may be fixed by the board of directors, and the amount with which the company will commence its operations will be \$15,000.00.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2272 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Mill Deck Dress & Waist Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth day of January, 1929, incorporating: Louis Miller, merchant, Nat. L. Rappaport, Thomas M. Tansey, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's apparel of any description whatsoever;

Exercer le négoce de commerçants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, négociants, et distributeurs de tous les tissus, lainages, soieries, doublures et de tous autres matériaux de toute description quelconque et à cette fin faire toutes et chacune des autres choses qui en découlent;

Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, commerçants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants de toutes sortes de vêtements, lainages, doublures, soieries, à commission ou autrement;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres entreprises conjointes semblables, avec toute personne, firme ou compagnie que cette compagnie croira convenable;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et les détenir, les vendre ou en disposer autrement;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens et obligations de toute personne ou corporation exerçant toute industrie que cette compagnie exerce ou qu'elle a le droit d'exercer, et les payer totalement ou partiellement avec des actions acquittées de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, et tous droits et privilèges que cette compagnie croira être nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement tout fonds de commerce, matériel et marchandises;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et tous autres effets négociables et transférables;

Vendre ou aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Procurer l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays étranger;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des propriétés et des droits de la compagnie;

Faire les choses susmentionnées comme principaux, agents à contrat ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Mill Deck Dress & Waist

To carry on the business of jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings and all other materials of any description whatsoever and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

To represent manufacturers, distributors, jobbers, dealers, importers, exporters, wholesalers, retailers for all marketable wearing apparel, woollens, linings, silks, on commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, or any similar joint venture with any person, firm or company that the company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

To acquire or take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carried on or is entitled to carry on, and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any stock in trade, machinery, plant;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable and transferable instruments;

To sell, dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are conducive or incidental to the attainment of the above objects, under the name of "Mill Deck Dress & Waist

Company", avec un capital total de quatre-vingt-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de janvier 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
2273 C.-J. SIMARD.

Company", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1929.

C. J. SIMARD,
2274 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Window Cleaning Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1929, constituant en corporation: Peter-Joseph Usher, avocat, Mae Goulden et Elizabeth Lillian Moss, toutes deux commis, filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce de nettoyeurs de fenêtres et d'enseignes et de nettoyeurs et polisseurs de planchers, ébénisteries, jalousies et meubles, agir généralement comme nettoyeurs et laveurs et enlever et placer des jalousies et doubles-châssis;

Exercer tout autre négoce qui peut être incidemment exercé conjointement avec ce qui précède;

Acquérir la totalité ou toute partie de la clientèle, des droits, biens et actifs, y compris toutes options, concessions, ou autres privilèges similaires de tout individu, firme, association ou corporation exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en obligations ou en paiement total ou partiel répartir et émettre comme entièrement libérées et non-sujettes à appel des actions de cette compagnie, soit souscrites ou non;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou des compagnies dans le

"Montreal Window Cleaning Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the sixteenth day of January 1929, incorporating: Peter Joseph Usher, advocate, Mae Goulden, and Elizabeth Lillian Moss, both clerks, spinsters of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of window and sign cleaners and as cleaners and polishers of floors, woodwork, blinds and furniture; to act as general cleaners and washers and to put up and take down blinds, and double windows;

To carry on any such other business as may be conveniently carried on in conjunction with the foregoing;

To acquire all or any part of the good-will, rights, property and assets, including any options, concessions, or the like of any individual, firm, association, or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on, and to pay for the same wholly or in part, in cash or in bonds, or in full or in part payment thereof, to allot and issue as fully paid-up and non-assessable shares of this company, whether subscribed for or not;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for

but d'acquérir la totalité ou toute partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour toute autre fin paraissant devoir favoriser la compagnie directement ou indirectement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucunes actions du capital de la compagnie, ou des débetures, actions-obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Montreal Window Cleaning Company, Limited", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00) divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de janvier 1929.

2275 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Quebec Diversified Securities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Laval-Edouard Fortier, entrepreneur de pompes funèbres, Marcel Fortier, agent, de Lévis, et J.-Albert Pelletier, agent, Québec, pour les fins suivantes:

Acheter, mettre sur le marché, prendre en échange, souscrire, solliciter ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, comme placement ou autrement, posséder, vendre, échanger, transporter, céder, louer, convertir, ou autrement en faire le commerce, en garantissant la vente ou le placement, grever ou autrement en disposer ou mettre en valeur et généralement négocier les bons, débetures, actions-débetures, titres, actions, obligations, certificats et valeurs ou autres titres de créance des diverses compagnies d'huile "Standard" et de celles qui leur sont subsidiaires et autres à la discrétion du conseil d'administration (pourvu qu'il n'y ait jamais plus que dix pour cent (10%) de placé dans les valeurs d'aucune

the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Montreal Window Cleaning Company, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1929.

2276 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Diversified Securities, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1928, incorporating: Laval Edouard Fortier, undertaker, Marcel Fortier, agent, of Lévis, and J. Albert Pelletier, agent, Quebec, for the following purposes:

To purchase, underwrite, take in exchange, subscribe or apply for or otherwise acquire, register, hold for investment or otherwise, own, sell, exchange, transfer, assign, lease, convert, or otherwise deal in, guarantee the sale or placing or charge or otherwise dispose of or turn to account and generally deal in bonds, debentures, debenture stock, stocks, shares, obligations, scrip and securities or other evidences of indebtedness of the various Standard Oil Companies and their subsidiaries and of other companies to the discretion of the Board of Direction (provided that at no time shall more than ten per cent (10%) of the company's investments be placed in the securities of any one such com-

telle compagnie ou d'aucune de celles subsidiaires), et durant la possession ou la détention d'aucune des valeurs susdites, exercer, directement ou par l'entremise d'agents, tous les droits, pouvoirs ou privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour toutes actions ou titres ou autres valeurs ou intérêts jouissant du droit de vote;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans aucun pays étranger ou état, y désigner les personnes qui, d'après les lois de telle province, pays étranger ou état, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans tout procès ou poursuite;

Placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie les dépenses et frais encourus dans l'incorporation et l'organisation de cette compagnie;

Distribuer en nature ou autrement ou au moyen de dividendes légalement déclarés sur les profits de la compagnie ou en la manière prévue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec, tous les biens de la compagnie entre ses actionnaires, et en particulier toutes actions, obligations, débetures, ou toutes autres valeurs reçues en considération de la vente de l'ensemble ou de toute portion des propriétés de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie organisée pour prendre le contrôle de l'ensemble ou d'aucune partie de l'actif ou des engagements de la compagnie;

Les opérations de la compagnie devant se faire partout dans la Province de Québec, sous le nom de "Quebec Diversified Securities, Limited", avec un capital-actions de quarante mille (40,000) actions privilégiées, rachetables, à dividende cumulatif de sept pour cent (7%), d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune et cent mille (100,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, lesquelles peuvent être émises et réparties pour le prix en espèces ou pour la considération qui leur sera estimée équivalente et que le conseil d'administration pourra fixer de temps à autre.

Le montant avec lequel la compagnie peut faire des opérations est six cent mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2277 ALEXANDRE DESMEULES.

pany or subsidiary) and while the owner or holder of any of the foregoing, to exercise, directly or through agents, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote on any such stock or shares or other securities carrying a voting right;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any Provinces of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein, according to the law of such Province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf on any process or suit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

To distribute in specie or otherwise, by way of dividend legally declared out of the profits of the company or the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures, or any other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

The operations of the company to be carried on throughout the province of Quebec, by the name of "Quebec Diversified Securities, Limited", with a capital stock of forty thousand (40,000) shares of seven per cent (7%) cumulative first preferred, redeemable stock of the par value of twenty-five dollars (25.00) each and one hundred thousand (100,000) common shares without nominal or par value, which may be issued and allotted for such price in cash or for such consideration deemed to be equivalent thereto, as may be fixed by the Board of Directors from time to time;

The amount with which the company may carry on operations is six hundred thousand dollars.

The head office of the company will be at Québec, in the province of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2278 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Ramona Apartments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Alfred Thompson Howell, comptable, Jack Rudner, étudiant, et Réal Robillard, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de constructeurs de maisons à appartements, résidences, manufactures, immeubles pour bureaux, garages, théâtres et

"Ramona Apartments, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirteenth day of December, 1928, incorporating: Alfred Thompson Howell, Accountant, Jack Rudner, Student, and Real Robillard, Bailiff, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of building apartment houses, residences, factories, office buildings, garages, theatres, and all other structures

toutes autres structures comprises dans les mots constructeurs et contracteurs généraux;

Acheter, vendre, louer, prendre en échange ou autrement acquérir et disposer de terres ou intérêts en icelles avec toutes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur ces dites terres ou aucune d'icelles, et acheter, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de l'ensemble ou de toute portion des terres et de toutes ou d'aucune partie des constructions ou structures qui s'y trouvent ou qui pourront par la suite y être érigées et prendre et donner en retour les garanties qui pourront être jugées nécessaires;

Eriger des constructions en général et faire le commerce de tous les matériaux de construction;

Embaucher des ouvriers pour fins d'érection de constructions, et surveiller toutes et aucune des constructions érigées par lesdits ouvriers;

Prendre, donner et détenir des hypothèques pour toute balance du prix d'achat non payée sur toutes terres, constructions ou structures ainsi acquises et vendues, et vendre ou acquérir des hypothèques ou autrement disposer ou acquérir toutes lesdites hypothèques;

Améliorer, modifier, louer et administrer lesdites terres, constructions et maisons à appartements;

Exercer toute autre industrie que la compagnie pourra vraisemblablement exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitables;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent être de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de toute ou d'une partie de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Adopter, pour faire connaître les produits de la compagnie, les moyens jugés à propos, et en particulier, annoncer dans les journaux, par des circulaires ou par tous autres moyens, les constructions ou appartements de la compagnie ou toutes autres choses dans lesquelles la compagnie peut être intéressée;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, disposer, rendre profitables ou autrement exploiter toute ou une partie quelconque de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés;

Conclure, effectuer et parfaire des contrats

falling under the heading of general builders and contractors;

To purchase, sell, lease, take in exchange or otherwise acquire and dispose of lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to purchase, sell, lease, exchange, hypothecate, or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any part of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon and to take or give such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings generally and to deal in all building materials;

To engage labour for the purposes of erecting buildings, and to supervise all and any construction erected by such labour;

To take, give and hold mortgages for any unpaid balance of the purchase price on any of the lands, buildings or structures so acquired and so sold, and to sell or acquire mortgages or otherwise dispose or acquire all the said mortgages;

To improve, alter, lease and manage the said lands, buildings, and apartment houses;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars or by any other methods the buildings or apartments of the company or any other matters in which the company may be interested;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To enter into, carry out and complete con-

d'assurance mutuelle et autres pour la protection de la propriété de la compagnie et nommer des agents et procureurs, et faire tout ce qui est nécessaire pour favoriser l'exploitation de l'entreprise;

Effectuer des emprunts et hypothéquer la propriété de la corporation en garantie des dits emprunts effectués;

Garantir, souscrire, acheter ou continuellement acquérir ou détenir, comme personne ou agent, et absolument comme propriétaire, ou comme garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transporter, céder ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations, débetures, actions, parts ou autres valeurs et garantir l'émission de ces obligations ou débetures en son propre nom par les biens de la compagnie;

Pouvoir poursuivre et être poursuivie devant toutes les cours de la Province de Québec et d'ailleurs, sous le nom de "Ramona Apartments, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Montréal, dans le comté de Hochelaga.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2279 ALEXANDRE DESMEULES.

"Reliable House Furnishers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1929, constituant en corporation: Louis Fitch, conseil en loi du roi, Harry Blanshay, avocat, et Joseph-Philippe Beaupré, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter et vendre, importer et manufacturer, et généralement faire le commerce d'ameublements de maison, tapis, rideaux, et généralement toutes sortes de meubles, garnitures et tissus qui servent à garnir des maisons et autres articles similaires;

Acquérir et détenir et vendre ou autrement aliéner les titres, actions, valeurs et entreprises de toute autre compagnie ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou transporter son entreprise ou son actif à telle compagnie ou se fusionner à icelle;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer et garantir pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux

tracts of insurance and inter-insurance for the protection of the property of the company, and to appoint agents and attorneys, and to do any act necessary to enhance the objects of the business;

To make loans and to hypothecate the property of the corporation in security for the loan made;

To underwrite, subscribe for, purchase or continually acquire or hold, either as person or agent, and absolutely as owner, or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares, or other securities, and to guarantee by the assets of the company the issue of any such bonds or debentures in its own name;

To be permitted to sue and be sued in all the courts of the Province of Quebec and elsewhere, under the name of "Ramona Apartments, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal, in the county of Hochelaga.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2280 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Reliable House Furnishers, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1929, incorporating: Louis Fitch, King's Counsel, Harry Blanshay, Advocate, and Joseph Philippe Beaupré, Bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell, import and manufacture, and generally trade in house furnishings, carpets, curtains, and generally all furniture and fixtures and fabrics that enter into housekeeping and similar articles;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to, or to amalgamate with any such company;

If authorized by By-Law sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented by a general meeting called for considering the By-Laws, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell the same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purpose and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act,

de certaines corporations (chapitre 227, S. R.Q., (ch. 227 Q. R. S., 1925) or in any other manner; 1925) ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens mobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie, sous le nom de "Reliable House Furnishers, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
2281 C.-J. SIMARD.

d. Hypothecate or mortgage the movable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company, bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Reliable House Furnishers, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided up into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1929.

C. J. SIMARD,
2282 Assistant Provincial Secretary.

"Rock Island Farm & Fur Products, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Peter Koutsogiannopoulos, fleuriste, Peter Polatas, marchand, et A.-W. Graham Green, comptable, de Montréal, pour les fins suivantes:

Produire, acheter, vendre et faire le commerce de beurre, fromage, œufs, lait, légumes, volailles, et autres provisions de bouche, produits laitiers et de la ferme, et les substances diverses y entrant ou dont on se sert dans leur production;

Elever, acheter, vendre et autrement faire le commerce de bêtes à cornes, et autres bestiaux, y compris des animaux à fourrure. Manufacturer, louer, acheter et vendre toutes machineries, outils, instruments, outillages et tous autres articles et accessoires utilisés en rapport avec toutes ou aucune des fins susdites, ou avec la vente et le transport des produits manufacturés et autres de la compagnie;

Diviser et subventionner, vendre ou louer les propriétés de la compagnie et ériger toutes les constructions qui peuvent être nécessaires dans l'exploitation des affaires de la compagnie;

Eriger et exploiter des établissements comme stations d'été, et acheter, louer ou autrement acquérir les matériaux et produits qui peuvent être nécessaires à cette fin;

Acheter, louer, ou autrement acquérir des constructions et les ouvrir comme magasins dans un but d'affaires pour la compagnie dans aucune des localités de la Province de Québec;

Acquérir par achat, prendre à bail, en échange ou autrement posséder, améliorer, subdiviser et ériger des constructions sur des propriétés immobilières de toutes sortes, s'en servir, les administrer, donner à bail, vendre ou donner en échange et en disposer;

Tracer et préparer des rues, ruelles, squares et lots aux conditions que la compagnie jugera convenables, et être partie à toute mesure ou contrat avec des individus, ou corps, municipalités ou corporations, pour la construction, le nivellement, le pavage, le macadamisage et la réparation de rues,

"Rock Island Farm & Fur Products, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1928, incorporating: Peter Koutsogiannopoulos, florist, Peter Polatas, merchant, and A. W. Graham Green, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To produce, purchase, sell and deal in butter, cheese, eggs, milk, vegetables, poultry and other food, farm and dairy products and the various material entering into or used in the production thereof;

To raise, purchase, sell and otherwise deal in cattle and other live stock including fur-bearing animals. To manufacture, lease, purchase and sell all machinery, tools, implements, apparatus and all other articles and appliances used in connection with all or any of the purposes aforesaid, or with selling and transporting the manufactured and other products of the company;

To divide and subsidize, sell or lease the properties of the company and erect all such buildings as may be necessary for the carrying out of the company's business;

To erect and operate summer resort development, and to purchase, lease or otherwise acquire such materials and products as may be necessary to the purpose;

To buy, lease or otherwise acquire premises and open same as stores for the purpose of the business of the company in any part of the Province of Quebec;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise to possess, improve, sub-divide and construct on, use, administer, let, sell or exchange and dispose of real estate of all kinds;

Plan and prepare streets, lanes, squares and lots on terms which the company may deem proper, and to enter into any arrangement or contract with individuals or bodies, municipalities or corporations for the construction, levelling, paving, macadamising and repairs of streets, public

voies publiques et pavés, et pour la construction, l'ouverture et la réparation de conduits, égouts et débouchés. Participer aux travaux sur les chemins, rues, ruelles, aqueducs et à tous autres travaux requis pour l'amélioration de la propriété par des avances en espèces;

Agir comme agents généraux, agents d'assurance et agents pour le transport par vente, à rente, par achat ou échange de biens immeubles et autres entreprises de même nature;

Prêter des deniers aux clients, aux possesseurs de biens et autres faisant affaires avec la compagnie;

Prendre et détenir des mortgages, obligations, garanties sur des immeubles et les grever en garantissant le paiement d'aucune ou de toutes les dettes dues par eux à la compagnie ou le remboursement des avances qui leur sont faites;

Effectuer des prêts et avances de toute nature, exception faite des opérations de banques;

Faire toutes autres choses, en manufacturant ou autrement, qui seront dans les limites de la capacité de la compagnie et tendant à l'avancement et à l'amélioration de l'entreprise et à l'accroissement de sa valeur;

Acquérir et assumer par achat, louage ou autrement toutes ou aucune des entreprises, biens et obligations de toute personne ou compagnie ou société exerçant une industrie semblable à celle de la présente compagnie, ou possédant des biens nécessaires et utiles pour les affaires de la compagnie;

Conclure toute convention relative à la répartition des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société ou compagnie faisant ou ayant entrepris ou étant sur le point d'entreprendre des affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant ou ayant entrepris ou étant sur le point d'entreprendre des affaires qui peuvent être entreprises au profit de cette compagnie directement ou indirectement. Prêter de l'argent à aucune ou à toutes ces personnes, sociétés ou compagnies, garantir ses ou leurs contrats ou autrement lui ou leur venir en aide, ou venir en aide aux clients ou autres faisant affaires avec la compagnie et prendre ou acquérir des actions ou garanties de telles compagnies et les vendre ou détenir, ou les revendre avec ou sans garantie;

Acheter, prendre ou autrement acquérir des actions, garanties ou débetures de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie;

Conclure toutes conventions avec des administrations ou autorités locales, municipales ou autres qui paraissent utiles aux objets de la compagnie et obtenir de ces corps tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie juge nécessaires et faire, exercer et exécuter tous tels droits, privilèges et concessions;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de telle compagnie, ou pour toute autre fin qui paraît destinée à profiter à cette compagnie et assumer et placer ou aider à placer le capital, les bons ou valeurs de toute telle compagnie ou compagnies;

Placer les deniers non immédiatement requis pour le commerce de la compagnie de la manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre, dans le dessein d'augmenter les affaires;

Emettre des actions libérées, obligations ou débetures ou autres valeurs pour le paiement complet ou partiel de toute propriété réelle ou personnelle, ameublements et constructions,

roads and pavements, and for the construction, opening and repairs to conduits, drains and outlets. To assist in the work on roads, streets, lanes, aqueducts and any other works required for the improvement of the property, by advances in money;

To act as general agents, insurance agents and for the sale, rental, purchase and exchange of real estate and other business of the same nature;

To lend money to clients, property owners and others having business with the company;

To take and hold mortgages, obligations, guarantees and charges on real estate to guarantee any or all debts due to the company or advances made by them;

To make loans and advances of all kinds, with the exception of a banking business;

To do such other things, manufacturing or otherwise, which shall be within the capacities of the company and directed towards the furtherance and improvements of the business and to increase its value;

To acquire and assume either by purchase, lease or otherwise all or any business, assets or obligations of any person or company or partnership doing equivalent business to that of the company, or possessing assets needful and of use to the business of the company;

To enter into any arrangement for the distribution of profits, unification of interests, co-operation, joint risk, reciprocity or otherwise with any person, partnership or company doing or engaged or about to engage in any business or transactions that this company is authorized to carry out, or doing or engaged in or about to be engaged in any business that may be engaged in either directly or indirectly for the benefit of this company. To lend money to any or all of such persons, partnerships or companies, to guarantee its or their contracts or otherwise aid it or them, or clients or others having business with the company and to take or acquire otherwise shares or guarantees of such company and sell or hold them, or resell either with or without guarantee;

To buy, take or otherwise acquire shares, guarantees or debentures of any other company doing an equivalent business to this company;

To enter into any arrangements with administrations or local authorities, municipal or otherwise, which seem useful to the objects of the company and to obtain from such bodies all the rights privileges and concessions that the company judges to be needful and to make, exercise and execute all such rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies with the aim to acquire all or any assets and obligations of such company or for any other purpose which appears directly or indirectly destined to be for the benefit of this company and to assume and place or help to place the stock, bonds or guarantee of all such company or companies;

To invest the monies not immediately required for the business of the company in such manner as may from time to time be determined, with the aim to increase the business;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other guarantees in payment or part payment for all property, real or personal, furniture and buildings, services, charges, rents, franchises, privi-

services, charges, loyers, franchises, privilèges, permis ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir et en paiement complet ou partiel d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement du capital-actions de la compagnie ou en rapport avec le progrès de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire, tirer, endosser, escompter et émettre des billets promissaires, lettres de change, traites, chèques, et autres effets négociables ou transportables;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour la considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, obligations ou valeurs de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie;

Exercer aucune ou toutes les industries ci-haut mentionnées comme promoteurs, intermédiaires, agents, ou autrement, séparément ou conjointement;

S'unir à ou se fusionner avec toute autre compagnie exploitant comme corps une industrie semblable à celle de cette compagnie;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir des propriétés réelles ou personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie juge nécessaires dans l'exploitation de son entreprise, et les vendre tous ou aucun ou autrement en disposer suivant qu'il semble convenable, sous le nom de "Rock Island Farm & Fur Products, Limited", avec un capital-actions au total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille (99,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rock Island, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2283 ALEXANDRE DESMEULES.

"Roy & Cie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1929, constituant en corporation: Louis-Philippe Gagnon, comptable, Delle Antoinette Lalonde, modiste, Montréal, et Delle Marie-Berthe Croteau, modiste, Verdun, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, comme principal ou agent, de chapeaux de dames et d'enfants, de tous articles de modes, et de marchandises sèches, et les manufacturer;

Faire l'un ou plusieurs de ces commerces à la fois, ou tous;

Acquérir tout commerce ou toute industrie similaires à l'un des commerces ci-dessus mentionnés, et en payer le coût en argent ou en actions libérées et non cotisables de la compagnie;

Acquérir des actions d'autres compagnies;

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt, non compris ses employés actuels et ses anciens employés actionnaires de la compagnie qui continueront de l'être après avoir quitté leur emploi;

Tout appel au public pour la souscription des actions de la compagnie est interdit, sous le nom de "Roy & Cie, Limitée".

leges, licenses or concessions that this company may legally acquire and in payment or part payment of shares, bonds, debentures or other guarantees of any other company doing an equivalent business to this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or helping to place or guaranteeing the disposal of share capital of the company or in regard to the betterment of the company or the conduct of its business;

To make, draw, endorse, discount and issue promissory notes, bills or exchange, drafts, cheques and other negotiable or transferable documents;

To sell the business of the company or any portion of same for such consideration as the company may consider proper, and in particular shares, debentures or bonds of any other company doing an equivalent business to the company;

To do any or all of the above mentioned businesses as promoters, middlemen, agents or otherwise, either severally or jointly;

To join or amalgamate with any other company doing as a whole an equivalent business to this company;

Generally to buy, lease or exchange, rent or otherwise acquire real or personal property and all the rights and privileges that the company judges to be necessary to carry out its business, and to sell all or any of such or otherwise dispose of as it seems fit, under the name of "Rock Island Farm & Fur Products, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into ninety nine thousand (99,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Rock Island, Que.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2284 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Roy & Cie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1929, incorporating: Louis Philippe Gagnon, accountant, Miss Antoinette Lalonde, milliner, Montreal, and Miss Marie-Berthe Croteau, milliner, Verdun, for the following purposes:

To deal generally, wholesale and retail, as principal or agent, in ladies' and children's hats, in any millinery articles or dry goods and to manufacture the same;

To carry on one or more of such kinds of business or all of them at the same time;

To acquire any business or trade similar to any one kind of the aforesaid kinds of business and to pay therefor in cash or in paid-up non-assessable shares of the company;

To acquire shares in other companies;

The number of shareholders shall be limited to twenty (20), exclusive of its actual employees and of persons, who, while in the employ of the company, have been shareholders and have remained such after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares of the present company, under the name of "Roy & Cie, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2000 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille piastres.

Les actions seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2285 ALEXANDRE DESMEULES.

The capital stock of the company shall be divided into two thousand (2000) shares without par or nominal value, and the amount with which the company will begin its operations shall be ten thousand dollars.

The shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the Directors.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
2286 Acting Assistant Provincial Secretary.

"New Knit Hosiery Mills, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1929, constituant en corporation: Melles Atala Beaupré, comptable, Juliette Beaupré, Institutrice, Eugenio Rodriguez "Chartered Accountant", tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie, le commerce et le négoce de gants et de mitaines de toutes sortes, de bas, de bottines, chaussures, souliers, mocassins et bottes sauvages de toutes sortes, d'habits de toutes sortes et de tous matériaux, de salopettes, chandails et sous-vêtements, chapeaux, dentelles; de bonneterie et de toutes sortes de tricots; le négoce et l'industrie qui consistent à carder, filer, doubler, tisser, tricoter, préparer, lessiver, blanchir, teindre, adapter, mélanger, finir, convertir, cultiver, fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de laine, coton, soie, satin, crêpe de Chine, coton, lin, chanvre, jute, laine, poils, soierie et autres substances fibreuses, laine filée, fils, manteaux, articles et produits de l'industrie textile et autres tissus qui peuvent être tissés, tricotés, entrelacés ou feutrés, ou façonnés de toute autre manière ainsi que tous les ingrédients et parties constituantes et tous les sous-produits dérivés de leur culture, les ingrédients ou parties constituantes de tous articles, produits et composés constitués en tout ou en partie de ces matériaux ou de tous leurs ingrédients ou parties constituantes, y compris les habits et vêtements de toutes sortes et de tous autres matériaux et choses nécessaires, utiles, convenables en rapport avec ce qui précède et s'y rapporte;

Conduire des teintureriers; acheter ou autrement acquérir des peaux vertes, de la laine, du coton et de la soie;

Acquérir ou posséder à titre de propriétaire, ou autrement toute ferme pour l'élevage des moutons ou autres animaux à toison, faire l'élevage de tels animaux, exploiter telles fermes et utiliser tels animaux pour les fins de la compagnie, ou autrement en disposer pour le tout ou en partie;

Acquérir ou posséder à titre de propriétaires ou autre, toute installation de machines, bâtisses ou propriétés mobilières et immobilières pouvant servir dans la préparation de la laine, de la soie ou du coton, y compris carderies, filatures, tricoteriers; exploiter et utiliser telles installations, machines ou propriétés pour les fins de la compagnie, les vendre, céder, louer ou autrement en disposer, pour le tout ou pour partie, suivant que la compagnie jugera à propos;

Acheter, louer ou autrement occuper ou posséder toutes propriétés ou bâtisses et tous ter-

"New Knit Hosiery Mills, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of March 1929, incorporating: the Misses Atala Beaupré, accountant, Juliette Beaupré, teacher, Eugenio Rodriguez, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business and trade and deal in gloves and mittens of every kind, stockings, boots, footwear, shoes, mocassins, "bottes sauvages" of every kind, clothing of any kind, and all materials, overalls, sweaters and underwear, hats, lace, hosiery and every kind of knitted goods; the trade and business which consist in carding, spinning, lining, weaving, knitting, preparing, scouring, bleaching, dyeing, adapting, mixing, finishing, converting, manufacturing, purchasing, selling, importing, exporting and otherwise dealing in wool, cotton, silk, satin, crepe de Chine, cotton, flax, hemp, jute, wool, hair, silks and other fibrous substances, spun wool, threads, coats, articles and products of the textile industry and other materials which may be woven, knitted, interwoven or felted, or made up in any other way, and also all the ingredients and essential parts and all by-products derived from the cultivation, production, acquisition, manufacture or utilization thereof, and of all the ingredients and essential parts of any articles, products of compounds manufactured, in whole or in part, from such materials, or of any ingredients or essential parts thereof, including suits and clothing of every kind, and of all other materials and things necessary or useful or convenient in connection with the aforesaid or attached thereto;

To operate dye-works, purchase and otherwise acquire rawhides, wool, cotton and silk;

To acquire and own as proprietor, tenant or otherwise, any farm for the breeding of sheep or any other wool-bearing animals, to breed such animals, exploit such farms and utilize such animals for the purposes of the company or otherwise dispose thereof, in whole or in part;

To acquire and own as proprietors or otherwise any machinery, installation, buildings or movable and immovable property capable of being used in the preparing of wool, silk and cotton, including carding, knitting and spinning mills; to exploit and utilize such installations, machines or property for the purposes of the company, to sell, cede, lease or otherwise dispose thereof, in whole or in part, as the company may deem expedient;

To purchase, lease or otherwise occupy and own any property or buildings and any lands as

rains comme bureau, manufacture, boutiques ou entrepôts et toutes propriétés ou bâtisses généralement nécessaires et utiles pour la conduite de ses affaires et opérations, louer, revendre ou échanger telles propriétés et bâtisses, pour le tout ou pour partie ou autrement en disposer;

Acquérir ou posséder à titre de propriétaires, locataires ou autrement toutes machines, tout outillage, toute marchandise ou matériel et généralement toutes choses pouvant être nécessaires et utiles dans le genre d'opérations que la compagnie est autorisée de faire, les vendre, louer, céder ou autrement en disposer;

Acheter et vendre en gros et en détail et manufacturer, raffiner, manipuler, exporter et importer et faire le commerce de toutes les substances, appareils et choses fabriqués par la compagnie ou qui peuvent servir à l'industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou qui sont requis par toute personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de matériel, machineries, instruments, commodités, provisions, bas de laine ou de coton ou de soie, et choses qui peuvent servir en rapport avec les opérations que cette compagnie peut exercer ou dans lesquelles elle peut être intéressée ou qui sont requises par les ouvriers ou autres employés de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toute marque de commerce, brevet, permis, concessions et autres privilèges semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, toute convention ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui paraîtra susceptible de servir pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement mettre en valeur les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Développer et mettre en valeur tout terrain acquis par la compagnie ou dans lequel elle est intéressée et particulièrement en le disposant et préparant pour fins de constructions et en construisant, modifiant, démolissant, décorant, entreprenant, aménageant et améliorant des édifices et commodités et en faisant des plantations, des travaux de pavage et de drainage, des travaux de culture, le donnant à bail pour fins de constructions et en faisant des avances de deniers et en passant des contrats et conventions de toutes sortes avec des constructeurs, locataires et autres;

Exploiter toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les industries de la compagnie, ou censée directement ou indirectement augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou toute partie des propriétés et franchises, de la clientèle et des privilèges que détient ou dont jouit toute corporation exerçant une industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens qui conviennent aux fins de la compagnie, et les payer en actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement et se charger des obligations de toute sorte de toute telle personne, firme et corporation;

Se fusionner, s'unir, se joindre à toute autre compagnie;

S'associer ou conclure tout autre arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts,

office, factory, workshops or warehouses and any property or buildings in general necessary and useful for the carrying out of its business and operations, to lease, resell or exchange such property and buildings, in whole or in part, or otherwise dispose thereof;

To acquire and own as proprietor, tenant or otherwise, all machinery, equipment, any merchandise or material and generally anything which may be necessary or useful in the kind of operations which the company is authorized to carry on, to sell, cede or otherwise dispose thereof;

To buy and sell, wholesale and retail, and manufacture, refine, manipulate, export and import and deal in all substances, apparatus and things manufactured by the company, or capable of being used in the business that the company is authorized to carry on, or required by any person having dealings with the company;

To buy, sell, manufacture and deal in plant, machinery, implements, conveniences, provisions, wool, cotton and silk hosiery and things capable of being used in connection with the operations which the company may carry on or be interested in, or required by workmen or others employed by the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade mark, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, contracting for, fitting up and improving buildings and conveniences, and by planting, paving, draining, farming and cultivating, letting on building lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with the builders, tenants and others;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried conveniently in connection with the company's businesses, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the property, franchises, goodwill and privileges held or enjoyed by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay therefor in shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of all kinds of any such person, firm or corporation;

To amalgamate, unite and consolidate with any other company;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, co-

la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques, ou pour d'autres fins similaires, avec toute compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou négoce que cette compagnie a l'autorité d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou tout négoce qui peuvent être exercés de façon à profiter à la compagnie; et faire des avances de deniers à toute telle personne, garantir ses contrats ou autrement lui aider, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie ou les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originaire ou en échange pour des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement et détenir, vendre ou autrement aliéner les parts, actions, soit ordinaires, soit privilégiées, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables aux objets de cette compagnie, ou exerçant toute industrie ou négoce qui peut être conduit de façon à profiter directement à cette compagnie et voter pour les actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer;

Conclure des arrangements avec les gouvernements ou autorités municipales, locales ou autres, qui pourraient favoriser les objets de la compagnie, en tout ou en partie, et obtenir de telles autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et mener à bien ou exercer tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions s'y rapportant;

Etablir et aider ou aider à l'établissement et au maintien d'association, d'institution, fonds, fiducies et commodités susceptibles de profiter aux employés actuels ou aux anciens employés de la compagnie ou de son prédécesseur en office ou de ceux qui sont à la charge de telles personnes ou de leurs parents, et octroyer des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins charitables ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou pour tous objets publics généraux ou utiles;

Placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Rémunérer toute compagnie pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à la formation ou à l'organisation de la compagnie ou à la conduite de ses opérations;

Emettre des actions entièrement libérées, obligations, actions-débetures et ou d'autres valeurs en paiement de services rendus à la compagnie ou des travaux faits pour elle;

Vendre ou aliéner la totalité ou toute partie de l'actif de la compagnie comme industrie en exploitation ou autrement, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, mettre en valeur ou autrement attribuer la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers présents,

operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to benefit this company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, or to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To purchase, take or acquire by original subscription, or in exchange for the shares, bonds, debentures, or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business or trade capable of being conducted so as directly to benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To enter into any arrangements with any authorities, government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry on or exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessor in business) or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition, or for any public, general or useful objects;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To remunerate any company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and or other securities for the payment of services rendered to or work performed for the company;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company, as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future,

futurs qu'elle pourra posséder dans la province dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée à émettre; et faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "New Knit Hosiery Mills, Ltd", avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cents dollars (\$49,500.00), divisé en quatre mille neuf cent cinquante (4,950) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
2293 C.-J. SIMARD.

"Nesbit & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1929, constituant en corporation: Gordon-Matthew Pender, Alfred-Melrose West, avocats, et Bessie Silverman, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire, dans toutes leurs spécialités respectives, les affaires de banquiers en placements, promoteurs, capitalistes, financiers, courtiers, agents et concessionnaires, et entreprendre et exercer et exécuter toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres entreprises, affaires et spéculations;

Souscrire, conditionnellement ou inconditionnellement et mettre sur le marché et autrement acquérir, vendre à commission, détenir, varier, négocier et disposer d'obligations, mortgages, titres, actions, bons, débetures, actions-débetures et autres valeurs de toutes sortes, et s'associer ou conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, les aventures conjointes, les concessions réciproques, ou la coopération avec toute personne, société, firme ou compagnie, et promouvoir et aider à promouvoir, financer et aider à financer et organiser des compagnies, syndicats et sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toutes propriétés ou droits ou tout commerce ou entreprise, avec ou sans les obligations, ou pour promouvoir directement ou indirectement leur objet, ou pour toute autre fin que cette compagnie croira utile;

Faire des avances ou placements de deniers avec ou sans intérêt, sur la garantie de toute propriété ou droit quelconque, et généralement prêter et faire des avances de deniers, aux termes, et sujet aux conditions qui seront jugés à propos;

Obtenir des avances sur aucun des placements de la compagnie, négocier des emprunts, offrir au public pour souscription ou autrement aider ou assister à placer aucun de ces placements, donner toute garantie en rapport avec aucun de ces placements, recevoir des deniers, documents et valeurs pour les vendre, les garder en sûreté, les transmettre ou les déposer à intérêt ou autrement, tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier et disposer de billets à ordre, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, billets et autres effets mercantiles, et valeurs et documents négociables et transférables;

Garantir ou se porter garant pour le paiement

which it may own in the Province, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is entitled to issue;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "New Knit Hosiery Mills, Ltd", with a total capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four thousand nine hundred and fifty (4,950) shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1929.

C. J. SIMARD,
2294 Assistant Provincial Secretary.

"Nesbit & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the fourth day of February, 1929, incorporating: Gordon Matthew Pender, Alfred Melrose West, Advocates, and Bessie Silverman, Secretary, *fille majeure usant de ses droits*, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business, in all their respective branches, of investors, promoters, capitalists, financiers, brokers, agents and concessionaries, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations, enterprises, businesses and ventures;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, and to underwrite and otherwise acquire, sell on commission, hold, vary, deal in and deal with obligations, mortgages, stocks, shares, bonds debentures, debenture stock and other securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or co-operation with any person, partnership, firm or company, and to promote and aid in promoting, finance and aid in financing and to organize companies, syndicates and partnerships of all kinds for the purpose of acquiring any property or rights or any business or undertaking, with or without liabilities, or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this Company may deem expedient;

To advance or invest money at or without interest on the security of any property or rights whatsoever, and generally to lend and advance money upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

To obtain advances upon any investments of the Company, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments, to give any guarantee in relation to any such investments, to receive money, documents and valuables for sale, custody, transmission or deposit at interest or otherwise, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell or otherwise deal in and deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

To guarantee or become surety for the pay-

du principal, des dividendes et intérêts sur des hypothèques, obligations, titres, actions, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie, association, entreprise, ou corps public ou privé, ou garantir l'exécution de leurs contrats, marchés ou autres obligations, et généralement transiger toutes sortes d'affaires de garantie et de cautionnement;

Assumer, accepter, remplir et exécuter tout mandat conféré ou confié à la compagnie par toute personne, firme ou compagnie;

Acheter, louer, recevoir ou autrement acquérir et construire, ériger, manufacturer, aménager, détenir, posséder, maintenir, contrôler, gérer, administrer, exploiter, améliorer, développer, mettre en œuvre, vendre, louer, exporter, ou autrement en disposer et généralement en faire le trafic et le commerce et mettre en valeur de toute façon ou manière quelconque toutes sortes de biens soit réels, personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, en quelque lieu qu'ils soient situés, et droits de toute nature quelconque, y compris le commerce, l'entreprise, la clientèle et l'actif de toute personne, firme ou compagnie, et tous autres actifs et biens que la compagnie pourra considérer nécessaires ou utiles dans l'exploitation de son entreprise et toutes sortes d'effets, articles et marchandises;

Faire, exécuter ou conclure, commencer, exercer, poursuivre et défendre tous contrats, conventions, négociations, procédures légales et autres, compromis, arrangements et projets, et faire tous les autres actes, affaires et choses qui pourront en aucun temps paraître favorables ou utiles pour la protection de la compagnie comme détentrice de tous placements, valeurs, propriétés et droits ou comme y étant intéressée;

Prendre part dans l'administration, la surveillance ou le contrôle des affaires ou opérations de toute personne, firme ou compagnie, et à cette fin, nommer et rémunérer des directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

Employer des experts pour faire enquête et faire l'examen des conditions, perspectives, la valeur, le caractère et les circonstances de toute industrie et entreprises commerciales et généralement de tout actif, biens ou droits;

Consentir toute fiducie pour aucune fin quelconque, y compris des fiducies dans le but de faire l'émission d'actions ou titres privilégiés, et à dividende différé, ou tous autres titres spéciaux, ayant pour base ou représentant toutes actions, titres, ou autres actifs spécifiquement appropriés pour les fins de telle fiducie, et régler et réglementer et, s'il y a lieu, entreprendre et exécuter toute convention de fiducie, et émettre, en disposer ou détenir aucun de ces stocks ou titres privilégiés, à dividende différé ou autre; rien de contenu dans les présentes ne devant être interprété comme conférant à la compagnie aucun des pouvoirs qui, d'après la loi, peuvent être exercés exclusivement par des compagnies de fidéicommiss;

Agir comme marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons d'affaires canadiennes ou étrangères, ou pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Exercer les fonctions de séquestre, administrateur, organisateur et réorganisateur de compagnies, corporations et entreprises industrielles, mercantiles, financières, voiturrières, agricoles et autres; procurer et avancer du capital, du crédit ou autre aide pour établir, agrandir, mettre en opération, et réorganiser toute entreprise ou industrie exercée ou qui sera exercée par toute personne, firme ou compagnie;

Obtenir ou aider à obtenir tout acte, résolu-

ment of principal, dividends and interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or to guarantee the performance of any contract, covenant or other obligation of any company, association, undertaking or public or private body, and generally to transact all kinds of guarantee and surety business;

To assume, accept, fulfil and execute any mandate conferred upon or committed to the Company by any person, firm or company;

To purchase, lease, receive or otherwise acquire and to construct, erect, manufacture, equip, hold, own, maintain, control, manage, administer, exploit, improve, develop, operate, sell, lease, export or otherwise dispose of and generally to deal in and deal with and turn to account in any way or manner whatsoever any property, whether it be real, personal, moveable, immovable or mixed and wheresoever situate, and such right of whatsoever nature, including therein the business, undertaking, good-will and assets of any person, firm or company, and all other assets and property which the Company may consider necessary or useful in carrying on its undertaking and all kinds of goods, wares and merchandise;

To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the Company as holder of or interested in any investments, securities, property and rights;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any person, firm or company and, for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings, and generally of any assets, property or rights;

To constitute any trust for any purpose, including trusts with a view to the issue of preferred and deferred or any other special stocks or securities based on or representing any shares, stocks or other assets specifically appropriated for the purposes of any such trust, and to settle and regulate and, if thought fit, to undertake and execute any such trusts and to issue, dispose of or hold any such preferred, deferred or other special stocks or securities; nothing herein contained to be interpreted as conferring upon the Company any power which, according to law, may be exercised exclusively by trust company;

To act as commission merchants, brokers or representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations;

To carry on the business of a receiver, manager, organizer and re-organizer of industrial, mercantile, financial, transportation, agriculture and other companies, corporations, undertakings and enterprises; to procure and advance capital, credit or other assistance for establishing, extending, operating or re-organizing any enterprise or industry carried on or to be carried on by any person, firm or company;

To obtain, or assist in obtaining any necessary

tion ou ordre nécessaire ou utile de tout parlement, législature, congrès, ou autre gouvernement ou corps, pour permettre à la compagnie de mener à bien aucun de ses objets ou pour effectuer toute modification des droits ou pouvoirs de la compagnie ou pour toute autre fin, soit en rapport avec les droits ou pouvoirs de la compagnie ou pour exercer profitablement son entreprise ou autrement; et opposer toutes procédures ou demandes qui sont ou sembleront être, dans l'opinion des directeurs, directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, titres, bons, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et les vendre, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement, et prêter de l'argent à toute compagnie dont les actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenus par cette compagnie ou avec laquelle elle est en affaires, garantir les contrats ou aider autrement telle compagnie, et gérer et exploiter ou administrer comme gérant les propriétés, franchises, entreprises et industries de toute compagnie dont aucunes des actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenues par cette compagnie, pour telle rémunération qui sera jugée raisonnable ou convenable;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

De temps à autre demander, acheter, acquérir par cession, transfert ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tous permis, pouvoirs, autorisation, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité, suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, de faire ou d'octroyer, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute province du Canada ou dans tout pays ou état étranger et y désigner des personnes d'après les lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter pour et en son nom assignation de toute procédure dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne, firme ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions du capital de la compagnie, ou toutes obligations, débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou pour des services dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme

or useful act, resolution or order of any parliament, legislature, congress or other government body for enabling the Company to carry any of its objects into effect, or for effecting any modification of the Company's rights or powers or for any other purpose, whether relating to the Company's rights or powers or to the profitable carrying on of its undertaking or otherwise; and to oppose any proceedings or applications which are or may seem to the Directors calculated directly or indirectly to prejudice the Company's interests;

To take or otherwise acquire and hold shares, stocks, bonds, debentures and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this Company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company, and to sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same and lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any company in which the Company may hold shares or with which it may have business relations, and to manage and to operate and carry on as manager, the property, franchise, undertaking and business of any company any of whose shares, stock, bonds, debentures or other securities are held by the Company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the Company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered, licensed or recognized in any province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein according to the law of such province, country or state, to represent the Company and to accept service for and on behalf of any process or suit;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person, firm or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the Company or any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company, or for services in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To distribute, in specie or otherwise, any assets

dividendes déclarés légalement à même les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquiescer ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens, droits et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Prêter de l'argent aux termes jugés opportuns aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Offrir au public pour souscription toutes actions ou titres, ou des obligations, débetures ou actions-débetures, ou autres valeurs de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé, ou autrement les établir, les promouvoir ou aider ou concourir à les établir, promouvoir ou aider;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou d'autres obligations dont la compagnie est responsable, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs

as dividends legally declared out of the net profits of the Company, or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property, rights or liabilities of this Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this Company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To lend money on such terms as may seem expedient to customers and others having dealings with the company and guarantee the performance of contracts by any such person;

To offer for public subscription any shares or stocks of or bonds, debentures or debenture stocks or other securities of, or otherwise to establish, promote or aid or concur in establishing, promoting or aiding any company, association, undertaking or public or private body;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the Company and the raising of its Share Capital, or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the Company and to issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the Company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is entitled by law to issue or other obligation for which the Company is liable, or any money borrowed for the purposes of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by

ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seule soit conjointement avec d'autres:

Les clauses qui précèdent seront interprétées comme objets et pouvoirs additionnels et non limitatifs des pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec, et il est expressément pourvu dans les présentes, que l'énumération qui précède des pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée comme limitant ou restreignant en aucune manière les pouvoirs de cette compagnie, et il est pourvu que cette compagnie pourra faire toutes les choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement ou à la réalisation d'aucune des fins ou d'aucun des objets ci-dessus énumérés, soit comme principal, agent ou autrement, et soit seule ou en association avec toute personne, firme ou compagnie;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, sous le nom de "Nesbit & Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que, si autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représentés à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre le règlement en considération, les directeurs pourront, de temps en temps:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant ainsi emprunté;

c. Emettre des obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

d. Hypothéquer, nantir et mettre en gage les biens réels ou personnels de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne devra limiter ou restreindre les emprunts d'argent par la compagnie pour lettres de change ou billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

Et il est de plus, par les présentes, ordonné et déclaré que la compagnie sera censée être une compagnie régie en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec et de ses amendements, avec les restrictions suivantes:

1. Nul actionnaire n'aura le droit de vendre les actions du capital-actions de la compagnie ins-

or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The foregoing clauses shall be construed as objects and powers in furtherance, but not in limitation, of the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec; and it is hereby expressly provided that the foregoing enumeration of specific powers shall not be held to limit or restrict in any manner the powers of this Company, and that this Company may do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment or attainment of any of the purposes or objects hereinabove enumerated, either as principal, agent or otherwise, and either alone or in association with any person, firm or company;

And it is hereby ordained and declared that, in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees or with any other company, corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other Directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty, under the name of "Nesbit & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the Company, represented at a general meeting duly called for considering the by-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the Company or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the Company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the Company on Bills of Exchange or Promissory Notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company;

And it is hereby further ordained and declared that the Company shall be deemed to be a Company under the provisions of the Companies Act and its amendments, with the following restrictions:

1. No shareholder shall have the right to sell shares of the capital stock of the Company regis-

crites en son nom à moins et avant qu'il ait fait d'abord une offre par écrit aux directeurs de la compagnie, de vendre ses actions aux autres actionnaires à leur valeur équitable, (laquelle valeur sera déterminée de la manière ci-après mentionnée) laquelle offre devra être acceptée en tout ou en partie dans les cinq (5) jours qui suivent la date à laquelle l'offre est faite. La valeur des actions ainsi offertes sera basée sur la valeur équitable de l'actif de la compagnie, autre que sa clientèle, après déduction faite des obligations de la compagnie, autres que son capital-actions, et cette valeur sera déterminée par les auditeurs de la compagnie au dernier jour du mois immédiatement précédant la date de la dite offre et la valeur ainsi déterminée obligera l'actionnaire faisant l'offre. Les actions qui ne seront pas prises par les autres actionnaires dans les dits cinq jours pourront être vendues à d'autres personnes ou corporations par le dit actionnaire pour le prix et aux termes qu'il jugera convenables. Dans le cas de transmission d'actions par suite du décès d'un actionnaire, les héritiers, légataires ou exécuteurs ayant droit aux dites actions auront le droit de faire enregistrer les actions en leur nom, mais la personne au nom de laquelle les actions sont enregistrées sera similairement obligée, avant de les vendre, d'offrir ses actions au bureau de direction pour les mêmes fins. Dans le cas de toute offre faite par tout actionnaire ou par les héritiers, légataires ou exécuteurs de tout actionnaire décédé, chacun des autres actionnaires aura le droit d'acheter, au pro rata, sa part des actions ainsi offertes en vente et si un actionnaire ne prend pas sa part des dites actions, les autres actionnaires auront le droit de prendre telles parts, soit au pro rata ou dans toute autre proportion qu'ils pourront convenir mutuellement. La restriction qui précède pour la vente des actions pourra de temps à autre être mise de côté du consentement par écrit de tous les actionnaires de la compagnie;

2. Le nombre de ses actionnaires ou membres (non compris les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie ou les personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, étaient pendant qu'elles occupaient tel emploi et ont continué après avoir quitté l'emploi de la compagnie à être membres de la compagnie) ne devra pas excéder le nombre de vingt;

3. Les actions et les obligations ou débetures qui seront de temps à autre émises par la compagnie ne seront pas offertes au public pour souscription.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de février 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

2291

C.-J. SIMARD.

tered in his name unless and until he shall have first made an offer in writing to the Directors of the Company to sell his shares to the other shareholders at their fair value (such value to be determined in the manner hereinafter mentioned) and such offer shall not have been accepted in whole or in part within five (5) days from the date such offer is made. The value of the shares so offered shall be based on the fair value of the Company's assets other than good-will, after deduction of all liabilities of the Company other than capital stock, such value to be determined by the auditors of the Company as of the last day of the month immediately preceding the date of such offer, and the value so determined shall be binding upon the shareholder making the offer. Any shares not taken by the other shareholders within the said five days may be sold to other persons or corporations by such shareholder, for such price and upon such terms as he may deem fit. In the event of the transmission of shares by reason of the death of a shareholder, the heirs, legatees or executors entitled thereto shall have the right to have the shares registered in his or her name, but the person so registered shall in like manner be bound, before making any sale thereof, to offer such shares to the Board of Directors for the same purpose. In the event of any such offer being made by any shareholder, or by the heirs, legatees or executors of any deceased shareholder, each of the other shareholders shall have the right to purchase his prorata share of the shares so offered for sale, and in the event of any shareholder not taking his pro rata share thereof, the remaining shareholders shall have the right to take up such share either prorata or in such other ratio as they may mutually agree upon. The foregoing restriction on the sale of shares may from time to time be waived by the consent in writing of all shareholders of the Company;

2. The number of its shareholders or members (exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who, having been formerly in the employment of the Company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be members of the Company) shall not exceed twenty;

3. The shares and any bonds or debentures which may from time to time be issued by the Company shall not be offered for subscription to the public.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of February, 1929.

C. J. SIMARD,

2292

Assistant Provincial Secretary.

"The Young Men's Hebrew Association of Montreal".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de janvier 1929, constituant en corporation, sans capital-actions: Horace-R. Cohen, Leon Levine, Samuel-J. Pearson, Maurice Garfinkle, manufacturiers, S. Ross Vineberg, David-L. Shalinsky, Louis Rubenstein, Solomon Kellert, Z.-I. Diner, H. Tarshis, Samuel-S. Heft, Maurice Booth, Harry Gordon, L. Adelstein, Jacob Albert, marchands, Hyman-H. Pearson, dentiste, M. Levitt, Michael Morris, gérants, Louis Jason, Joseph Hornstein, Gerald Gold-

"The Young Men's Hebrew Association of Montreal".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1929, to incorporate as a corporation without share capital: Horace R. Cohen, Leon Levine, Samuel J. Pearson, Maurice Garfinkle, manufacturers, S. Ross Vineberg, David L. Shalinsky, Louis Rubenstein, Solomon Kellert, Z. I. Diner, H. Tarshis, Samuel S. Heft, Maurice Booth, Harry Gordon, L. Adelstein, Jacob Albert, Merchants, Hyman H. Pearson, Dentist, M. Levitt, Michael Morris, Managers, Louis Jason, Joseph Hornstein, Gerald Goldwater,

water, Myer Crown, comptables, Philip Meyerovitch, Joseph Cohen, Harry Batshaw, avocats, Lewis-L. Gelfand, assurance, Edward-A. Friedman; assurance, S.-L. Park, assurance, Louis Miller, assurance, David Stern, assurance, Irving M. Fleishman, agent d'assurance, Bertram-W. Fromson, entrepreneur, Samuel Share, imprimeur, Maurice Bloom, vendeur, Isidore Ballon, conseil en loi du roi, C. Lambert, directeur physique, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Se charger de la totalité ou de toute partie de l'actif, opérations, biens privilégiés, contrats, droits, obligations et passif de l'institution présentement connue sous le nom de "The Young Men's Hebrew Association of Montreal", constituée en association en vertu de l'article 5487 et suivant des statuts de la Province de Québec, laquelle incorporation fut approuvée par le conseil de la cité de Montréal, le vingt-huitième jour de février 1910 et dûment enregistrée, tel qu'il appert au certificat de tel enregistrement marqué "C".

Perpétuer l'idéal hébraïque, contribuer au développement social de la communauté, créer une culture juive au moyen d'un programme éducationnel, social, religieux, récréatif et physique, sous le nom de "The Young Men's Hebrew Association of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilière que la corporation peut posséder est d'un million de dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de janvier, 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
2287 C.-J. SIMARD.

Myer Crown, Accountants, Philip Meyerovitch, Joseph Cohen, Harry Batshaw, Advocates, Lewis L. Gelfand, Insurance, Edward A. Friedman, Insurance, S. L. Park, Insurance, Louis Miller, Insurance, David Stern, Insurance, Irving M. Fleishman, Insurance Agent, Bertram W. Fromson, Contractor, Samuel Share, Printer, Maurice Bloom, Salesman, Isidore Ballon, King's Counsel, C. Lambert, Physical Director, all of Montreal, for the following purposes:

To take over all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of the institution presently known as The Young Men's Hebrew Association of Montreal, incorporated as an Association in virtue of article 5487 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec of 18 which incorporation was approved of by the council of the City of Montreal on the twenty eighth day of February, 1910, and duly registered, as appears from a certificate of such registration marked "C".

To perpetuate Jewish ideals, to contribute to the social development of the community, to create a cultural Jewish life by means of an educational, social, religious, recreational and physical program, under the name of "The Young Men's Hebrew Association of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is one million dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of January, 1929.

C. J. SIMARD,
2288 Assistant Provincial Secretary.

"Valleyfield Soulanges Navigation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1929, constituant en corporation: Demoiselle Marie-Ange Patenaude, sténographe, fille majeure, M. Louis-Joseph Boyer, notaire, et M. Joseph Richer, commerçant, tous trois de la cité de Salaberry de Valleyfield, dans les buts suivants:

Construire, acheter ou autrement acquérir, posséder, fréter, vendre ou autrement aliéner des navires, bateaux et chalands de toutes sortes et les employer pour opérer dans toutes ses branches le commerce d'armateurs, frétteurs et voituriers des personnes et des choses, par terre et par mer;

Construire, acheter ou autrement acquérir, louer, posséder et exploiter des quais, bassins et jetées, des chemins, des élévateurs et des entrepôts ou toutes choses s'y rapportant, les louer, vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, construire, maintenir et exploiter en rapport avec son industrie des parcs, places d'amusements ou de santé, des hôtels ou autres endroits pour l'accommodation des voyageurs et du public en général;

Négocier avec toutes autorités municipales ou autres, corporations, compagnies ou personnes, tels arrangements que la compagnie jugera à propos et demander et obtenir de ces autorités ou autres personnes, tels droits, privilèges ou franchises que la compagnie croira utiles à ses fins;

Conclure des conventions ordinaires ou générales, par achat ou autrement, avec toutes personnes, maisons ou corporations engagées dans

"Valleyfield Soulanges Navigation, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1929, incorporating: Miss Marie-Ange Patenaude, stenographer, spinster, Louis Joseph Boyer, notary, and Joseph Richer, trader, all three of the city of Salaberry de Valleyfield, for the following purposes:

To construct, buy or otherwise acquire, possess, charter, sell or otherwise dispose of vessels, boats and scows of every kind and to utilize them for the carrying on, in all branches thereof, of the business of ship-owners, ship-charterers and carriers of passengers and goods by land and by sea;

To construct, buy or otherwise acquire, lease, possess and operate wharves, docks and piers, roads, elevators and warehouses or anything connected therewith, lease, sell or otherwise dispose of the same;

To acquire, construct, maintain and operate in connection with its business, parks, places of amusements or health resorts, hotels or other premises for the accommodation of travellers and the general public;

To enter into negotiations with any authorities, municipal or otherwise, corporations, companies or persons for such arrangements as the company may think fit, and to apply for and obtain from such authorities or other persons, such rights, privileges or franchises that the company may think suitable for its purposes;

To enter into ordinary or general agreements by purchase or otherwise with any persons, firms or corporations carrying on a similar industry for

une industrie semblable, pour unir les intérêts en totalité ou en partie, ou se fusionner avec elles;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et posséder des actions, obligations, débetures ou autres titres, et remplir généralement les fonctions d'agents d'affaires, représentants ou d'administrateurs d'aucune compagnie exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie ou s'y rapportant;

Conclure aucuns arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel ou concession réciproque avec telles compagnies ou personnes exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissoires, lettres de change, connaissements, billets de passagers, mandats et autres effets commerciaux négociables et transférables, et faire tous règlements particuliers de régie interne nécessaires aux fins de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise, de la propriété ou de l'actif de la compagnie et recevoir et acquérir en compensation des actions, débetures, obligations, titres et autres valeurs d'aucune compagnie;

Payer avec l'approbation des actionnaires ou rémunérer en obligations ou autres valeurs, ou par l'émission et la distribution des parts acquittées de son capital-actions, aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, pour règlement de toute réclamation contre la compagnie et pour acquisition de toutes propriétés, droits ou privilèges;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers ou immobiliers, et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat, sous le nom de "Valleyfield Soulanges Navigation, Limited", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2289 ALEXANDRE DESMEULES.

union of interests in whole or in part or to amalgamate therewith;

To subscribe for, buy or otherwise acquire and possess shares, bonds, debentures or other securities and to generally act as business agents, representatives or administrators of any company carrying on a business similar or incidental to the business of the present company;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure or reciprocal concession with such companies or persons carrying on a business similar to that of the company;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay out and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, passenger tickets, warrants and other negotiable and transferable commercial instruments, and to make any particular by-laws for the internal management of the company necessary for its purposes;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking, property or assets of the company, and to receive and acquire as the consideration thereof shares, debentures, bonds, stock and other securities of any company;

With the approval of the shareholders, to pay or remunerate in bonds or other securities or by the issue and distribution and allotment of paid up shares of its capital stock, any person or company for services rendered or to be rendered, in settlement of any claim against the company and for the acquisition of any property, rights or privileges;

To purchase, take on lease, exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its trade, and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares, bonds, or both, as payment for the purchase price, under the name of "Valleyfield Soulanges Navigation, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
2290 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Canada Envelope Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du treizième jour de février 1929, à la compagnie "Ca-

Supplementary Letters Patent

"Canada Envelope Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30, 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1929, to the Company "Canada

nada Envelope Company", confirmant les règlements Nos 16 et 17 de la compagnie, comme suit, à savoir:

Règlement No 16. Le capital-actions autorisé de la compagnie consistant en deux mille (2,000) actions d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune, dont mille sont émises et entièrement acquittées, faisant un capital total émis et entièrement acquitté de cinquante mille dollars (\$50,000.00), sera et il est, par les présentes, sujet à confirmation par lettres patentes supplémentaires, changé en dix mille (10,000) actions sans valeur au pair ou nominale, qui seront émises et réparties au prix et aux conditions que les directeurs de la compagnie pourront déterminer de temps à autre, en tout cas pour pas moins de cinq dollars (\$5.00) l'action, et que le capital avec lequel la compagnie continuera ses opérations sera de cinquante mille dollars (\$50,000.00); et il est, de plus, pourvu que les certificats en cours et émis couvrant le capital présentement souscrit et émis de mille (1,000) actions d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune seront livrés et qu'en échange et à leur place les propriétaires et détenteurs du dit capital-actions émis recevront dix (10) actions entièrement acquittées sans valeur au pair ou nominale pour chaque action entièrement acquittée du capital-actions de la compagnie maintenant possédée ou détenue par les dits actionnaires;

Règlement No 17. a. Vendre, manufacturer et faire le commerce d'enveloppes, papeterie en général, et d'articles de papeterie et de tous effets, articles et marchandises de toute nature et description quelconque;

b. Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts fonciers, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun d'iceux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou de toute portion des terrains et des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir érigés sur les dits terrains, et prendre toute garantie jugée désirable;

c. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son industrie, ou censée directement ou indirectement augmenter la valeur des propriétés ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

d. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces ou nature, aucun des biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions ou débetures ou autres titres de créance appartenant à la compagnie ou dont cette compagnie aurait le pouvoir de disposer, mais seulement conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

e. Acquérir ou entreprendre la totalité ou toute partie du commerce, des biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens qui conviennent aux fins de la compagnie;

f. Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, dévelop-

Envelope Company", confirming By-laws Nos 16 and 17 of the Company as follows, to wit:

By-law No. 16. The authorized capital stock of the Company consisting of two thousand (2000) shares of the par value of fifty dollars (\$50.00) each, one thousand whereof are issued and fully paid up, making a total issued and paid up capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00), shall and is hereby, subject to confirmation by Supplementary Letters Patent, changed into ten thousand (10,000) shares without nominal or par value, which shall be issued and allotted at such price and on such conditions as the Directors of the Company may determine from time to time, not less in any case than five dollars (\$5.00) per share, and that the capital with which the Company shall continue its operations shall be the sum of fifty thousand dollars (\$50,000.00); and, it is further provided that the outstanding and issued certificates covering the present subscribed and issued capital of one thousand (1000) shares of the par value of fifty dollars (\$50.00) each, shall be surrendered and that in exchange for and in lieu thereof the owners and holders of such issued capital stock shall receive ten (10) fully paid up shares without nominal or par value for each fully paid up share of the capital stock of the company now owned and held by the said shareholders.

By-law No. 17. a. To sell, manufacture and deal in envelopes, general stationery and paper goods, and all goods, wares and merchandise of all kinds and description whatsoever;

b. To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structure that may be on the said lands, or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and of the buildings or structure that are now or hereafter erected thereon, and to take such security or securities therefor as may be deemed desirable;

c. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

d. To distribute among the shareholders of the Company in specie or in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or other evidence of indebtedness belonging to the company, or which the company may have power to dispose of, but only as provided by article 81 of the Quebec Companies Act.

e. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, liabilities of any person or company carrying on business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

f. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to ac-

per ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

g. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

h. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

i. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

j. Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédecesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

k. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

l. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

m. Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, voies, embranchements ou voies d'évitement, mais seulement sur la propriété possédée ou contrôlée par la compagnie et pour les seules fins de son commerce et industrie, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines d'énergie électrique, ateliers, magasins et autres usines et installations de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou aider ou prendre part à leur construction, embellissement, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

n. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

count the property, rights, or information so acquired;

g. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union or interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

h. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

i. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think is desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

j. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences, calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

k. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

l. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock, stock-in-trade.

m. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches, or siding, but on the property of the company only, or on that under its control, and for the sole purpose of its commerce and industry, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

n. To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

o. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mancats et autres effets négociables ou transférables;

p. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

q. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

r. Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

s. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

t. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

u. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

v. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

w. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

x. Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

y. (1) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(2) Limiter ou augmenter le montant à être emprunté;

(3) Emettre des bons, débetures, ou autres preuves de dettes de la compagnie pour les prix qui seront nécessaires ou dans le meilleur intérêt de la compagnie, les engager ou les vendre pour telles sommes et pour tels prix qui seraient jugés convenables;

(4) Hypothéquer, engager ou grever la propriété réelle ou personnelle de la compagnie,

o. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

p. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

q. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

r. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

s. To remunerate any persons or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

t. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

u. To adopt such means of making known the products of the company as may see expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

v. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

w. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

x. To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

y. (1) To borrow money on the credit of the company;

(2) Limit or increase the amount to be borrowed;

(3) Issue bonds, debentures, or other evidence of indebtedness of the company for such sums as may be necessary or in the best interests of the company and to pledge or sell the same for such sums and at such price as may be deemed expedient;

(4) Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company or both,

ou les deux, pour garantir tous tels bons, débentures ou autres preuves de dettes, et tout argent emprunté pour les besoins de la compagnie; pourvu, toutefois, que rien de contenu dans les présentes ne limite ou ne restreigne les emprunts d'argent par la compagnie sur des lettres de change, ou des billets promissoires faits, tirés ou acceptés ou endossés par ou en faveur de la compagnie; le tout sujet à toutes les dispositions et restrictions de la Loi des Compagnies de Québec et des lois de la province de Québec;

z. De temps à autre, faire l'un ou plusieurs des actes et choses énoncés dans les présentes, et avoir le pouvoir d'exercer et de jouir de tous les droits, les privilèges, et faire tous les autres actes et choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits et aussi exercer toute industrie ou toutes industries connexes aux fins et objets ci-dessus énumérés.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de février 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
2309 C.-J. SIMARD.

to secure any such bonds, debentures, or other evidence of indebtedness and any money borrowed for the purposes of the company, provided, however, that nothing herein contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange, or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company. The whole subject to all the provisions and restrictions of the Quebec Companies Act and the laws of the Province of Quebec.

z. From time to time to do any one or more of the acts and things herein set forth, and to exercise and enjoy all such rights and privileges and to do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and also to carry on any business or businesses germane to the purposes and objects set forth above.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the thirteenth day of February, 1929.

C. J. SIMARD,
2310 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est par le présent donné que la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de Calabria Mutual Benefit Society a été autorisée par un ordre en Conseil portant le No 843 et approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 1er jour de mai 1929.

Le but de la dite société est déclaré être: de se mettre au moyen de contributions de la part de ses membres en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident, ou de revers de fortune et dans le cas de mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

Le siège principal de la dite société est déclaré être dans la Cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 de la Loi des Assurances de Québec, ce 3ième jour de mai 1929.

Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q. 2299

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Car and General Insurance Corporation, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Contre le feu; les accidents; la maladie; assurance d'automobiles", a été amendé permettant en plus les classes d'assurance "Contre les dégâts causés par arroseurs automatiques; Contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre", le et après le quatrième jour de mai, 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce quatrième jour de mai, 1929.

Pour le Trésorier de la province de Québec,
Le Surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2343-19-2

Insurances

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a mutual benefit association under the name of Calabria Mutual Benefit Society has been authorized by an Order-in-Council bearing No. 843 and approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 1st day of May, 1929.

The purposes of the said association are stated to be: by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents, or reverses of fortune, and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives.

The head office of the said association is fixed in the City of Montreal.

Given pursuant to the provisions of subsection 5 of section 66 of the Quebec Insurance Act, this 3rd day of May, 1929.

B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q. 2300

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Car and General Insurance Corporation, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Accident Insurance; Sickness Insurance; Automobile Insurance", has been extended to include "Sprinkler Leakage Insurance; Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas", on and after the Fourth day of May, 1929.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this fourth day of May, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 2344-19-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "National Provincial Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "contre le feu; les bris de glaces", a été amendé permettant en plus les classes d'assurance "contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre; Dégâts causés par arroseurs automatiques", le et après le quatrième jour de mai, 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce quatrième jour de mai, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2345—19-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "National Provincial Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Plate Glass Insurance", has been extended to include "Sprinkler Leakage Insurance; Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas"; on and after the Fourth day of May, 1929.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this Fourth day of May, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 2346—19-2

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Paroisse de St-Théophile d'Ely", dans le comté de Shefford, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, ainsi que les grains, foins, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce vingt-troisième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2119—18-2

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Paroisse de St-Théophile d'Ely", in the county of Shefford, has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind any building erected upon taxable land within the said municipality, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 23rd day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 2120—18-2

AVIS DE NON RENOUVELLEMENT D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Dominion Gresham Guarantee & Casualty Company", ayant été mise en liquidation en vertu d'un Ordre de la Cour Supérieure du district de Montréal, en date du 30 mai 1928, l'enregistrement de la licence du Dominion, accordée à cette compagnie, n'a pas été renouvelé le 1er avril 1929.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121, ce 30ième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province,
Le surintendant des assurances Suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q. 2163—18-2

NOTICE OF NON RENEWAL OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Dominion Gresham Guarantee & Casualty Company", having been wound up in virtue of an Order of the Superior Court of the district of Montreal, dated of May 30th, 1928, the registration of the Dominion license granted to the said company has not been renewed on April 1st, 1929.

Given pursuant to section 121, this 30th day of April, 1929.

B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
For the Treasurer of the Province.
Insurance branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q. 2164—18-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "London Guarantee and Accident Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Garantie; Vol avec effraction; Accident; Maladie; Feu, Grêle; Dégâts par

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "London Guarantee and Accident Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Guarantee Insurance; Burglary Insurance; Accident Insurance; Sickness Insur-

arroseurs automatiques; Bris de glaces; Automobile; Assurance contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre; Ouragan; Transport intérieur;" a été amendé en retranchant la classe suivante "Grêle", le et après le vingt-quatrième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2197—18-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Newark Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance, "Feu; Automobile; L'Assurance contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre; Ouragan; Arroseurs automatiques", a été amendé en ajoutant une restriction à l'assurance "Automobile" (à l'exclusion de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne), le et après le vingt-septième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce vingt-septième jour d'avril 1929.

Pour le Trésorier de la Province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B. ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2199—18-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "United States Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu, Ouragan; Automobile, Explosion; Dégâts causés par arroseurs automatiques" a été amendé en ajoutant une restriction à l'assurance "Automobile" (à l'exclusion de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne) et aussi les classes suivantes: "Transportation intérieure; Dommages à la propriété;" le et après le vingt-cinquième jour d'avril, 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce vingt-cinquième jour d'avril, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le Surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2201—18-2

Avis est par le présent donné que la "United States Fire Insurance Company" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de "Navigation intérieure et océanique", le et après le vingt-septième jour d'avril, 1929.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont: H. Hampson, 451 rue St-Jean, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 121 de la

ance; Fire Insurance; Hail Insurance; Sprinkler leakage Insurance; Plate Glass Insurance; Inland Transportation Insurance; Automobile Insurance Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas; Tornado Insurance;" has been amended in cancelling the kind of insurance "Hail Insurance", on and after the twenty fourth day of April, 1929.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this twenty fourth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 2198—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Newark Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Automobile Insurance; Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas; Tornado Insurance; Sprinkler leakage Insurance", has been amended in adding the restriction (Excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person) to the Automobile Insurance, on and after the twenty seventh day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this twenty seventh day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, Que. 2200—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "United States Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Tornado Insurance; Automobile Insurance; Explosion Insurance; Sprinkler leakage Insurance"; has been amended in adding the restriction (Excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person) to the "Automobile Insurance", and the Classes "Inland Transportation Insurance; Property Damage Insurance"; on and after the twenty-fifth day of April, 1929.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this twenty-fifth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 2202—18-2

Notice is hereby given that the "United States Fire Insurance Company" has been registered and licensed to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Inland and Ocean Marine Insurance", on and after the twenty-seventh day of April, 1929.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: H. Hampson, 451 Saint John Street, Montreal, Que.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec

Loi des assurances de Québec, ce vingt-septième jour d'avril, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le Surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2203—18-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Universal Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu; Dégâts causés par arroseurs automatiques; Ouragan; Explosion" a été amendé permettant en plus la classe d'assurance "Transportation intérieure", le et après le vingt-neuvième jour d'avril, 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce vingt-neuvième jour d'avril, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le Surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2205—18-2

Insurance Act, this twenty-seventh day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

2204—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Universal Insurance Company" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Sprinkler leakage Insurance; Tornado Insurance; Explosion Insurance"; has been extended to include "Inland Transportation Insurance", on and after the twenty-ninth day of April, 1929.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this twenty-ninth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL.

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

2206—18-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lac St-Jean, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-de-la-Dorée", et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Notre-Dame-de-la-Dorée, comté de Lac-St-Jean.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 1er mai 1929. 2295

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Lake St. John, under the name of "Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-de-la-Dorée", and that its principal place of business will be in the municipality of Notre-Dame-de-la-Dorée, county of Lake St. John.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, this 1st of May, 1929. 2296

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, No 51058, Cour Supérieure. Dame Fanny Berger, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Benjamin Brodsky, du même lieu, demanderesse; vs Benjamin Brodsky, de la ville et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 3 mai, 1929.

Le procureur de la demanderesse,
2297—19-4 I. POPLIGER.

Province of Quebec, district of Montreal, No 51058. Superior Court. Dame Fanny Berger, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Benjamin Brodsky, of the same place, plaintiff; vs Benjamin Brodsky, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, May 3rd, 1929.

2298—19-4 I. POPLIGER,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, No 11,115. Dame Emilie Roy, épouse de David Pepin, cultivateur, de St-Martin. Demanderesse; vs David Pepin, cultivateur, St-Martin, Défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 11,115. Dame Emilie Roy, wife of David Pepin, Farmer, St. Martin, Plaintiff; vs David Pepin, of St. Martin, Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 26 avril 1929.

St-Joseph, Beauce, ce 26 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
2133—18-4 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, Province de Québec, District de St-François. Dans la Cour Supérieure, No 579. Dame Adrienne Desjarlais, épouse de William-J. Bell, de la Cité de Sherbrooke, district de St-François, charretier, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit William-J. Bell, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour d'avril courant.

Sherbrooke, Qué., Avril 26, 1929.

Le procureur de la demanderesse,
2151—18-4 F. CAMPBELL.

Cour Supérieure, Québec, No 9628. Dame Marie-Anna Miville, épouse de Emile Keroulle, épiciier, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Emile Keroulle, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10ième jour de septembre, 1928.

Québec, 1er mai. 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
2211—18-4 DROUIN & DUSSAULT.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, No E-46910. Cour Supérieure. Dame Rachel Palaow, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Max Friefeld, des mêmes lieux, demanderesse; vs Ledit Max Friefeld, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, le 30 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
2213—18-4 SAM CHAIT.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 45591. Dame D.-Albertine Plamondon, épouse commune en biens de Arthur Varin, de Montréal, district de Montréal, demanderesse; vs le dit Arthur Varin, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause à la Cour Supérieure de ce district, ce 18ième jour d'avril 1929.

Montréal, 18 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1977—17-4 HOULE & HOULE.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No A-42889. Dame Jennie Rosenthal, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Max Perlman, marchand, du même lieu, Demanderesse; vs Max Perlman, de la ville et du district de Montréal, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 11ième jour d'avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1979—17-4 POPLIGER & LIVERMAN.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant on the 26th day of April, 1929.

St. Joseph of Beauce, 26 April, 1929.

ROSAIRE BEAUDOIN,
2134—18-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, In the Superior Court, No. 579. Dame Adrienne Desjarlais, wife of William J. Bell, of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, truckman, judicially authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said William J. Bell, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause on the fifth day of April instant.

Sherbrooke, Que., April 26th, 1929.

F. CAMPBELL,
2152—18-4 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Quebec, No. 9628. Dame Marie Anna Miville, wife of Emile Keroulle, grocer, of the city of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Emile Keroulle, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 10th day of September, 1928.

Quebec, May 1st, 1929.

DROUIN & DUSSAULT,
2212—18-4 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. E-46910. Superior Court. Dame Rachel Palaow, of the City and District of Montreal, wife common as to property with Max Friefeld, of the same place, plaintiff; vs The said Max Friefeld, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, 30th April, 1929.

SAM CHAIT,
2214—18-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 45591. Dame D. Albertine Plamondon, wife common as to property of Arthur Varin, of Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs the said Arthur Varin, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause in the Superior Court of the said district this eighteenth day of April, 1929.

Montreal, April 18th, 1929.

HOULE & HOULE,
1978—17-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-42889. Dame Jennie Rosenthal, of the City and District of Montreal, wife common as to property with Max Perlman, merchant, of the same place, Plaintiff; vs Max Perlman, of the same place, merchant, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, 11th April, 1929.

POPLIGER & LIVERMAN,
1980—17-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District d'Arthabaska, Cour Supérieure, 904/77. Célanire Lacasse, épouse commune en biens de Louis Hébert, menuisier, Thetford-Mines, Demanderesse; vs Louis Hébert, Thetford-Mines, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 17 avril 1929.

Arthabaska, ce 20 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1981—17-4 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-47868. Dame Antoinette Lepine, née Harnois, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Adrien Lepine, peintre, du même lieu, demanderesse; vs le dit Joseph-Adrien Lepine, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, 9 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1793—16-4 J.-EUDORE MORIER.

Province de Québec, District de Bedford, No 966. Dame Euchariste Hubert, épouse commune en biens du défendeur, dûment autorisée à ester en justice, de la cité de Granby, district de Bedford; vs Thomas Lecompte, bourreur, du même lieu.

Une demande en séparation de biens a été faite en cette cause, le 2 avril 1929.

Sweetsburg, le 12 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1795—16-4 ALBERT SAUVAGE.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, No 11,097. Dame Eva Grégoire, de St-Gédéon, district de Beauce, épouse de J.-Arthur Boutin, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit J.-Arthur Boutin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

Saint-Joseph, Beauce, 12 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1799—16-4 LOUIS MORIN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, B-43285.

Avis est par le présent donné que Dame Céline Paquette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adolphe Vachon, rentier, du même lieu, a ce jour poursuivi son mari en séparation de biens.

Montréal, 15 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1815—16-4 GIBEAULT & LAMBERT.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No B-47302. Dame Fanny Trostenetzky, épouse commune en biens de Maurice Abramovitz, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Maurice Abramovitz, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2ième jour de mars 1929.

Montréal, 15 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1823—16-4 ROSS, MOLLEUR & CHARNESS.

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 904/77. Célanire Lacasse, wife common as to property of Louis Hébert, Carpenter, Thetford-Mines, Plaintiff; vs Louis Hébert, Thetford-Mines, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 17th of April, 1929.

Arthabaska, 20th April, 1929.

1982—17-4 ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-47868. Dame Antoinette Lepine, born Harnois, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Joseph Adrien Lepine, painter, of the same place, Plaintiff; vs The said Joseph Adrien Lepine, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, 9th April, 1929.

1794—16-4 J. EUDORE MORIER,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Bedford, No. 966. Dame Euchariste Hubert, duly authorized, wife common as to property of the defendant, of the city of Granby, District of Bedford, vs Thomas Lacompte, upholsterer, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 2nd of April, 1929.

Sweetsburg, April 12th, 1929.

1796—16-4 ALBERT SAUVAGE,
Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 11,097. Dame Eva Grégoire, of St. Gédéon, district of Beauce, wife of J. Arthur Boutin, merchant, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said J. Arthur Boutin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on this day.

Saint Joseph, Beauce, April 12th, 1929.

1800—16-4 LOUIS MORIN,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, B-43285.

Notice is hereby given that Dame Celina Paquette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adolphe Vachon, gentleman, of the same place, has this day sued her husband for separation as to property.

Montreal, 15th April, 1929.

1816—16-4 GIBEAULT & LAMBERT,
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-47302. Dame Fanny Trostenetzky, wife common as to property of Maurice Abramovitz, of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Maurice Abramovitz, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 2nd day of March, 1929.

Montreal, April 15, 1929.

1824—16-4 ROSS, MOLLEUR & CHARNESS,
Attorneys for the Plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-47937. Dame Béatrice Bigras, épouse commune en biens de Théodore Corbeil, fermier, tous deux de la ville de St-Michel, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 16 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1893—16-4 DURANLEAU, ANGERS & MONTY.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-47937. Dame Beatrice Bigras, wife common as to property of Theodore Corbeil, farmer, both of the town of St. Michel, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, April 16th, 1929.

DURANLEAU, ANGERS & MONTY,
1894—16-4 Attorneys for Plaintiff.

Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, No 556. Dame Lucie Savard, épouse de Ludger Harvey, marchand, tous deux de Coaticook, dit district, a institué une action en séparation de biens contre son mari.

Sherbrooke, 25 mars 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1895—16-4 VERRET & DESILETS.

Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court, No. 556. Dame Lucie Savard, wife of Ludger Harvey, trader, both of Coaticook, in said District, has taken an action in separation as to property against her husband.

Sherbrooke, 25 March, 1929.

VERRET & DESILETS,
1896—16-4 Attorneys for Plaintiff.

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No F-47969.

Dame Gertrude Ostran, de la ville de Westmount, district de Montréal, épouse commune en biens de Murchison McLaughlin, autrefois de la même place, maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Murchison McLaughlin, autrefois de la ville de Westmount, district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens et de corps a été instituée en cette cause le 25ième jour d'avril, 1929.

Montréal, le 7 mai 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
FOSTER, PLACE, HACKETT, MULVENA,
2337—19-4 HACKETT & FOSTER.

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. F-47969.

Dame Gertrude Ostran, of the City of Westmount, District of Montreal, wife common as to property of Murchison McLaughlin, formerly of the same place, now of parts unknown, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Murchison McLaughlin, formerly of the City of Westmount, District of Montreal, now of parts unknown, merchant, defendant.

An action in separation of property and from bed and board has been instituted in this case the 25th day of April 1929.

Montreal, May 7, 1929.

FOSTER, PLACE, HACKETT,
MULVENA, HACKETT & FOSTER,
2338—19-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 554, (1929). Cour Supérieure. Dame Leona Nourry, demanderesse; vs Arthur Pelletier, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée ce jour aux Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 12 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1915—16-4 DESILETS & DURAND.

Canada, Province of Quebec, District of Three Rivers, No. 554, (1929), Superior Court. Dame Leona Nourry, Plaintiff; vs Arthur Pelletier, Defendant.

An action as to separation from bed and board has been instituted this day in Three Rivers.

Three Rivers, April 12th, 1929.

DESILETS & DURAND,
1916—16-4 Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

"CANADA ENVELOPE COMPANY"

EXTRAIT DU RÈGLEMENT NO 20

Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de sept directeurs qui seront élus annuellement à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie.

Montréal, le 6 mars, 1929.

Le secrétaire-trésorier,
2307 E. A. BRUUN.

Miscellaneous Notices

"CANADA ENVELOPE COMPANY"

EXTRACT FROM BY-LAW NO. 20

The affairs of the Company shall be managed by a Board of seven directors to be elected annually at the Annual General Meeting of the Shareholders of the Company.

Montreal, 6th March, 1929.

E. A. BRUUN,
2308 Secretary-treasurer.

"ST. MAURICE SHIRT MANUFACTURING
COMPANY, LIMITED".

Règlement d'un amendement à l'article 11, section 8.—Les affaires de la Compagnie seront administrées par un conseil d'administration composé de sept administrateurs.

Daté à Montréal, ce 2 avril 1929.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL MERIOT.

2329

"ST. MAURICE SHIRT MANUFACTURING
COMPANY, LIMITED"

By-law of an amendment to article 11, section 8. The affairs of the company shall be managed by an administrative council composed of seven administrators.

Dated at Montreal, this 2nd of April, 1929.

PAUL MERIOT,
Secretary-Treasurer.

2330

"GENERAL REFRIGERATOR (HOLDING) CORPORATION."

"Extrait du Règlement "D".

Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois à quatre.

Montréal, le 3 mai 1929.

Le secrétaire,
F. G. BUSH.

2331

"GENERAL REFRIGERATOR (HOLDING) CORPORATION".

Extract from By-law "D".

That the number of Directors of the Company be increased from three to four.

Montreal, 3rd May, 1929.

F. G. BUSH,
Secretary.

2332

ST. LAWRENCE PAPER MILLS, LTD.

Avis est donné au public, conformément à l'article de la loi du Régime des eaux courantes des statuts refondus 1925, que la "St. Lawrence Paper Mills, Ltd" de la cité de Trois-Rivières dans le comté de Trois-Rivières, se propose de faire faire un barrage pour faciliter le flottage du bois.

Ce barrage sera situé sur la Rivière Grande Trinité, près de son embouchure dans le fleuve Saint-Laurent, dans le comté de Saguenay.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage, et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Saguenay.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le ou après le 10e jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec.

Ce Sième jour du mois de mai de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

ST. LAWRENCE PAPER MILLS CO., LTD.

Par PAUL JONCAS,
Ingénieur-Civil.

2355

ST. LAWRENCE PAPER MILLS, LTD.

Public notice is given, in accordance with the Water Course Act of the Revised Statutes, 1925, that the "St. Lawrence Paper Mills, Ltd" of the City of Trois Rivières, in the County of Trois Rivières, intends to have a dam constructed to facilitate the floating of logs.

The said dam will be situate on the Rivière Grande Trinité, near its mouth in the river Saint Lawrence, in the County of Saguenay.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications shewing the nature of the work and the lands which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Saguenay.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council, on or after the 10th day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

This 8th day of the month of May, in the year nineteen hundred and twenty nine.

ST. LAWRENCE PAPER MILLS CO., LTD.

Per PAUL JONCAS,
Civil Engineer.

2356

CANADA,

PROVINCE DE QUEBEC

VILLE CHATEAUGUAY

Avis public est par les présentes donné par la Ville Châteauguay, comté de Châteauguay, qu'après la quatrième et dernière publication dans la *Gazette Officielle* de Québec, elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour changer la date des élections municipales de la Ville Châteauguay, et fixer la présentation des candidats au premier jour juridique de juillet et la votation le huitième jour qui suivra celui de la présentation des candidats (au lieu des 6 et 16 novembre).

Signé ce vingt-quatrième jour du mois d'avril mil neuf cent vingt-neuf.

Le secrétaire-trésorier
RENE DUPONT.

2165—18-4

CANADA,

PROVINCE OF QUEBEC

TOWN OF CHATEAUGUAY

Public notice is hereby given by the Town of Châteauguay, County of Châteauguay, that after the fourth and last publication in the *Quebec Official Gazette*, it will apply to the Lieutenant Governor in Council to change the date of municipal elections of the Town of Châteauguay, and to fix the first juridical day of July for the nomination of candidates, the voting to take place on the eighth day following the nomination of candidates (instead of the 6th and 16th November).

Signed this twenty fourth day of April, one thousand nine hundred and twenty nine.

RENE DUPONT,
Secretary-Treasurer.

2166—18-4

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu de la section 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, la compagnie "Southern Canada Power Company, Limited", corporation ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, a l'intention de demander l'autorisation de faire construire un barrage, tuyau, biez, usine d'énergie électrique, ligne de transmission et autres travaux sur le cours d'eau appelé rivière Negro, dans le comté de Stanstead, qui passe sur, le long et à travers les lots suivants dans le canton de Stanstead, décrits sur le plan officiel du cadastre dudit canton, comme étant les lots 1161, 1160, 1157, 1154, 1153, 1152, 1151, 1150, 1149, 1148, 1147, 1147A, et 1146, et dans le canton de Barnston, les lots 1G, 1H, 1K, 1D, 1F, 1J et 1E du plan officiel du cadastre dudit canton de Barnston.

Avis est aussi donné qu'une demande à cet effet, accompagnée d'un plan et des spécifications de ces travaux, indiquant l'endroit choisi pour la construction de ces travaux, et les terres qui seront affectées par le refoulement des eaux, a été adressée au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata des dits plan et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Stanstead, au village de Stanstead Plain.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Les procureurs de la demanderesse,
RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM,
"SOUTHERN CANADA POWER COMPANY, LIMITED".
1765—15-5

Public notice is hereby given in accordance with section 7 of the Water-Course Act that "Southern Canada Power Company, Limited", a corporation with head office at the City and District of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a dam, pen-stock, flumes, power-house, transmission line and other works, on the water course Negro River, in the county of Stanstead, which passes upon, along and across the following lots in the Township of Stanstead, described on the Official Cadastral plan thereof as the lots 1161, 1160, 1157, 1154, 1153, 1152, 1151, 1150, 1149, 1148, 1147, 1147A, and 1146, and in the township of Barnston, the lots 1G, 1H, 1K, 1D, 1F, 1J and 1E of the official cadastral plan for the said township of Barnston.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof, and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Stanstead, at the Village of Stanstead Plain.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM,
Attorneys for Petitioner,
"SOUTHERN CANADA POWER COMPANY, LIMITED".
1766—15-5

Bureau-chef

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis est donné que la Compagnie "Park Realities, Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes émises à Québec, en date du dix-huit septembre mil neuf cent vingt-huit, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 84 de la rue Notre-Dame Ouest, Edifice Duluth.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce deuxième jour du mois de mai mil neuf cent vingt-neuf.

2301 Le président,
F. DANSEREAU.

Chief Office

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that the company "Park Realities, Incorporated", incorporated by Letters Patent issued at Quebec, on the eighteenth of September, nineteen hundred and twenty nine, and having its head-office in the city of Montreal, has established its office at No. 84 Notre Dame street West, Duluth Building.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Given at Montreal, this second day of the month of May, nineteen hundred and twenty nine.

2302 F. DANSEREAU,
President.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Brokers Securities, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier jour de février 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatrième jour de mai 1929, la compagnie "Brokers Securities, Limited", a pris fin.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Brokers Securities Limited", incorporated by Letters Patent dated the first day of February, 1928.

Notice is also given that from and after the fourth day of May, 1929, the company "Brokers Securities, Limited" shall be dissolved.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce sixième jour de mai 1929.

2311 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary
this sixth day of May, 1929.

2312 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chandellerie Nationale, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de mai 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatrième jour de mai 1929, la compagnie "Chandellerie Nationale, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce sixième jour de mai 1929.

2313 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chandellerie Nationale, Limitée", incorporated by supplementary Letters Patent dated the twenty second day of May, 1928.

Notice is also given that from and after the fourth day of May, 1929, the company "Chandellerie Nationale, Limitée" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this sixth day of May, 1929.

2314 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Industrial Development and Service Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatrième jour d'octobre 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatrième jour de mai 1929, la compagnie "Industrial Development and Service Corporation" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce sixième jour de mai 1929.

2315 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Industrial Development and Service Corporation" incorporated by Letters Patent dated the fourth day of October, 1922.

Notice is also given that from and after the fourth day of May, 1929, the company "Industrial Development and Service Corporation" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this sixth day of May, 1929.

2316 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Metcalf Realty Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1918.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatrième jour de mai 1929, la compagnie "Metcalf Realty Company" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce sixième jour de mai 1929.

2317 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Metcalf Realty Company", incorporated by Letters Patent dated the nineteenth day of February, 1918.

Notice is also given that from and after the fourth day of May, 1929, the "Metcalf Realty Company" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this sixth day of May, 1929.

2318 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

**COMPAGNIE DE CHAISES DE DAVELUYVILLE,
LIMITÉE.**

DAVELUYVILLE CHAIR COMPANY, LIMITED.

Avis est par les présentes donné qu'à l'expiration des délais et après qu'il aura été procédé à la distribution aux actionnaires de tout l'actif de la Compagnie, ainsi que prévu par l'article 165 de la loi des Compagnies de Québec, la Compagnie de Chaises de Daveluyville, Limitée, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément à l'article 25-1d de la dite loi.

Signé à Daveluyville, ce 7ème jour de mai,
mil neuf cent vingt-neuf.

2339 Le secrétaire,
L.-A. HEON.

Notice is hereby given that at the expiration of the prescribed delays and after proceeding at the distribution to the shareholders of the assets of the Company, as provided for by article 165 of Quebec Companies' Act, Daveluyville Chair Company, Limited, will apply for leave to surrender its charter, in conformity with article 25-1d of the said act.

Signed at Daveluyville, this seventh day of
May 1929.

2340 L. A. HEON,
Secretary.

Compagnie dissoute

Company dissolved

COMPAGNIE DE CHAISES DE DAVELUYVILLE,
"LIMITÉE".

"DAVELUYVILLE CHAIR COMPANY,
LIMITED".

REGLEMENT décrétant la distribution entre les actionnaires de l'actif de la compagnie, confirmé à l'assemblée où tous les actionnaires étaient présents.

By-Law for distributing the assets of the Corporation among the shareholders, confirmed at shareholders' meeting whereat all were present.

Considérant qu'alors qu'il aura été disposé des actifs et qu'il aura été pourvu au paiement des dettes et obligations et qu'à la suite de la publication de ce règlement le capital aura été remis, les directeurs sont autorisés à faire les démarches nécessaires pour demander l'annulation de la charte de la compagnie et procéder à sa dissolution.

Considering that when the assets have been disposed off and that due provision has been made for the payment of the debts and liabilities, and that after the publication of this by-law, the capital will have been refunded, the directors are authorized to take the necessary steps relative to the petition that the charter be cancelled and that the dissolution be proceeded with.

Le secrétaire,
L.-A. HÉON.
Daveluyville, 7 mai 1929. 2341

L. A. HEON,
Secretary.
Daveluyville, May 7th, 1929. 2342

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, le 23 avril 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par M. Antonio Grandpré, notaire, demeurant et pratiquant à Valcourt, comté de Shefford, district de Bedford, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. le notaire P.-J.-Stanislas Peltier, du même lieu, qui a cessé volontairement de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire de la province,
2015-17-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, April 23, 1929.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Antonio Grandpré, notary, residing and practising in Valcourt, county of Shefford, district of Bedford, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of notary P. J. Stanislas Peltier, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as such.

C. J. SIMARD,
2016-17-5 Assistant Provincial Secretary.

Québec, le 24 avril 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. Marcel LaRue, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Raymond, comté de Portneuf, district de Québec, demandant la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de M. Philémon Bergeron, notaire, du même lieu, qui a cessé volontairement de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire de la province,
2023-17-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, April 24th, 1929.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Marcel LaRue, notary, residing and practising in Saint Raymond, county of Portneuf, district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Philémon Bergeron, notary, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as such.

C. J. SIMARD,
2024-17-5 Assistant Provincial Secretary.

Québec, le 10 avril, 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Lambert Lamarche, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Elisée Giguère, en son vivant notaire, résidant et pratiquant au même lieu.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1737-15-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Quebec, April 10, 1929.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Lambert Lamarche, notary, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Elisée Giguère, in his lifetime, notary, residing and practising in the same place.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
1738-15-5

Ratification de titres

Confirmation of titles

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du soussigné, une copie d'un acte de vente par J.-P. Vermette, en sa qualité de liquidateur de Unic Cement, Limited, à Kennedy Construction Company, Limited, passée devant R.-H. Barron, notaire, le 27 avril 1929, de l'Immeuble décrit au dit acte (une copie de sa description est donnée à la fin des présentes), ainsi qu'un certificat de recherches contre le dit immeuble.

Que les noms de ceux qui ont possédé l'Immeuble pendant les trois dernières années sont: "Unic Cement, Limited".

Que tout créancier de la compagnie en liquidation, et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'Immeuble vendu, ont le droit d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

DESCRIPTION

Premièrement:—Une lisière de terrain situé dans la paroisse St-François de Sales, comté de Laval, dite Province, laquelle lisière est composée des lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-seize et quatre-vingt-dix-sept (Nos 96 et 97) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, à déduire des dits lots officiels les parties suivantes, à savoir:

a. Le coin sud des dits lots, lequel est de forme triangulaire, et se trouve au sud du chemin Masson; et

b. Les extrémités nord des dits lots mesurant soixante-quinze (75) pieds, mesure anglaise, en profondeur par toute la largeur des dits lots officiels, lesquelles extrémités Nord sont réservées par le vendeur.

La dite lisière de terrain est bornée au Nord par les dites parties réservées desdits lots officiels, au Sud par le chemin Masson, à l'Est, par partie du lot numéro quatre-vingt-quinze, et à l'Ouest par partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit, tous deux au dit plan.

Avec tous les droits et dépendances appartenant à la dite propriété.

Deuxièmement:—L'embranchement de chemin de fer tel qu'actuellement construit, reliant la dite lisière de terrain avec la voie principale du Canadian Pacific Railway, et ainsi que certain terrains possédés par le vendeur, et sur lesquelles parties le dit embranchement est construit (à l'exception des Rails qui y ont été placés par le Canadian Pacific Railway); les dits terrains ainsi vendus, comprennent les lots de terre connus et désignés sous les numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six (1, 2, 3, 4, 5, 6) sur le plan de renvoi officiel de location du dit embranchement de chemin de fer déposé au dit bureau d'enregistrement, en septembre dix neuf cent quatre; le dit lot numéro un, ayant été détaché du lot numéro trois cent cinquante (350) aux plan et livre de renvoi officiels de Saint-Vincent de Paul; le dit lot numéro deux (2) ayant été détaché du lot numéro soixante et quinze (75) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Saint-François de Sales; le dit lot numéro trois (3) ayant été détaché du lot numéro quatre-vingt-deux (82) au plan officiel mentionné en dernier lieu, le dit lot numéro quatre (4) ayant été détaché du lot numéro quatre-

Notice is hereby given that there has been deposited in the office of the undersigned, a copy of a deed of sale by J. P. Vermette, in his quality of Liquidator of "Unic Cement, Limited" to Kennedy Construction Company, Limited", passed before R. H. Barron, notary, on the 27th day of April 1929, of the immoveable property described in said deed (a copy of which description is hereinafter given) together with a Certificate of Search against the said property;

That the names of those who owned the said immoveable property during the last three years are as follows: "Unic Cement, Limited".

That any creditor of the Company in Liquidation and any person having hypothecary or real rights upon the said immoveable property shall have the right, during fifteen days following the last insertion of the present notice in the Quebec Official Gazette, to offer an increase over the purchase price mentioned in the said deed of Sale.

DESCRIPTION

Firstly:—The tract of land situate in the parish of Saint François de Sales, in the County of Laval, in the said Province, which is composed of the lots of land known and designated by the numbers ninety-six and ninety-seven (Pts. Nos. 96 & 97) on the Official Plan and in the book of reference of the said parish, less the following portions of the said Official lots, namely:

a. The Southerly corner thereof of triangular form which lies to the South of the Chemin Masson; and

b. The Northerly ends thereof measuring seventy-five feet, English measure, in depth by the whole width of the said official lots, and which Northerly ends are reserved by the Vendor.

The said tract of land is bounded towards the North by the said reserved portions of the said official lots, towards the South by the said Chemin Masson, towards the East by part of lot number ninety-five, and towards the West by part of lot number ninety-eight, both on the said official plan.

With all rights and appurtenances belonging to the said property.

Secondly:—The branch line of railway as presently constructed connecting the said tract of land with the main line of the Canadian Pacific Railway Company, and also certain lands owned by the Vendor and upon which part of the said branch line is built: (with the exception of the rails laid thereon by the Canadian Pacific Railway Company); the said lands so sold comprise the lots of land known and designated by the numbers one, two, three, four, five and six (Nos 1, 2, 3, 4, 5 & 6) on the official plan and book of reference of the location of the said branch line of railway, deposited in the said Registry Office in September nineteen hundred and four; the foregoing lot number one being detached from lot bearing number three hundred and fifty (350) on the official plan and book of reference of Saint Vincent de Paul; the foregoing lot number two being detached from lot bearing number seventy-five (75) on the official plan and book of reference of the parish of Saint François de Sales; the foregoing lot number three being detached from lot bearing number eighty-two (82) on the said last mentioned official plan; the fore-

vingt-sept (87), au plan officiel mentionné en dernier lieu, le dit lot numéro cinq (5) ayant été détaché du lot numéro quatre-vingt-onze (91), au plan officiel mentionné en dernier lieu, et le dit lot numéro six (6) ayant été détaché du lot numéro quatre-vingt-quatorze (94) au plan officiel mentionné en dernier lieu de la dite paroisse de Saint-François de Sales, ainsi que tous les droits, réclama-tions et intérêts que le vendeur a, et peut avoir ou prétendre dans, et sur les prolongements du dit embranchement au travers du lot numéro quatre-vingt-quinze (95) des dits plan et renvoi officiels de la paroisse de Saint-François de Sales; en vertu des ordres de la Commission des chemins de fer enregistrés au bureau d'enregistrement, à Ste-Rose, sous les numéros 27993 et 37058 ou autrement.

Troisièmement.—Le droit de se servir gratuitement en commun avec les autres y ayant droit d'un certain embranchement de chemin de fer, et des terrains contigus au dit embranchement de chaque côté, tels que ci-après décrits et situés sur la propriété du vendeur (pourvu que tel droit d'usage en faveur des dits acquéreurs, ne trouble ou ne restreigne en aucune manière, l'usage et la jouissance de la dite propriété par le vendeur ou par ses successeurs, tel que concédé par les présentes à l'acquéreur) lesquels sont composés des deux parties suivantes du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98) savoir:

a. La partie de ce lot contiguë au lot numéro quatre-vingt-seize (96) et quatre-vingt-dix-sept (97), laquelle partie a cent sept pieds de profondeur, et est bornée au sud par les dits lots numéros quatre-vingt-seize et quatre-vingt-dix-sept (96 et 97), à l'Est par partie du lot numéro quatre-vingt-quinze (95), à l'Ouest par une autre partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98), appartenant à l'acquéreur, et au Nord par une autre partie du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98); et

b. La partie de ce lot contiguë au lot numéro cent deux (102) au plan officiel mentionné en dernier lieu, laquelle partie a cent sept pieds (107) de profondeur, et est bornée au Sud et à l'Ouest par le lot numéro cent deux (102), à l'Est par partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98), appartenant à l'acquéreur, et au Nord par une autre partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98), lesquelles deux parties du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98) sont comprises entre les lettres C. D. E. et F, et G, H, I, et J, sur un plan annexé aux présentes et signé pour identification par les parties aux présentes et le notaire soussigné; lequel embranchement relie les propriétés ci-dessus décrites, et les propriétés adjacentes avec la voie principale du Canadian Pacific Railway, ainsi que le droit d'exercer tous droits de se servir de tous prolongements du dit embranchement construits par d'autres que le vendeur peut avoir et sujet à toutes restrictions ou conditions, affectant tels droits: lesquels droits sont par les présentes établis comme servitude perpétuelle sur les deux dites parties du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98), en faveur des dits lots numéros quatre-vingt-seize et quatre-vingt dix-sept (96 et 97) et toutes parties de ces derniers.

Avec les droits et dépendances appartenant au dit immeuble, et avec, et sujet à toutes servitudes, actives et passives présentement attachées au dit immeuble.

L'acquéreur accorde par les présentes au vendeur, à ses successeurs ou représentants, le droit de passage à pied et avec véhiculés sur et au travers des lisières de terrain se trouvant le long du dit embranchement de chemin de fer, lesquelles

going lot number four being detached from lot number eighty-seven (87) on said last mentioned official plan; the foregoing lot number five being detached from lot number ninety-one (91) on said last mentioned official plan and the foregoing lot number six being detached from lot number ninety-four (94), on the said last mentioned official plan of the said parish of Saint François de Sales; also any and all rights, claims and interests which the Vendor has and may have and pretend in, to and upon the extension of the said branch line of railway across lot number ninety-five (95) on the said official plan and book of reference of the parish of Saint François de Sales, under the Orders of the Board of Railway Commissioners, registered in the said registry Office at Ste. Rose, under the Nos. 27993 and 37058 or otherwise.

Thirdly.—The gratuitous right of use in common with others who may have rights therein, in over and upon that certain branch line of railway and lands adjacent thereto on either side thereof as hereinafter described and situate on the vendor's property (provided, however, that such rights of use in favour of the said purchaser shall in no way interfere with or limit the use and enjoyment of the said property by the vendor or its successors in title in any way consistent with the rights hereby granted to the purchaser) being the following two parts of the said lot number ninety-eight (98), namely:

a. The portion thereof adjoining the said lots numbers ninety-six and ninety-seven which is one hundred and seven feet in depth and is bounded towards the South by the said lots numbers ninety-six and ninety-seven, towards the East by part of lot number ninety-five, towards the West by another part of said lot number ninety-eight belonging to the purchaser, and towards the North by another part of said lot number ninety-eight; and

b. The portion thereof adjoining lot number one hundred and two on the said last mentioned official plan, which is one hundred and seven feet in depth and is bounded towards the South and West by lot number one hundred and two, towards the East by part of lot number ninety-eight, belonging to the purchaser and towards the North by another part of said lot number ninety-eight, and which two parts of said lot number ninety-eight are shewn within the letters marked C. D. E. and F, and G, H, I, and J, on the blue print of plan thereof annexed hereto to form part hereof, signed for identification by the parties hereto and the undersigned Notary; and which branch line connects the properties hereinabove described and the properties adjacent thereto with the main line of the Canadian Pacific Railway Company; also the right to exercise any rights of use of any extensions of the said branch line built by others which the Vendor may have the right to enjoy, and subject to any limitations or conditions affecting such rights; all or which rights are hereby created a perpetual servitude on the said two parts of said lot number ninety-eight in favour of said lots numbers ninety six and ninety-seven and any parts thereof.

With the rights and appurtenances belonging to the said property and with and subject to all servitudes either active or passive presently relating thereto.

The purchaser hereby grants to the said vendor, its successors or assigns, rights of passage on foot and with vehicles on and across the strips of land alongside the said railway branch line; the said strips of land being lots numbers five and six

lisières de terrain comprennent les lots cinq et six (5 et 6) sur le plan de location ci-dessus mentionné (les dits lots numéros cinq et six (5 et 6) ayant été détachés respectivement des lots numéros quatre-vingt-onze et quatre-vingt-quatorze (91 et 94) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-François de Sales), les dits droits étant présentement établis comme servitude perpétuelle sur la dite lisière de terrain, en faveur des parties du lot numéro quatre-vingt-dix-huit appartenant au dit vendeur, pourvu toutefois que le fait par le vendeur, ses successeurs ou ses représentants de se servir des dites lisières, ne nuise en aucune manière à l'utilisation de la voie de service par l'acquéreur, et les autres ayant droits dans ou sur la dite voie de service.

Le présent avis est donné conformément à, et pour les fins des articles neuf à quinze (9 à 15) inclusivement de la section VI du chapitre deux cent soixante-dix-sept (277) des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1925.

(Signé) J.-P. VERMETTE,
Liquidateur de
Unic Cement, Limited.

276 St-Jacques-Ouest,
Montréal, Qué.

2303—19-2

COUR SUPÉRIEURE

(SOUS LA LOI DES LIQUIDATIONS)

Province de Québec,
District de Montréal,
No 236.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains de Monsieur J.-Paul Vermette, liquidateur, à son bureau No 276, de la rue St-Jacques-Ouest, en la cité de Montréal, un certificat de recherche sur les immeubles décrits à l'acte de vente ci-après, et une copie d'un acte de vente par le dit J.-Paul Vermette, en qualité de liquidateur de "Unic Cement, Limited", en liquidation, à Monsieur Donatien Bourdeau, "in trust", passé devant Me Francis MacKay, notaire, le trente avril mil neuf cent vingt-neuf, des biens ci-après décrits, savoir:

Item No 1.—a. Un morceau de terre à être démembré du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-huit des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales, dans le comté Laval, mesurant trois arpents de profondeur par toute la largeur du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit, soit environ trois arpents, sans garantie de mesure précise. Ce morceau de terre est borné comme suit: d'un bout, au nord, par une autre partie du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit ci-après décrite au paragraphe suivant, d'autre bout, au sud, par une autre partie du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit, cette borne étant à cent pieds français en ligne droite du terrain en carrière formant aussi partie du lot 98 appartenant à The Kennedy Construction Company, Limited, d'un côté, à l'est, par le lot numéro quatre-vingt-quinze et d'autre côté, à l'ouest, par le lot numéro cent deux des dits plan et livre de renvoi officiels.

b. Un morceau de terre contenant dix-sept mille dix pieds carrés en superficie, mesure anglaise, plus ou moins, à être démembré du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-huit des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales. Ce morceau de terre formant un triangle rectangle dont les côtés adjacents à l'angle droit mesurent, celui du côté sud, trois arpents, plus ou moins,

(Nos. 5 & 6) on the above mentioned location plan (said lots five and six (Nos 5 & 6) being detached respectively from Cadastral lots ninety-one and ninety-four (Nos 91 and 94) of the official plan and book of reference of the parish of Saint François de Sales), the said rights being hereby created a perpetual servitude on said strips of land in favour of the parts of lot number ninety-eight (No 98) belonging to the said vendor, provided only that such use by the Vendor, its successors, or its assigns in no way interferes with the utilization of the railway siding by the purchaser and others having rights therein or thereover.

The present notice is hereby given in conformity with and for the purposes of articles nine to fifteen inclusive—of section VI, of Chapter 277 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925.

(Signed) J. P. VERMETTE,
Liquidator of Unic Cement,
Limited.

276 Saint James West,
Montreal, Que.

2304—19-2

SUPERIOR COURT

(UNDER THE WINDING UP ACT)

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 236.

Notice is hereby given that it has been filed with Mr. J. Paul Vermette, liquidator, at his office No. 276 of St. James Street West, in the city of Montreal, a certificate of search on the immovables described in the hereafter mentioned deed of sale and a copy of a deed of sale by the said J. Paul Vermette, in his quality of liquidator of "Unic Cement, Limited", "in liquidation", to Mr. Donatien Bourdeau, "in trust", passed before Me Francis MacKay, notary, on the thirtieth of April, nineteen hundred and twenty nine, of the property hereafter described, to wit:

Item No. 1.—a. A piece of land to be taken from the lot known and designated under the number ninety eight of the official plan and book of reference of the parish of St. François de Sales, in the county of Laval, measuring three arpents in depth by the whole width of the said lot number ninety eight, being about three arpents, without warranty as to precise measure. This piece of land is bounded as follows: at one end towards the North by another part of said lot number ninety eight described in the following paragraph, at the other end towards the South by another part of said lot number ninety eight, this boundary being at a distance of one hundred feet, French measure, from the land used as a quarry also forming part of said lot 98 belonging to "The Kennedy Construction Company, Limited", on one side, towards the East, by the lot number ninety five and on the other side towards the West by lot number one hundred and two of said official plan and book of reference.

b. A piece of land containing seventeen thousand ten feet in superficies, English measure, more or less, to be taken from the lot number ninety eight of said official plan and book of reference of the parish of St. François de Sales. This piece of land forming a rectangular triangle, the sides of which adjacent to the right angle measuring, that on the South side, three arpents, more or less, being the whole width of said lot No. 98

soit toute la largeur du dit lot No 98 et celui du côté ouest, soixante et trois pieds. Ce triangle est borné comme suit: au sud, par une autre partie du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit ci-dessus décrite au paragraphe "A", au nord, par une autre partie du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit appartenant aux représentants légaux de Zéphirin Messier, à l'ouest, par le lot numéro cent deux.

c. Une lisière de terrain formant le côté sud-ouest de la terre de Cléophas Fortier, situé en la paroisse de St-François de Sales, ayant la forme d'un triangle, mesurant quarante et un pieds de largeur à sa base dans la ligne des lots Nos 96 et 98 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-François de Sales, sur une profondeur de cent sept pieds et quatre pouces du côté sud, soit une superficie de deux mille deux cents pieds carrés, icelle lisière de terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quinze des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-François de Sales, borné d'un côté par partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (No 98), de l'autre côté et d'un bout par d'autres parties du dit lot No 95 appartenant à Cléophas Fortier et de l'autre côté par une autre partie du dit lot No 95 appartenant à Joseph Masson ou représentants. Toutes les mesures plus haut mentionnées sont anglaises.

d. L'usine située sur la propriété ci-dessus mentionnée, avec toutes les machineries dans le voisinage de ladite usine, le matériel roulant, les marchandises et outillages en général.

Item No 2.—a. Un morceau de terre à être démembré du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-huit (98) sur le dit plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales, dans le comté Laval, mesurant cent pieds de profondeur, mesure française, par toute la largeur du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit, soit environ trois arpents, plus ou moins, sans garantie de mesure précise et borné comme suit: au sud, par les lots numéros 96 et 97 et par le terrain carrière faisant partie du même lot et appartenant à "The Kennedy Construction Company, Limited", d'un côté, à l'est par le lot numéro quatre-vingt-quinze sur ledit plan, d'autre côté à l'ouest, par le lot numéro cent deux sur dit plan et enfin au nord, par une ligne droite à cent pieds français du dit terrain en carrière, cette ligne droite étant la limite sud d'une partie du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit appartenant à dite Unic Cement, Limited, et décrite à "Item No 1-a" ci-dessus; à distraire cependant de ce morceau de terre cette portion vendue par Emile Labelle, à The Kennedy Construction Company, Limited, par acte passé devant le notaire R.-H. Barron, notaire, le 13 mars mil neuf cent quinze, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté Laval, sous le No 27,799, cette portion ainsi distraite et vendue telle que susdit contenant une superficie d'environ un arpent, plus ou moins.

b. Un terrain situé en la dite paroisse de St-François de Sales, composé d'une partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-seize et quatre-vingt-dix-sept (Nos 96 et 97) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales, dans le comté Laval. Ce terrain est distrait de la limite nord des dits lots et mesure soixante et quinze pieds de profondeur, par toute la largeur des dits lots, soit un arpent, mesure anglaise, et plus ou moins, et borné au sud par le résidu des dits lots Nos 96 et 97, au nord, par les immeubles décrits à l'item "No 2-a" ci-dessus, d'un côté, à l'est, par le lot No 95 sur le dit plan et de l'autre côté par une autre partie du dit lot No 98 appartenant à

and that on the West side sixty three feet. This triangle is bounded towards the South by another part of said lot number ninety eight above described under paragraph a, towards the North by another part of said lot number ninety eight belonging to the representatives of Zéphirin Messier and towards the West by lot number one hundred and two.

c. A strip of land being the South-West part of the farm of Cléophas Fortier, in the parish of St. François de Sales, said strip of land being of triangular figure and measuring forty one feet in width at its base in the line of the lots Nos 96 and 98 of said official plan and book of reference of the parish of St. François de Sales, by one hundred and seven feet and four inches in depth, on the South side, forming a superficies of two thousand and two hundred square feet, said strip of land forming part of the lot number ninety five of said official plan and book of reference of the parish of St. François de Sales, bounded on one side by part of said lot number ninety eight (No. 98) on the other side and at one end by other parts of said lot No. 95 belonging to Cléophas Fortier and on the other side by another part of said lot No. 95 belonging to Joseph Masson or representatives. All above measurements being English measure.

d. The plant situated on the above mentioned property together with the machinery in and near said plant, the rolling stock, merchandises and installation generally.

Item No. 2.—a. A piece of land to be taken from the lot of land bearing the number ninety eight (98) on the said official plan and book of reference of the parish of St. François de Sales, measuring one hundred feet in depth, French measure, by all the width of said lot number ninety eight being about three arpents, more or less, and bounded: towards the South, by lots numbers 96 and 97 and by the land used as a quarry forming part of same lot and belonging to "The Kennedy Construction Company, Limited", on one side, towards the East by lot number ninety five, on the other side, towards the West by lot number one hundred and two and towards the North by a straight line to be taken one hundred feet from the said quarry, said line being the South limit of a part of said lot number ninety eight hereabove described under "Item No. 1-a"; less that portion of said piece of land sold by Emile Labelle to said "Kennedy Construction, Limited", by deed passed before R. H. Barron, notary, on the thirteenth March, nineteen hundred and fifteen, registered in the registry office of the county of Laval, under the No. 27,799, said last mentioned portion containing a superficies of about the arpent, more or less.

b. A piece of land situate in the said parish of St. François de Sales, composed of a part of lots numbers ninety six and ninety seven (Nos. 96 and 97), of the said official plan and book of reference of the parish of St. François de Sales, in the county of Laval. This piece of land is taken from the North limit of the last mentioned lots and measures seventy five feet in depth by the whole width of the said lots, that is to say one arpent, English measure, more or less, bounded in front towards the South by the residue of said lots Nos. 96 and 97, towards the North by the land described under the above "Item No. 2-a", on one side, towards the East by lot No. 95 and on the other side by another part of said lot No. 98

"The Kennedy Construction Company, Limited" belonging to "The Kennedy Construction Company, Limited" en vertu de l'acte de vente suscité à "Item 2-a" ci-dessus.

Item No 3.—Un morceau de terre sans bâtisse, situé en la paroisse de St-François de Sales, faisant partie du lot numéro cent deux (Pt. 102) de la dite paroisse, borné d'un bout, au nord, par le lot numéro cent un sur le dit plan, du côté est, par le lot numéro quatre-vingt-dix-huit sur le dit plan, du côté ouest, par le lot numéro cent un sur le dit plan, et à l'autre bout au sud, par une autre partie du lot numéro cent deux décrite dans un acte enregistré sous le No 27633, contenant le dit morceau de terre une superficie de vingt arpents environ, mesure anglaise.

Avec toutes les bâtisses et constructions érigées sur les dits immeubles.

Les biens ci-dessus désignés sous l'item 1, paragraphes a, b, c, et d, et sous l'item 2, paragraphes a et b, ont été en la possession de la dite "Unic Cement, Limited", comme propriétaire pendant les trois dernières années.

Et l'immeuble ci-dessus décrit sous l'item 3 a été en la possession de Dame Anna Gravel, veuve de Monsieur Jean-Baptiste Ouimet, pour la moitié indivise, et de Joseph Ouimet, Clarisse Ouimet, épouse de Monsieur Eugène Dusseault, Antonio Ouimet, Léo Ouimet, Cécile Ouimet et Olida Ouimet, pour la moitié indivise comme propriétaires de cet immeuble pendant les trois dernières années.

Une demande en ratification de titres des dits biens, sera présentée à la Cour Supérieure du district de Montréal, siégeant en pratique, le vingt-sept mai mil neuf cent vingt-neuf, à dix heures et trente de l'avant-midi ou aussitôt que Conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui ont à réclamer quelques privilèges ou hypothèques sur lesdits biens, immédiatement avant l'enregistrement du dit acte de vente, sont requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du protonotaire de la dite Cour, dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Et tous créanciers de la dite compagnie et toutes autres personnes ayant quelques réclamations hypothécaires ou autres sur les dits biens ont le d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans l'acte de vente précité, conformément aux dispositions de la Section 6 du chapitre 277 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1925.

Le présent avis est donné conformément aux dispositions des dits Statuts pour donner à la dite vente l'effet du décret.

Daté à Montréal, le premier jour du mois de mai mil neuf cent vingt-neuf.

Le liquidateur,
J. PAUL VERMETTE.

276, rue St-Jacques-Ouest.

2209—18-2

Item No. 3.—A piece of land without buildings situate in the said parish of St. François de Sales, forming part of lot number one hundred and two (Pt. 102) of the official plan and book of reference of the said parish, bounded at one end, towards the North by lot number one hundred and one of said official plan, on the East side, by said lot number ninety eight, on the West side by said lot number one hundred and one and at the other end towards the South by another part of said lot number one hundred and two described in a deed registered under the No. 27633, the piece of land presently described containing a superficies of about twenty arpents, English measure.

With all buildings erected on the above described immoveables.

The property above described under Item No. 1, paragraph a, b c & d and under Item No. 2, paragraph a and b, has been in the possession of the said "Unic Cement, Limited", as proprietor during the three last years.

And the property hereinabove described under Item No. 3 has been in the possession of Dame Anna Gravel, widow of the late Jean-Baptiste Ouimet, for one undivided half and of Joseph Ouimet, Clarisse Ouimet, wife of Mr. Eugène Dusseault, Antonio Ouimet, Léo Ouimet, Cécile Ouimet and Olida Ouimet, for the other undivided half as proprietors of this immovable during the last three years.

An application for confirmation of the title of the property sold by the first mentioned deed of sale shall be presented to the Superior Court of the district of Montreal, Practice Division, on the twenty seventh of May instant, nineteen hundred and twenty nine, at 10.30 a.m., or as soon as Counsel may be heard.

Any persons claiming any privilege or hypothec on said property immediately before the registration of said deed of sale are required to file their claim in writing to the Prothonotary of said Court, within six days from the date indicated for the presentation of the application for confirmation of title, in default whereof they shall lose all their rights to do so.

And all creditors of said company and all other persons having hypothecary or other claims on said property are entitled to make one or more bids over the price of sale mentioned in the above deed of sale, in conformity with Section 6 of Chapter 277 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925.

The present notice is hereby given in conformity with the Statutes and to give to the above sale the effect of a Sheriff's sale.

Dated at Montreal, the first of May, nineteen hundred and twenty nine.

J. PAUL VERMETTE,
Liquidator.

276 West, St. James Street.

2210—18-2

Soumission

Tender

Province de Québec, cité du Cap de la Madeleine, Qué.

Avis est par les présentes donné que la Municipalité de la cité du Cap de la Madeleine, demande des soumissions pour l'achat de \$23,000.00 d'obligations portant intérêt au taux de 5%

Province of Quebec, City of Cap de la Madeleine, Que.

Notice is hereby given that the Municipality of the City of Cap de la Madeleine applies for tenders for the purchase of \$23,000.00 of bonds bearing interest at the rate of 5%, payable

payable par séries, du 1er février, 1929, au 1er février 1968. Mais permission a été obtenue du Ministre des Affaires Municipales, les obligations échéant le 1er février, 1939, au 1er février 1968 seront actuellement émises toutes payables en 1939, quittes à être réémises en 1939. Ces obligations sont émises en vertu du Règlement No 115 en date du 17 décembre, 1928.

Les soumissions devront être cachetées et reçues par le soussigné, jusqu'à 7 heures P. M., le 4 juin, 1929 et seront ouvertes à la séance du conseil le soir même.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1%, et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les débetures au moment de leur livraison.

Le Conseil ne s'engage pas à accepter ni la plus basse ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap de la Madeleine, le 6 mai, 1929.

Le greffier,
2357 ROMEO MORISSETTE.

serially from the 1st of February, 1929, to the 1st of February, 1968. But permission has been obtained from the Minister of Municipal Affairs that the bonds maturing the 1st of February, 1939, to the 1st of February, 1968, shall actually be issued all payable in 1939, free to be re-issued in 1939. The said bonds are issued under By-law No. 115 dated the 17th of December, 1928.

The tenders must be sealed and received by the undersigned until 7 o'clock P.M., on the 4th of June, 1929 and shall be opened at the council meeting the same night.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% and must specify if the price offered does or does not include the interest accrued on the debentures at the time of their delivery.

The Council shall not be bound to accept the lowest, highest or any of the tenders.

Cap de la Madeleine, the 6th of May, 1929.

2358 ROMEO MORISSETTE,
Clerk.

Ventes—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Dame J.-O. Tremblay, marchande, Chambord, Qué., cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le DOUZIEME jour de JUIN 1929, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire) sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis-de-Chambord, l'immeuble de cette faillite comme suit:

Item A.—Un certain terrain ou emplacement situé en ladite paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, de la contenance de soixante-douze pieds de largeur, plus ou moins, sur toute la profondeur qu'il y a du chemin public à gagner la ligne du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-neuf D (Ptie 49-D) du premier rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Métabetchouan, borné comme suit: au nord au chemin de front du dit rang, au sud au terrain du chemin de fer, à l'est à Sieur Simon Belley ou représentant et à l'ouest à Sieur Joseph Simard ou représentant—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet item sera offert en vente au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C.P.C. et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,
R. ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
Québec, Qué.

Québec, le 1er mai 1929.

2305—19-2

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Dame J. O. Tremblay, Merchant, Chambord, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWELFTH day of JUNE, 1929, at (2) TWO o'clock in the afternoon, (Standard Time), the immovable in this matter shall be sold by public auction at the parochial church door of Saint Louis de Chambord, as follows:

Item A.—A certain lot of land or emplacement situate in the said parish of Saint Louis de Chambord, measuring seventy two feet in width, more or less, by all the depth existing from the public road as far as the line of the Quebec and Lake Saint John railway, forming part of that lot of land known and designated under number forty nine-D (Pt. 49D) in the first range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Metabetchouan, bounded as follows: on the North by the front road of the said range, on the South by the land of the railway, on the East by Sieur Simon Belley or representative, on the West by Sieur Joseph Simard or representative—with the buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

Such item shall be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) of the C.C.P., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Québec, May 1st, 1929.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Offices: 147 Mountain Hill,
Québec, Que.

Québec, May 1st, 1929.

2306—19-2

LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Norman Hainault, Montréal, Cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le QUATORZIEME jour de JUIN 1929, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure solaire), sera vendu à l'encan public, conformément à la loi de Faillite, à la porte de l'Eglise paroissiale de St-Lazare de Vaudreuil, l'immeuble suivant:

Une ferme avec bâtisse portant le No 618 de la paroisse de St-Lazare, comté de Vaudreuil, dans la province de Québec.

Les conditions de vente seront données au moment de la vente.

Cette vente faite en vertu de la Loi de Faillite, tel que ci-dessus, équivaut à une vente par le shérif.

Montréal, le 4 mai 1929.

Le syndic,
J.-E. BEAUDIN.

Bureau: 526 Power Bldg.,
107, Craig-Ouest,
Tél: Lancaster 2394,
Montréal.

2319—19-2

BANKRUPTCY ACT

In the matter of Norman Hainault, Montreal, Authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard time), there will be sold by public auction, pursuant to the Bankruptcy Act, at the parochial church door of St-Lazare de Vaudreuil, the following immovable:

A farm with building bearing the No. 618 of the parish of St-Lazare, county of Vaudreuil, in the Province of Quebec.

The conditions of sale shall be given at the time of the sale.

The said sale made under the Bankruptcy Act, such as hereabove, shall have the effect of a sheriff's sale.

Montreal, May 4, 1929.

J. E. BEAUDIN,
Trustee.

Office, 526 Power Bldg.,
107, Craig-West,
Tel: Lancaster 2394,
Montreal.

2320—19-2

EN VERTU DE LA LOI DE FAILLITE

Re: Macgregor Paper Company, Limited, en Faillite, 990 rue Clarke, Montréal, et M. Paul-L. Turgeon, Syndic.

Le syndic soussigné vendra, à l'enchère publique, JEUDI, le TRENTIEME jour de MAI 1929, à ONZE heures a.m., (heure avancée), à Fraser Brothers, Encanteurs, 901 rue St-Jacques, Montréal, libre et exempté de toutes charges, la propriété immobilière ci-après décrite:

Un certain emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Clarke et connu comme étant le lot numéro six cent trente-six (636) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent; contenant une superficie totale de quatre mille cent soixante et un pieds.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Telle que la dite propriété se trouve actuellement, avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part du vendeur.

Conditions de paiement: comptant, avec un dépôt de \$20,000.00 avant l'adjudication et la balance payable lors de la signature de l'acte de vente.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au syndic soussigné.

PAUL-L. TURGEON,

445, rue St-François-Xavier,
Montréal.

2321

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

Re: Macgregor Paper Company, Limited, in Bankruptcy, 990 Clarke St., Montreal, and Mr. Paul L. Turgeon, Trustee.

The undersigned Trustee will sell by public auction, on THURSDAY, the THIRTIETH day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock a.m., (Daylight Saving Time), at Fraser Brothers, Auctioneers, 901 St. James St., Montreal, free and clear of all encumbrances, the following described immovable property:

That certain emplacement situate in the city of Montreal fronting on Clarke Street, and known as lot number six hundred and thirty six (636) on the Official plan and book of reference of the St. Lawrence Ward; containing a total area of four thousand one hundred and sixty one feet.

With all the buildings thereon erected.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the Vendor.

Conditions of payment: cash, with a deposit of \$20,000.00 before the adjudication and the balance payable when the deed of sale is signed.

For further particulars, apply to the undersigned Trustee.

PAUL L. TURGEON,

445, St. Frs. Xavier St.,
Montreal.

2322

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Adelme Joncas, St-Valier, Co. Bellechasse, Cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI 1929, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'enchère par encan public, à la porte de l'église de St-Valier, Co. Bellechasse, dans la Province de Québec, l'immeuble suivant:

Une bâtisse, circonstances et dépendances, avec bail emphytéotique sise sur un terrain contenant un arpent de front sur un demi arpent de profondeur, le tout plus ou moins, borné au sud au

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

SALE BY AUCTION

In the matter of Adelme Joncas, St. Valier, Co. Bellechasse, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by auction public, at the door of the church of St. Valier, Co. Bellechasse, in the Province of Quebec, the following immovable:

A building, circumstances and dependencies, with emphyteutic lease situated on a piece of land containing one arpent in front by one half arpent in depth, the whole more or less, bounded

chemin de front, au nord-est et au nord à Hubert Blouin et au sud-ouest à John Dallaire, faisant partie du lot numéro trente-sept (37) aux plans et livre de renvoi officiels du Cadastre de St-Valier, Co. Bellechasse.

Le tout valant.....\$3,000.00

Les titres pourront être examinés au bureau du syndic soussigné, à partir de ce jour jusqu'au jour de la vente.

Cette vente est aussi faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C. et aussi à l'article vingt, paragraphe quatre, A, B, C, de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Daté à Québec, ce 18ème jour d'avril 1929.

Le syndic autorisé,
P.-R. LECLERC.

Bureau: 92 rue St-Pierre,
Québec.

2001—17-2

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, No 1257f. Dans l'affaire de Arthur Paquette, East Angus, P. Q.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI 1929, à DEUX heures p. m., seront vendus par encaissement public, à la porte de l'église de East Angus, les items suivants, savoir:

Les morceaux de terre sis et situés au canton de Dudswell, désignés et connus sous le plan du cadastre et au livre de renvoi officiel du dit canton comme étant les lots numéros un "D" (1d) dans le premier rang du dit canton, trois "A" (3a) et trois "D" (3d) dans le deuxième rang du dit canton, contenant cinquante acres en superficie, chacun — ensemble avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C. P. C. et article 45 de la Loi de faillites et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: 33⅓% comptant, la balance à la signature de l'acte.

Le syndic autorisé,
HILDEVERT GROLEAU.

Bureau: 74 rue Saint-Joseph.
Québec, 17 avril 1929.

2055—17-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, Sous la Loi des Liquidations, No 103. Ré: Crédit-Canada, Limitée, En liquidation.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le SEPTIEME jour de JUIN 1929, à ONZE heures et TRENTE de l'avant-midi, (heure avancée), seront vendus à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de St-Guillaume d'Upton, Qué., les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain sis et situé au village de St-Guillaume, contenant quarante-cinq pieds de front sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, tenant en front, à la rue St-Jean-Baptiste, en arrière à Adélar Dessert, au sud-ouest au ruisseau longeant le dit terrain et de l'autre côté à Alphonse Lefebvre—avec les bâtisses dessus érigées, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour la paroisse de St-Guillaume, comme étant partie, ainsi que dessus désigné, du lot numéro six cent vingt-cinq (Ptie No 625).

2. Un autre terrain sis et situé au dit Village de St-Guillaume, contenant cinquante pieds de

on the South by the front road, on the North-East and on the North by Hubert Blouin and on the South-West by John Daillaire, forming part of lot number thirty seven (37) on the official cadastral plan and book of reference for St. Valier, Co. Bellechasse.

The whole valued at.....\$3,000.00

The title may be examined at the office of the undersigned trustee, from this day to the date of the sale.

This sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) C. C. P. and also to article twenty, paragraph four, A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Dated at Quebec, this 18th day of April, 1929.

P. R. LECLERC,
Authorized Trustee.

Office: 92, St. Peter Street,
Quebec.

2002—17-2

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 1257f. In the matter of Arthur Paquette, East Angus, P. Q.

Notice is hereby given that MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of MAY, 1929, at TWO o'clock p. m., will be sold by public auction, at the church door of East Angus, the following items, viz:

The pieces of lands situated in this township of Dudswell, known and designated in the official cadastre of the said township as being lots No. one "D" (1d) of the first range in the said township, three "A" (3a) and three "D" (3d) in the second range of the said township, containing fifty acres in area, each — together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificate may be examined at my office at any time.

This sale is made pursuant to articles 716-717 C. C. P. and also to article 45 of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms of payment: 33⅓% cash, the balance on the signing of the deed.

HILDEVERT GROLEAU,
Authorized trustee.

Office: 74 Saint Joseph Street.
Quebec, April 17th, 1929.

2056—17-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, Under the Winding Up Act, No. 103. Re—Credit-Canada, Limitée, In Liquidation.

Notice is hereby given that on FRIDAY, JUNE, the SEVENTH, 1929, at HALF PAST ELEVEN in the forenoon, (Daylight saving time) there will be sold at public auction, at the parochial church door of St. Guillaume d'Upton, Qué., the following immovables, to wit:

1. A lot of land being and situate in the village of St. Guillaume, containing forty five feet in front by one hundred and eighty feet in depth, bounded in front by St. Jean Baptiste Street, in the rear by Adélar Dessert, on the Southwest by a stream running along the said land, and on the other side by Alphonse Lefebvre—with buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Yamaska, for the parish of St. Guillaume, as forming part as above designated of lot number six hundred and twenty five (Pt. No. 625);

2. Another lot of land being and situate in the said village of St. Guillaume, containing fifty

front sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, tenant au nord-ouest à la rue St-Jean-Baptiste qui le borne en front, en arrière à The Imperial Oil Co., Ltd., au nord-est à Alphonse Lefebvre et de l'autre côté au terrain dessus désigné, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du susdit cadastre, comme étant une partie, ainsi que dessus désigné, du lot numéro six cent vingt-cinq (Ptie No 625), le tout plus ou moins, mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise;

Tel que le tout est actuellement, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du District de Montréal, rendu le 30 mars 1929, suivant les dispositions de la Loi des Liquidations et aussi suivant l'article quarante-cinq du Chapitre onze des Statuts Révisés du Canada, 1927.

Il sera donné à cette vente l'effet du décret.

Conditions: Comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à
Le liquidateur,
HERMAS PERRAS.

84 Notre-Dame-Ouest,
Montréal.

2169—18-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, En Faillite, No 218. In re: Dame Anita Gramigna, "G. Ruggi & Co.", Faillie, Montréal, et Georges Duclos, Syndic requérant.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de deux jugements du registraire de la Loi de Faillite, District de Montréal, en date des 18 février et 19 mars 1929, seront vendus par encan public, à la porte de l'Eglise de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, Province de Québec, le JEUDI, le SIXIEME jour de JUN 1929, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée), les immeubles ci-après désignés:

1. Un lot de terre situé sur le rang de la Grande Côte Ste-Rose, contenant cinquante pieds de largeur sur trois quarts d'arpent de profondeur, plus ou moins, tel que clôturé actuellement, tenant en front au chemin, en arrière au terrain de M. Félix Bourgeois, au sud-ouest au terrain de Joseph Nadon et au nord-est au terrain de la dite Dame G. Ruggi, et faisant partie du numéro cent quatre-vingt-un, (Pt. 181) du cadastre de la paroisse de Ste-Rose—et avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

2. Un terrain situé sur le long de la Grande Côte Ste-Rose, contenant environ deux cents pieds de largeur sur environ trois quarts d'arpent de profondeur, c'est-à-dire rejoignant un travers de pierre qui se trouve actuellement en clôture, tenant en front au Chemin de front, en arrière à Félix Bourgeois, du côté sud-ouest à Achille Chaurest et au nord-est par autre côté, à Ferdinand Cloutier, faisant partie du No 181 du cadastre de la paroisse Ste-Rose—avec bâtisses dessus érigées.

La dite vente sera faite en vertu de l'Article 45 de la dite Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chapitre 11, et aura l'effet du décret.

Montréal, le 4 mai 1929.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS.

10 rue St-Jacques-Est.
Montréal.

2195—18-2

feet in front by one hundred and eighty feet in depth, bounded on the Northwest by St. Jean Baptiste Street which bounds it in front, in the rear by the Imperial Oil Co., Ltd, on the North-east by Alphonse Lefebvre and on the other side by the lot of land above designated, known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid cadastre, as being part as above designated of lot number six hundred and twenty five (Pt. No. 625), the whole more or less, English measure and without warranty of exact measurement;

As the whole actually exists, circumstances and dependencies.

This sale shall be made in conformity with a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, rendered the 30th of March, 1929, following the provisions of the Winding Up Act, and also according to article forty five of chapter eleven of the Revised Statutes of Canada, 1927.

This sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

For further particulars apply to

HERMAS PERRAS,
Liquidator.

84 Notre Dame Street, West,
Montreal.

2170—18-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, Bankruptcy Act, No. 218. In re: Dame Anita Gramigna, "G. Ruggi & Co", Bankrupt, Montreal, and Georges Duclos, Trustee Petitioner.

Notice is hereby given that in virtue of two judgments rendered by the Registrar of the Bankruptcy Act, District of Montreal, under dates of February 18th and March 19th, 1929, will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Ste. Rose, County of Laval, Province of Quebec, on THURSDAY, JUNE the SIXTH day, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight saving time), the immovables hereunder described:

1. An emplacement situated in the first range of "la Grande Côte" Ste. Rose, containing fifty feet in width by three fourths of an acre in depth, more or less, as now closed, bounded in front by the public road, in rear by Mr. Felix Bourgeois' emplacement, to the South-West by the property of Joseph Nadon, and to the North-East by the property of said Dame G. Ruggi, and being a part of lot number one hundred and eighty one (Pt. 181), on the cadastral plan of the parish of Ste. Rose—with a dwelling house and other buildings thereon erected.

2. An emplacement situated along the Grande Côte Ste. Rose, containing about two hundred feet in width by about three fourths of an acre in depth, that is to say, joining a cross stone, which forms actually a fence, bounded in front by the Frond road, in the rear by Félix Bourgeois, on the South-West side by Achille Chaurest, and on the North-East side by Ferdinand Cloutier, and being part of lot number one hundred and eighty one (Pt. No. 181), on the Cadastral plan of the parish of Ste. Rose—with buildings thereon erected.

The said sale will be made in conformity with Article 45 of the said Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11, and will have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, May 4th, 1929.

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

10 St. James St., East.
Montreal.

2196—18-2

Province de Québec, district de Montréal, No 50. Cour Supérieure. En matière de faillite. Re: Fehr Bros. & Storage Battery Service Company, débitrice insolvable, Montréal.

Avis est, par les présentes, donné que les propriétés immobilières ci-après décrites, seront vendues à l'enchère publique au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Montréal, à ONZE heures A. M., (heure avancée) MARDI le ONZIEME jour de JUIN 1929.

1. Un emplacement ayant front sur l'avenue Lake Shore, à Valois, P. Q., dans le comté de Jacques-Cartier, contenant cinquante pieds de largeur sur deux cent cinquante pieds de profondeur (50' x 250) mesure anglaise, et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, étant la moitié nord de la subdivision vingt d'une portion du lot originaire numéro cinquante-six (ptie 56- $\frac{1}{2}$ N. 20) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de la Pointe Claire, la dite moitié étant bornée comme suit: au nord, par le lot 56-21 des dits plan et livre de renvoi; à l'est, par le lot 56-10 de la dite subdivision, étant l'avenue Lake Shore; au sud, par le résidu du dit lot 56-20 et à l'ouest, par le lot 55 des dits plan et livre de renvoi; avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, et spécialement avec droit de passage en commun avec MM. Massicotte & Côté ou toutes autres personnes, dans l'avenue Lake Shore, composé des subdivisions deux et dix du dit lot originaire numéro cinquante-six (56-2 & 10) afin de communiquer au chemin public et sur une lisière de terrain étant la continuation de l'avenue Lake Shore formant partie du dit lot originaire numéro 56-2, mesurant cinquante pieds de largeur sur toute la profondeur du chemin public au lac Saint-Louis, et bornée vers le nord-ouest par le chemin public; vers le sud-est par le lac Saint-Louis; vers le nord-est par une ligne qui pourrait être la continuation de la ligne nord-est de l'avenue Lake Shore, et vers le sud-ouest par une autre ligne qui pourrait être la continuation de la ligne sud-ouest de la dite avenue; les lignes nord-ouest et sud-ouest se continuent jusqu'au lac Saint-Louis pour aller du chemin public au dit lac.

Tel que le tout subsiste actuellement, avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte, avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un emplacement ayant front sur l'avenue Milroy, à Valois, P. Que., composé de:

a. La moitié nord du lot numéro dix-neuf de la subdivision du lot numéro cinquante-huit (58-19) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe Claire, mesurant vingt pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, et contenant une superficie de deux mille quatre cent pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée, la dite moitié nord, comme suit: en front vers l'ouest par l'avenue Milroy (autrefois Lake View Drive), en arrière, vers l'est, par la partie non-subdivisée du lot cinquante-huit (58), d'un côté, vers le sud, par le résidu du dit lot numéro 58-19; et de l'autre côté, vers le nord, par le lot numéro 58-20, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-Claire; et

b. Le lot numéro vingt de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-huit (58-20) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, mesurant quatre mille huit cent pieds carrés, mesure anglaise, et plus ou moins, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 50. Superior Court. In bankruptcy. Re: Fehr Bros. & Storage Battery Service Company, Insolvent Debtors, Montreal.

Notice is hereby given that the immovables properties hereinafter described, will be sold by Public Auction at the Sheriff's Office, at the Court House, in the City of Montreal, at ELEVEN o'clock A. M., (Daylight Saving) on TUESDAY, JUNE ELEVENTH 1929.

1. An emplacement fronting on Lake Shore Avenue, at Valois, P. Q., in the County of Jacques-Cartier, containing fifty feet in width by two hundred and fifty feet in depth (50' x 250') English measure, and more or less, without guarantee as to precise measurement, being the north half of the subdivision twenty of a portion of lot original number fifty-six (Pt. 56- $\frac{1}{2}$ N. 20) upon the plan and book of reference of the parish of Pointe Claire, said half being bounded as follows: to the North, by lot 56-21 upon the said Plan and Book of Reference; to the east, by lot 56-10 of the said subdivision being Lake Shore Avenue; to the South, by the residue of said lot 56-20 and to the West, by lot 55 upon the said Plan and Book of Reference; with all active and passive servitudes thereto attached, and especially with right of way in common with MM. Massicotte & Côté or all other persons in Lake Shore Avenue, composed of the subdivisions two and ten of the said original lot number fifty-six (56-2 & 10), in order to communicate to the public road and upon a strip of land being the continuation of Lake Shore Avenue, forming part of said lot original number 56-2, measuring fifty feet in width said measure, by the whole depth from the public road to Lake Saint Louis, and bounded towards the north-west by the public road; towards the South-East by Lake Saint Louis; towards the North-East by a line that would be the continuation of the North-East line of Lake Shore Avenue, and towards the South-West by another line that would be the continuation of the South-West line of said Avenue; the North west and South-west lines continue till Saint Louis Lake to go from the public road to said Lake.

As the whole now is with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind, with buildings thereon erected.

2. An emplacement fronting on Milroy Avenue at Valois, P. Que., composed of:

a. The North half of lot number nineteen of the subdivision of lot number fifty-eight (58-19) on the Official Plan and Book of Reference of the parish of Pointe Claire, measuring twenty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, and containing an area of two thousand four hundred square feet, English measure, and more or less, and bounded, the said north half, as follows: in front, towards the West, by Milroy Avenue (formerly Lake View Drive), in rear, towards the East, by an unsubdivided part of lot number fifty-eight (58); on one side, towards the South, by the residue of said lot number 58-19; and on the other side, towards the North, by lot number 58-20, on said Official Plan and Book of Reference of the parish of Pointe-Claire; and

b. The lot number twenty of the official subdivision of lot number fifty-eight (58-20) on the Official Plan and Book of Reference of the parish of Pointe Claire, in Jacques Cartier County, measuring four thousand eight hundred square feet, English measure and more or less, with a house and other buildings thereon erected.

La dite vente est faite en vertu du jugement rendu le 24e jour d'avril 1929 par la Cour Supérieure (En matière de faillite), et aussi en vertu des dispositions de la Loi des Faillites (1927) section 45, et aura les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser au soussigné.

Le syndic,
PAUL-L. TURGEON.
445 rue Saint-François-Xavier,
Montréal. 2217—18-2

The said sale is to be made pursuant to the judgment rendered on the 24th day of April 1929 by the Superior Court (In Bankruptcy) and also pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act (1927) Section 45, and shall have the same effect as a sheriff's sale.

Terms of payment: cash.

For further information apply to the undersigned.

PAUL L. TURGEON,
Trustee.
445 Saint François Xavier Street.
Montréal. 2218—18-2

Province de Québec, district de Montréal, No 207, Cour Supérieure, siégeant en matière de faillite.

Dans l'affaire de "The Quebec Realty Corporation, Limited", corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, débitrice.

Avis est par les présentes donné que la propriété immobilière ci-après décrite sera vendue par encan public au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée) le ONZIEME jour de JUIN, 1929.

Un lot de terre ayant front sur la rue Mayor en la cité de Montréal, étant partie du lot numéro deux cent onze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, laquelle dite partie mesure quarante-deux pieds et six pouces de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-trois pieds, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses sus-érigées, et est bornée comme suit: en front par la rue Mayor, en arrière par le lot No deux cent dix et par une partie du lot No deux cent douze, au nord-est par le lot No deux cent douze et au sud-ouest par une autre portion du dit lot No deux cent onze.

La dite vente est faite en vertu d'un jugement rendu le 18e jour de décembre 1928, par la Cour Supérieure (en matière de faillite) et aussi en vertu des dispositions de la Loi des Faillites (1927) section 45, et aura les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent Comptant.

Pour plus amples informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
PAUL L. TURGEON.
445 rue Saint-François-Xavier,
Montréal. 2219—18-2

Province of Quebec, District of Montreal, No. 207, Superior Court, sitting in Bankruptcy matters.

In the matter of "The Quebec Realty Corporation, Limited" a legally incorporated corporation having its head office in the city and district of Montreal, debtor.

Notice is hereby given that the immovable property hereinafter described will be sold by public auction at the Sheriff's office in the Court House of the city of Montreal, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight saving time), on the ELEVENTH day of JUNE, 1929.

A lot of land fronting on Mayor street in the city of Montreal, being part of lot number two hundred and eleven on the official plan and book of reference for Saint Lawrence ward in the city of Montreal, which said part measures forty two feet and six inches in width by a depth of eighty three feet, English measure, and more or less—with the buildings thereon erected and is bounded as follows: in front by Mayor street, in the rear by lot number two hundred and ten and by a part of lot number two hundred and eleven, on the Northeast by lot number two hundred and twelve and on the Southwest by another portion of the said lot number two hundred and eleven.

The said sale is to be made pursuant to the judgment rendered on the 18th day of December 1928, by the Superior Court (In Bankruptcy) and also pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act (1927) Section 45, and shall have the same effect as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

For further information, apply to the undersigned.

PAUL L. TURGEON,
Trustee.
445 Saint Francis Xavier Street,
Montréal. 2220—18-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-45589.

Léon Hayes Yeruslavitz, marchand, de la cité de New-York, état de New-York, un des Etats-Unis de l'Amérique, demandeur; vs Montreal Trust Company, corps politique et incorporé, dûment incorporé et ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, province de Québec, en sa qualité d'exécuteur et administrateur en vertu du testament de feu Moses Yeruslavitz; Martin Hayes Yeruslavitz, des cité et district de Montréal; Fannie Yeruslavitz, épouse de F.-H. Brooks, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, tous deux de Boston, état de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique; Ruth Yeruslavitz, de la cité

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-45589.

Léon Hayes Yeruslavitz, trader, of the City of New-York, State of New-York, one of the United States of America, is plaintiff; vs Montreal Trust Company, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the City of Montreal Province of Quebec, in its quality of Executor and Trustee of the Last Will and Testament of the Late Moses Yeruslavitz; Martin Hayes Yeruslavitz, of the City and District of Montreal; Fannie Yeruslavitz, wife of F. H. Brooks, and the said F.-H. Brooks personally as well as to authorize his said wife, both of Boston, State of Massachusetts, one of the United States of America;

d'Halifax, province du Nova Scotia; Sarah Yeruslavitz, épouse d'un nommé Greenberg, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, tous deux de la ville de New-York, état de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, Pearl Yeruslavitz, épouse de Martin Landes, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, tous deux des cité et district de Montréal; Dame Beckie Katz, personnellement et en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Mendel et Rachel Yeruslavitz, de la cité de New-York, Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant en la cité de Montréal, dans et pour le district de Montréal, en date du sixième jour de mai, mil neuf cent vingt-neuf (1929) dans la présente cause ordonnant la licitation de l'immeuble décrit comme suit, savoir:

1. Un certain lot de terre ayant front sur la rue Benoit, autrefois rue Saint-Phillips, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No trois cent quatre-vingt-quatorze aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal, mesurant quarante pieds en largeur par soixante-seize pieds en profondeur—avec deux habitations en brique et autres bâtisses dessus érigées.

2. Un emplacement étant la partie nord-est du lot numéro cinq cent soixante-un (561) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, contenant vingt-huit pieds neuf pouces en front sur la rue Chenneville, vingt-neuf pieds en arrière, par une profondeur de cinquante pieds, mesure anglaise, plus ou moins, borné comme suit: en front par ladite rue, en arrière par le résidu dudit lot, d'un côté par la propriété d'un nommé Pominville ou ses représentants, étant le lot numéro cinq cent soixante des dits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté par le lot numéro cinq cent soixante-deux, la propriété de Patriet O'Neill ou ses représentants—avec une bâtisse à trois étages.

3. Un certain emplacement situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, formant partie du lot numéro cinq cent soixante-un aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Laurent, contenant vingt-neuf pieds trois pouces en front, vingt-neuf pieds en largeur, en arrière, par cinquante-cinq pieds en profondeur, borné comme suit: en front au sud-ouest par la rue Saint-George, en arrière, au nord-est par le résidu dudit lot officiel, au nord-ouest par le lot officiel No 562, et de l'autre côté, au sud-est, par le lot officiel No 560 dudit quartier—avec les bâtisses dessus construites.

4. Deux lots de terre situés dans la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros cent trente-cinq et cent trente-six de la subdivision officielle du lot numéro dix-huit, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant quarante-six pieds en front par cent deux pieds en profondeur—avec les bâtisses dessus érigées.

5. Six lots de terre au Parc Saint-Léonard, près Montréal, connus et désignés sous les numéros cinq cent soixante-neuf, cinq cent quatre-vingt-treize, quatre cent, quatre cent dix-sept, cent soixante-dix-sept et cent soixante-dix-huit, au plan de subdivision du lot numéro quatre cent

Ruth Yeruslavitz, of the City of Halifax, Province of Nova Scotia; Sarah Yeruslavitz, wife of one Greenberg, and the said Greenberg personally as well as to authorize his said wife, both of the City of New-York, State of New-York, one of the United States of America; Pearl Yeruslavitz, wife of Martin Landes, and the said Martin Landes personally as well as to authorize his said wife, both of the City and District of Montreal; Dame Beckie Katz, personally as well as in her quality as Tutrix to her minor children Mendel and Rachel Yeruslavitz, of the City of New-York, State of New-York, one of the United States of America, are defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in the City of Montreal, dated the sixth day of May, nineteen hundred and twenty-nine (1929), in the present cause, ordering the licitation of the immoveables described as follows, to wit:

1. That certain lot of land fronting on Benoit Street, heretofore Saint Phillips Street, in the City of Montreal, known and designated by the number three hundred and ninety four on the official plan and book of reference for the Saint Lawrence Ward of the City of Montreal, measuring forty feet in width by seventy six feet in depth—with two brick encased dwelling houses and other buildings thereon erected and made.

2. An emplacement being the North Easterly part of lot number five hundred and sixty one (561) on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence Ward of the City of Montreal, containing twenty eight feet nine inches in front on Chenneville Street, twenty nine feet in rear, by a depth of fifty feet, English measure, and more or less, bounded as follows: in front by the said street, in rear by the remainder of the said lot, on one side by the property of one Pominville or his representatives, being lot number five hundred and sixty on the said plan and book of reference, and on the other side by lot number five hundred and sixty two, the property of Patrick O'Neill or his representatives—with a three story stone dwelling house thereon erected.

3. The certain emplacement situate in the Saint Lawrence Ward in the City of Montreal, forming part of the lot number five hundred and sixty-one upon the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence Ward, containing twenty nine feet three inches in front, twenty nine feet in width, in rear, by fifty five feet in depth, bounded as follows: in front to the South West by Saint George Street, in rear to the North East, by the remainder of said official lot, to the North West by the official lot No. 562, and of the other side to the South East by official lot No. 560 of said Ward—with the buildings thereon erected.

4. Two lots of land situate in the town of Maisonneuve, now City of Montreal, known and designated by the numbers one hundred and thirty five and one hundred and thirty six, of the official subdivision of lot number eighteen, upon the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Hochelaga, containing forty six feet in front by one hundred and two feet in depth—and with the buildings thereon erected.

5. Six lots of land at Saint Leonard Park, near Montreal, known and designated by the numbers five hundred and sixty nine, five hundred and ninety three, four hundred, four hundred and seventeen, one hundred and seventy-seven and one hundred and seventy eight, on the

vingt-sept, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet (No 427—569, 593, 400, 417, 177, 178).

Seront lesdits immeubles mis aux enchères et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIEME jour de JUIN, mil neuf cent vingt-neuf, à DIX HEURES ET DEMIE (Heure de Montréal) de l'avant-midi, devant la Cour Supérieure pour le district de Montréal, dans la chambre de Pratique No trente et un (31) au Palais de Justice, à Montréal, ou dans toute autre chambre que l'Hon. Juge siégeant en pratique pourra indiquer, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour Supérieure du district de Montréal, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 7 mai 1929.

Les procureurs du demandeur,
BROWN, MONTGOMERY
& McMICHAEL.

2333—19-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No E-46217.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 26 avril 1929, dans une cause dans laquelle Uldéric David, rentier, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Dame Ida David, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Casimir Brazeau, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, et Dame Joséphine David, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens d'Ovila Emard, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, sont défenderesses, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal, ayant front sur la rue Champlain (autrefois Seaton) connu et désigné sous le numéro mille quatre-vingt-onze (1091) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Marie, mesurant quarante pieds de front par cent trois pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses y dessus érigées;

Ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIEME jour de JUIN 1929, à DIX heures ET DEMIE du matin (heure de Montréal), cour tenant, dans la salle d'audience numéro 31 du palais de justice de la cité de Montréal, ou dans toute autre salle que l'honorable juge siégeant en pratique pourra indiquer, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être

subdivision plan of the lot number four hundred and twenty seven, on the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet. (No. 427-569, 593, 400, 417, 177, 178).

The said immoveables will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, the TWELFTH day of JUNE, one thousand nine hundred and twenty nine, (1929), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (Daylight's Saving Time) before the Superior Court for the District of Montreal, in the Practice Division, room Thirty one (31) in the Court House in the City of Montreal, or in such other room or division that may be designated by the Honourable Justice sitting in the Practice Court, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the Superior Court of the District of Montreal, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, May 7th, 1929.

BROWN, MONTGOMERY
& McMICHAEL,
Attorneys for plaintiff.

2334—19-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. E-46217.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, on the 26th day of April 1929, in a case wherein Ulderic David, gentleman, of the City and District of Montreal, is plaintiff, and Dame Ida David, of the City and District of Montreal, wife contractually separate as to property of Casimir Brazeau, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes herein, and Dame Josephine David, of the City and District of Montreal, wife contractually separate as to property of Ovila Ménard, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes herein, are defendants, ordering the licitation of an immovable described as follows, to wit:

An emplacement situate in Saint Mary's ward, in the City of Montreal, fronting on Champlain street (heretofore Seaton) known and designated under number one thousand ninety-one (1091) of the official plan and book of reference of said Saint Mary's ward, measuring forty feet in width by one hundred and three feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected;

The said immovable will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on the FOURTEENTH day of JUNE, 1929, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (Montreal time), at the sitting of the Court, in room number 31 of the Court House of the city of Montreal, or in any other room which the Honourable Judge sitting in practice may designate, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited in the Prothonotary's office of the said Court; and that all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation must be filed in the Prothonotary's office of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that all oppositions for pay-

déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs du demandeur,
DURANLEAU, ANGERS & MONTY.
Montréal, 6 mai 1929. 2335-19-2

ment must be filed within six days after the adjudication; and in default by the parties to file said oppositions within the delays prescribed, they shall be foreclosed of the right of filing the same.

DURANLEAU, ANGERS & MONTY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, May 6th, 1929. 2336-19-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 41936.

Avis vous est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 15 avril 1929, dans une cause dans laquelle Dame Marie-Blanche Marin, épouse judiciairement séparée de biens de J.-A. Charette, médecin, tous deux des cité et district de Montréal, la dite Dame Marie-Blanche Marin, dûment autorisée à ester en justice, était demanderesse et J.-A. Charette, médecin, du même lieu, défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a. Une propriété ayant front sur la rue Mont-Royal est, en la cité de Montréal, et connue et désignée sous le No 5 de la subdivision officielle du lot No 159 aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte St-Louis—avec bâtisses dessus construites;

b. Une autre propriété située sur la rue De-Normandville, en la cité de Montréal, et portant les Nos 1 de la subdivision No 570 du lot originaire No 5, et No 2 de la subdivision No 569 du lot originaire No 5, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis—avec bâtisses dessus construites;

c. Des lots de terre situés en la cité de Montréal, et portant les Nos 718, 719, 720, 721, de la subdivision du lot originaire No 134 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault aux Récollets.

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI 1929, à ONZE heures du matin (heure de Montréal), cour tenante, dans la salle d'audience No 31, au Palais de Justice, à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition aux fins de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer la dite opposition dans les délais présentement prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 24 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
2009-17-2 ANGERS & DELAGE.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 41936.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, District of Montreal, the 15th of April, 1929, in a case wherein Dame Marie Blanche Marin, wife judicially separated as to property of J. A. Charette, physician, both of the city and district of Montreal, and the said Dame Marie Blanche Marin, duly authorized for the purposes hereof, is plaintiff and the said J. A. Charette, physician, of the same place, is defendant, ordering the licitation of the following immoveables, namely:

a. A certain lot of land situated in the city of Montreal, on Mount Royal Avenue, East, known and designated as being lot No. 5, of the official subdivision of lot No. 159 on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote St. Louis—with buildings thereon erected;

b. Another lot of land situated in the city of Montreal, on DeNormandville Street, and bearing Nos. 1 of the subdivision of lot No. 570 of the original lot No. 5, and No. 2 of the subdivision of lot No. 569 of the original lot No. 5 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote St. Louis—with buildings thereon erected;

c. Lots of land situated in the city of Montreal and bearing Nos. 718, 719, 720, 721 of the subdivision of the original lot No. 134 on the official plan and book of reference of the parish of Sault aux Récollets.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, the TWENTY NINTH day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Montreal time), sitting the court, in the Court Room, No. 31, in the Court House, in the city of Montreal, or in any other room that the Honourable Judge may decide, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 24th, 1929.

2010-17-2 ANGERS & DELAGE,
Attorneys for Plaintiff.

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUEBEC

VILLE DE LA TUQUE

Avis public est par le présent donné par le soussigné, P.-E. Riberdy, secrétaire-trésorier de la Corporation de la Ville de La Tuque, que les propriétés décrites ci-dessous situées en la ville de La Tuque, premier rang, canton Mailhiot, seront vendues à l'enchère publique en la salle de l'hôtel de ville de La Tuque, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes mentionnées au dit état et frais ultérieurs, à moins que les dites taxes ne soient payées avec intérêt et frais avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC

TOWN OF LA TUQUE

Public notice is hereby given by the undersigned P. E. Riberdy, secretary-treasurer of the Town of La Tuque, that the properties hereafter described, situated in the Town of La Tuque, first range, Mailhiot township, will be offered for sale at public auction, in the council room of the town-hall, in the Town of La Tuque, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MAY, nineteen hundred and twenty nine, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of municipal taxes mentioned in the said statement, and further costs, unless the said taxes be paid with costs and interests before the sale.

NOMS.	Nos du cadastre.	Municip.	Trottoirs	Intérêts.	Total
NAMES.	Cadastral Nos.	Municip.	Sidewalks	Interests.	
Allard, Jos.	Parties-Parts 26-94 et-and 95.....	\$ 198.00	\$ 32.76	\$ 9.42	\$ 240.18
Succ.-estate Pitre Brassard.	25 à-to 133.....	140.80	12.21	12.89	167.90
Duke Abraham.	25 à-to 290, 291 et-and 294.....	19.85	.....	1.80	21.65
Mde-Mrs Clarice Desbiens-Gaudreault.	25 à-to 68.....	157.50	28.17	19.52	205.19
Hudson, J.-J.	23 à-to 128.....	114.40	.....	11.10	125.50
Ruel, Philias.	30-252 et-and 253.....	17.70	.....	2.33	20.03
Simard, F.-X.	25 à-to 283.....	8.89	.....	1.17	10.06
Gravel, Réal et autres-and other ones.	25 à-to 136.....	47.60	.....	1.43	49.03
Peterson, Walter, lots mentionnés ci-dessous— lots mentioned below.	(1)	518.27	.....	52.72	570.99

(1) Lots Nos. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, partie-part 26, 30 à-to 93 incl. 95 à-to 216 incl. de la subdivision du lot officiel No—of the subdivision of official lot No. 29; et les lots Nos—and lots Nos. 10 à-to 175 incl. et-and 446 partie-part de la subdivision du lot officiel No—of the subdivision of official lot No. 30.

Donné à La Tuque, ce trente avril mil neuf cent vingt-neuf.

Le secrétaire-trésorier de la ville de La Tuque,
2175—18-2 P.-E. RIBERDY.

Given at La Tuque, on this thirtieth day of April, nineteen hundred and twenty nine.

P. E. RIBERDY,
2176—18-2 Secretary-Treasurer of the Town
of La Tuque.

VENTES PAR LE SHÉRIF

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } AUGUSTE PLANTE, de-
No 11114 } A mandeur; contre CHAR-
LES VEILLEUX, défendeur.

Le lot numéro dix sept-A (17a) du douzième rang du cadastre officiel pour le canton d'Adstock, contenant cinquante-deux acres de terre en superficie, plus ou moins—avec bâtisses & dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode d'Adstock, le ONZIEME jour de JUIN, 1929, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
St-Joseph, Beauce, 6 avril 1929. 2347—19-2
[Première publication: 11 mai, 1929]

SHERIFF'S SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } AUGUSTE PLANTE, plain-
No. 11114 } A tiff; against CHARLES
VEILLEUX, defendant.

Lot number seventeenA (17a) in the twelfth range, on the official cadastre for the township of Adstock, containing fifty two acres of land in area, more or less—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Méthode d'Adstock, on the ELEVENTH day of JUNE, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office, Sheriff.
St. Joseph, Beauce, April 6, 1929. 2348—19-2
[First publication: May 11th, 1929]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, }
Province de Québec, } **FRANK-A. JENNE,**
District de Bedford, } Demandeur; vs **JAMES**
Cour Supérieure, } **MES-A. STOWELL,**
No 173 } défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots numéros 1001, 1002, partie du lot 1010, et le lot de subdivision 1010-17, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Sutton, maintenant village de Sutton, district de Bedford, plus amplement décrit au bureau d'enregistrement du comté de Brome.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-André de Sutton, dans le village de Sutton, district de Bedford, le TREIZIEME jour de JUIN, 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, } Le shérif,
Sweetsburg, Qué., le 7 mai 1929. 2351—19-2 } C.-B. JAMESON.
[Première publication: 11 mai, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Canada, }
Province de Québec, } **LA VILLE DE FARN-**
District de Bedford, } **HAM,** demanderes-
Comté de Missisquoi } **se; vs DAME ODILE**
No 1377 } **ROQUE et al,** défen-
deurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

L'immeuble désigné sous le numéro 407 du cadastre de la ville de Farnham, district de Bedford—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham dans la ville de Farnham, district de Bedford, le DOUZIEME jour de JUIN, 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, } Le shérif,
Sweetsburg, Qué., le 7 mai 1929. 2353—19-2 } C.-B. JAMESON.
[Première publication: 11 mai, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Canada, }
Province de Québec, } **GEDEAS GOYER,**
District de Bedford, } cultivateur, du Vil-
No 899. } lage de Sweetsburg,
Demandeur; vs **ROMEO LEBLANC,** des Cité et district de Montréal, Défendeur.

Comme appartenant au Défendeur:

La moitié ouest d'un certain morceau ou parcelle de terre située dans la partie est du canton de Farnham, district de Bedford, connue et désignée au plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi du canton de Farnham, partie Est, comme étant le lot numéro quinze (15), contenant cent acres de terre, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec toutes les améliorations et bâtisses qui s'y trouvent.

Pour être vendue à mon bureau, dans le village de Sweetsburg, dit district, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, } Le shérif,
Sweetsburg, Qué., le 16 avril 1929. 1843—16-2 } C.-B. JAMESON.
[Première publication, le 20 avril 1929]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, }
Province of Quebec, } **FRANK A. JENNE,**
District of Bedford, } plaintiff; vs **JAMES**
Superior Court. } **A. STOWELL,** defen-
No. 173 } dant.

As belonging to defendant:

Lots numbers 1001, 1002, part of lot 1010, and sub lot 1010-17, of the official cadastral plan and book of reference of the township of Sutton, now village of Sutton, District of Bedford, more at length fully described at the Registry Office of the County of Brome.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Saint André de Sutton, in the village of Sutton, district of Bedford, on the THIRTEENTH day of JUNE, 1929, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, } C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Que, May 7th, 1929. 2352—19-2 } Sheriff.
[First publication: May 11th., 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Magistrate's Court.

Canada, }
Province of Quebec, } **THE TOWN OF**
District of Bedford, } **FARNHAM,**
County of Missisquoi, } plaintiff; vs **DAME**
No. 1377. } **ODILE ROQUE, et**
al, defendants.

As belonging to defendants:

The immovable designated under number 407 of the cadastre of the town of Farnham, district of Bedford—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Romuald de Farnham, in the Town of Farnham, district of Bedford, on the TWELFTH day of JUNE, 1929, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, } C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Que., May 7th, 1929. 2354—19-2 } Sheriff.
[First publication: May 11th, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, }
Province of Quebec, } **GEDEAS GOYER,**
District of Bedford, } farmer, of the Village
No. 899. } of Sweetsburg, district
of Bedford, plaintiff; vs
ROMEO LEBLANC, of the city and district of
Montreal, defendant.

As belonging to defendant:

The West half of that certain piece or parcel of land situated in the East part of the township of Farnham, district of Bedford, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Farnham, East Part, as lot number fifteen (15), containing one hundred acres of land, more or less, without warranty as to precise measurement—with all the improvements and buildings thereon erected, and thereto belonging.

To be sold at my office, in the Village of Sweetsburg, said district, on the TWENTY SECOND day of MAY, 1929, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office, } C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Que., April 16th, 1929. 1844—16-2 } Sheriff.
[First publication, April 20, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No 1540. } EDMOND GOYETTE, cultivateur, de la paroisse de St-Athanase, district d'Iberville, Demandeur; vs ANTONIO ROY, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un lot de terre situé dans la paroisse de Ste-Sabine, district de Bedford, connu et désigné comme étant le lot numéro 1432 du cadastre officiel du canton de Stanbridge, district de Bedford—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Sabine, district de Bedford, le VINGT-TROISIEME jour de MAI 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Sweetsburg, Qué., le 16 avril 1929. 1845—16-2 [Première publication, le 20 avril 1929]

Le shérif,

C.-B. JAMESON.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, No 909. } JOHN - H. ROBERTS, de North Hampton, Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique,

en sa qualité d'exécuteur testamentaire de William-T. Roberts, en son vivant du canton de Shefford, district de Bedford, et GEORGIA ISABELLA ROBERTS, du village de Shefford-Ouest dit district, épouse commune en biens de Augustin Dutilly, des mêmes lieux, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, demandeurs; vs ARSENE PHANEUF, de la cité et du district de Montréal, défendeur, et ARMAND BOULAY, de la ville de Waterloo, dans le dit district de Bedford, notaire public, en sa qualité de Curateur au délaissement, Curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain terrain connu et désigné comme étant les lots numéros huit cent quatre-vingt-quatre, huit-cent quatre-vingt-neuf, mille vingt-neuf, et mille trente (884, 889, 1029 et 1030) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Shefford, district de Bedford, lesdits lots contenant en superficie, plus ou moins, trois cents acres—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François-Xavier de Shefford, dans le village de Shefford-Ouest, dit district, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI 1929, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Sweetsburg, Qué., le 16 avril 1929. 1847—16-2 [Première publication, le 20 avril 1929]

Le shérif,

C. B. JAMESON.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, No. 1540. } EDMOND GOYETTE, farmer, of the parish of St. Athanase, district of Iberville, plaintiff; vs ANTONIO ROY, of the city of Saint John's, district of Iberville, defendant.

As belonging to defendant:

A lot of land situate in the parish of Ste. Sabine, district of Bedford, known and designated as being lot number 1432 on the official cadastre for the township of Stanbridge, district of Bedford—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Ste. Sabine, District of Bedford, on the TWENTY THIRD day of MAY, 1929, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office, Sweetsburg, Que., April 16th, 1929. 1846—16-2 [First publication, April 20, 1929]

C. B. JAMESON,

Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, No. 909. } JOHN H. ROBERTS, of North Hampton, Massachusetts, one of the United States of

America, in his quality of testamentary executor of William T. Roberts, in his lifetime, of the township of Shefford, district of Bedford, and GEORGIA ISABELLA ROBERTS, of the village of West Shefford, in said district, wife common as to property of Augustin Dutilly, of the same place, and the latter as well personally as to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiffs; vs ARSENE PHANEUF, of the city and district of Montreal, defendant, and ARMAND BOULAY, of the Town of Waterloo, in said district of Bedford, notary public, in his quality of Curateur au délaissement, curateur au délaissement.

As belonging to defendant:

A certain lot of land known and designated as being lots numbers eight hundred and eighty four, eight hundred and eighty nine, ten hundred and twenty nine and ten hundred and thirty (884, 889, 1029 and 1030), on the official plan and book of reference for the township of Shefford, district of Bedford, the said lots containing three hundred acres in area, more or less—with buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the Parish of St-François-Xavier de Shefford, in the Village of West Shefford, said district, on the TWENTY SECOND day of MAY, 1929, at TWO of the clock in the afternoon.

Sheriff's office, Sweetsburg, Que., April 16th, 1929. 1848—16-2 [First publication, April 20, 1929]

C. B. JAMESON,

Sheriff.

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal, No 33871. } LA COMPAGNIE EQUITABLE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU, corps légalement constitué ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs RAOUL ARCHAMBAULT, autrefois de

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 33871. } LA COMPAGNIE EQUITABLE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU, a legally incorporated body, having its head business office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs RAOUL ARCHAMBAULT, heretofore of l'Épi-

l'Epiphanie, district de Joliette, et actuellement de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé dans la paroisse de l'Epiphanie, connu et désigné sous le No 242 aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse et contenant environ 60 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, plus ou moins, tenant en front au chemin public, en profondeur à Edouard Allard, d'un côté par O. Poitras et partie par J. Ethier et de l'autre côté à H. Amireau—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Epiphanie, le ONZIEME jour du mois de JUIN 1929, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,
GEORGES DESROCHES.

Joliette, ce 2 mai 1929. 2323—19-2
[Première publication: 11 mai 1929]

phanie, district of Joliette, and actually of the city and district of Montreal, defendant.

An emplacement situate in the parish of l'Epiphanie, known and designated under number 242 on the official plan and book of reference for the said parish and measuring about 60 feet in width, by 100 feet in depth, more or less, bounded in front by the public road, on the depth by Edouard Allard, on one side by O. Poitras and partly by J. Ethier and on the other side by H. Amireau—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of l'Epiphanie, on the ELEVENTH day of the month of JUNE, 1929, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

GEORGES DESROCHES,
Sheriff.

Joliette, this 2nd of May, 1929.
[First publication: May 11th, 1929]
2324—19-2

Cour de Magistrat.

Province de Québec, }
District de Joliette, } EUGENE BOUCHER,
No 4098. } la cité et du district de
Joliette, demandeur; vs DIEUDONNE BELLE-
HUMEUR, de la municipalité de la paroisse de
St-Alphonse de Rodriguez, dans le district de
Joliette, défendeur.

Un terrain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Alphonse de Rodriguez, dans le district de Joliette, sous le lot No 19-G, du premier rang du canton Cathcart—avec maison et dépendances, contenant 45 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, plus ou moins, tel que clôturé, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de St-Alphonse de Rodriguez, le JEUDI, VINGT-TROISIEME jour du mois de MAI 1929, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEORGES DESROCHES.

Bureau du shérif, Ce 16e jour du mois d'avril 1929. 1909—16-2
[Première publication, le 20 avril 1929]

Magistrate's Court.

Province of Quebec, }
District of Joliette, } EUGENE BOUCHER,
No. 4098. } grocer and butcher, of
Joliette, Plaintiff; vs DIEUDONNE BELLE-
HUMEUR, of the municipality of the parish of
St. Alphonse de Rodriguez, in the district of
Joliette, Defendant.

An emplacement land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Alphonse de Rodriguez, in the district of Joliette, under lot No. 19-G, in the first range of the township of Cathcart—with a house and dependencies—measuring 45 feet in width by 90 feet in depth, more or less, such as fenced in, with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Alphonse de Rodriguez, on THURSDAY, the TWENTY THIRD day of the month of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.

This 16th day of April, 1929. 1910—16-2
[First publication, April 20, 1929]

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Joliette, } DEMOISELLE CLA-
No 2561. } RA NADEAU, fille
majeure et usant de ses
droits, de la ville de Providence, dans l'Etat du
Rhode Island, un des Etats-Unis d'Amérique,
Demanderesse; vs CHARLES NADEAU, culti-
vateur, de la paroisse de St-Liguori, district de
Joliette, Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de St-Liguori, connue sous le numéro trois cent quarante-quatre (344) des plan et livre des renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de St-Liguori, contenant quatre-vingt-une acres de terre en superficie et bâtie de maison, grange et autres dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de la paroisse de St-Liguori, le MARDI, VINGT ET UNIEME jour du mois de MAI 1929, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEORGES DESROCHES.

Bureau du shérif, Ce 16e jour du mois d'avril 1929.
[Première publication, le 20 avril 1929]
1911—16-2

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Joliette, } MISS CLARA NA-
No. 2561. } DEAU, spinster
and in full use of her
rights, of the town of Providence, in the State
of Rhode Island, one of the United States of
America, Plaintiff; vs CHARLES NADEAU,
farmer, of the parish of St. Liguori, district of
Joliette, Defendant.

A farm being and situate in the parish of St. Liguori, known under number three hundred and forty four (344) on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of St. Liguori, containing eighty one acres of land in area and with a house, barn and other dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Liguori, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of the month of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.

This 16th day of the month of April, 1929.
[First publication, April 20, 1929]
1912—16-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } WILLIAM DEMONT
No B-43002. } MOULIN MAR-
LER, Demandeur: vs KATHLEEN MARTIN,
de la cité et du district de Montréal, fille majeure,
Défenderesse.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le quatorzième jour de mars, dernier, 1929, aura lieu de nouveau, au même endroit, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

A la folle enchère de A. Legault, suivant jugement de l'Honorable Juge Louis Coderre, en date du 23 avril 1929.

Un dépôt de \$2,800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Coderre, daté le 30 avril 1929.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 30 avril, 1929. OMER LAPIERRE.
2325

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-
No 364. } REAL, demanderesse;
vs DAME CAROLINE HETU, veuve d'Edouard
F. Laperrière, *es-qualité* d'usufruitière des biens
de la succession de feu D. Laperrière et de tutrice
à ANDRE, ROGER, GUY et JEAN-MARCEL
LAPERRIERE, enfants mineurs dudit D.
Laperrière, défendeurs.

Un lot de terre—avec bâtisses, borné en front par la rue Palm et étant le lot de subdivision No 282 du lot No 1704, des plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Montréal, cette partie de ladite paroisse maintenant annexée à la cité de Montréal, formant le quartier Saint-Henri.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 7 mai 1929. OMER LAPIERRE.
2349—19-2
[Première publication, 11 mai 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDER BAI-
No 43416. } LEY, du village de
Hastings, dans la province d'Ontario, gérant de
banque, et JAMES REID HYDE, des cité et
district de Montréal, comptable, en leur qualité
d'exécuteurs testamentaires de feu Dame Anna
Mills, en son vivant des cité et district de Mont-
réal, veuve de feu John Bailey, en son vivant des
mêmes lieux, demandeurs; vs DAME MINA
alias MARY GRUBERG, des cité et district
de Montréal, veuve de feu Peter Adelstein, en
son vivant des mêmes lieux, épiciier en gros,
MICHAEL ADELSTEIN, et LOUIS ADEL-
STEIN, tous deux des cité et district de Montréal,
marchands, en leur qualité d'exécuteurs testamen-
taires du dit feu Peter Adelstein, défendeurs.

Un certain emplacement étant la portion sud-est du lot numéro quatre cent trente-trois (433) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste dans la cité de Montréal, mesurant trente-trois pieds de largeur sur quatre-vingt-deux pieds de profondeur,

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } WILLIAM DEMONT-
No. B-43002. } MOULIN MARLER,
plaintiff; vs KATHLEEN MARTIN, of the city
and district of Montreal, spinster, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovable which was held at my office, in the city of Montreal, on the fourteenth day of March last, 1929, shall again be held at the same place on the SEVENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon. For the false bidding of A. Legault, according to judgment of the Honorable Judge Louis Coderre, dated the 23rd of April, 1929.

A deposit of \$2,800.00 will be exacted from each and every bidder, according to judgment of the Hon. Judge Coderre, dated the 30th of April, 1929.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, April 30, 1929. Sheriff.
2326

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 364. } TREAL, plaintiff; vs
DAME CAROLINE HETU, widow of Edouard
F. Laperrière, in her quality of usufructuary to
the property of the estate of the late D. Laperrière
and of tutrix to ANDRE, ROGER, GUY and
JEAN MARCEL LAPERRIERE, minor
children of the said D. Laperrière, defendants.

A lot of land—with buildings, bounded in front by Palm Street, and being subdivision lot No. 282 of lot No. 1704 on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, that part of said parish now being annexed to the city of Montreal and forming Saint Henry Ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, May 7, 1929. Sheriff.
2350—19-2
[First publication, May 11, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEXANDER BAILEY,
No. 43416. } of the village of Has-
tings, in the Province of Ontario, Bank Manager
and JAMES REID HYDE, of the city and dis-
trict of Montreal, accountant, in their quality
of Executors under the will of the late Dame Anna
Mills, in her lifetime of the city and district of
Montreal, widow of the late John Bailey, in his
lifetime of the same place; plaintiffs; vs DAME
MINA *alias* MARY GRUBERG, of the city and
district of Montreal, widow of the late Peter
Adelstein, in his lifetime of the same place,
wholesale Grocer, MICHAEL ADELSTEIN
and LOUIS ADELSTEIN, both of the city and
district of Montreal, merchants, in their quality
of Executors under the will of the said late Peter
Adelstein, defendants.

That certain emplacement being the South-East portion of lot number four hundred and thirty-three (433) on the Official plan and Book of Reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, in the City of Montreal, measuring thirty-three feet in width by eighty-two feet

mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par le boulevard Saint-Laurent, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par le lot No 433-19 et du côté nord-ouest partie par le résidu du dit lot No 433 et partie par le lot No 433-20 des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus érigées et le droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit emplacement; les dites bâtisses portant les numéros civiques 1144, 1146 et 1148, Boulevard Saint-Laurent, dans ladite cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, le 8 mai 1929. [Première publication: 4 mai, 1929 est nulle]

Le shérif,
OMER LAPIERRE.
2225—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PHILIPPE MILLOT, de
No F-47736. } mandeur; vs ANDRE
VERIEPE, défendeur.

a. Cinq lots de terre situés à la ville de Laval des Rapides, connus et désignés sous les numéros trois cent cinquante-huit, trois cent cinquante-neuf, trois cent soixante, trois cent soixante-un et trois cent soixante-deux de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-cinq (Nos. 255-358, 359, 360, 361 & 362) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, comté de Laval, contenant, chacun desdits lots, vingt-quatre pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses et bornés en front par l'avenue Laval;

b. Neuf lots de terre situés au même endroit, connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix et quatre-vingt-onze de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-six (Nos. 256-83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90 & 91) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, comté de Laval, contenant, chacun desdits lots, vingt-quatre pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées et bornés en front par l'Avenue du Parc.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Sainte-Rose, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 17 avril, 1929. [Première publication: 20 avril, 1929]

Le shérif,
OMER LAPIERRE.
1917—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALBERT PRÉVOST
No E-46643. } & AL, Demandeurs;
vs DAME BLANCHE LANTHIER, veuve de
feu Ernest Dagenais, Es-nom & es-qualité, Dé-
fenderesse, et J. ACHILLE CHAURETTE,
Curateur au délaisement.

Une partie du lot numéro cent quarante-huit (P-148) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, contenant deux arpents de largeur sur environ vingt et un arpents de profondeur, et de là prenant un arpent, deux perches et neuf pieds de largeur sur la profondeur de douze arpents et cinq perches

in depth, English measure and more or less; bounded in front by Saint Lawrence Boulevard, in rear by a lane, on the South-east side by Lot No. 433-19 and on the North-West side partly by the remainder of said lot No. 433 and partly by the lot No. 433-20 of the said Official plan and book of reference—with the buildings thereon erected and the right of way in common in the lane in rear of the said emplacement, said buildings bearing civic numbers 1144, 1146 and 1148 Saint Lawrence Boulevard, in the said City of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal on the FOURTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montréal, May 8th 1929. [First publication: May 4th, 1929 is null]

OMER LAPIERRE,
Sheriff.
2226—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PHILIPPE MILLOT,
No. F-47736 } plaintiff; vs ANDRE
VERIEPE, defendant.

a. Five lots of land situate in the town of Laval des Rapides, known and designated under numbers three hundred and fifty eight, three hundred and fifty nine, three hundred and sixty, three hundred and sixty one and three hundred and sixty two of the official subdivision of lot number two hundred and fifty five (Nos. 255-358, 359, 360, 361 & 362) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Martin, county of Laval, each of said lots containing twenty four feet in front by ninety feet in depth, English measure and more or less—with buildings and bounded in front by Laval Avenue;

b. Nine lots of land situate at the same place, known and designated under the numbers: eighty-three, eighty-four, eighty-five, eighty-six, eighty-seven, eighty-eight, eighty-nine, ninety and ninety-one of the official subdivision of lot number two hundred and fifty-six (Nos 256-83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90 & 91) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Martin, county of Laval, each of the said lots containing twenty-four feet in front by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with buildings erected thereon and bounded in front by Park Avenue.

To be sold at the Registration office of the county of Laval, at Sainte Rose, the TWENTY THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montréal, April 17th, 1929. [First publication: April 20th, 1929]

OMER LAPIERRE,
Sheriff.
1918—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALBERT PRÉVOST &
No. E-46643. } AL, plaintiffs; vs
DAME BLANCHE LANTHIER, widow of the
late Ernest Dagenais, Es-nom and Es-qualité,
defendant, and J. ACHILLE CHAURETTE,
Curator to the surrender.

A part of lot number one hundred and forty eight (P. 148) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Rose, county of Laval, containing two arpents in width by about twenty one arpents in depth, and thence being one arpent, two perches and nine feet in width by the depth of twelve arpents and five perches in

de profondeur dans une ligne et onze arpents dans l'autre ligne, bornée: d'un bout au nord par la rivière Jésus, de l'autre bout au sud par les terres de la Petite-Côte; d'un côté à l'ouest par le lot officiel cent quarante-neuf et de l'autre côté à l'est par une autre partie du dit lot cent quarante-huit et partie par le lot cent quatre-vingt-quinze du même cadastre—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Une partie du dit lot cent quatre-vingt-quinze (P.-195) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, contenant un arpent moins une perche et quatre pieds et demi de largeur, sur la profondeur qu'il y a à partir du lot cent quarante-huit, qui le borne au nord, jusqu'à la profondeur du dit lot cent quarante-huit, et de là prenant un arpent et demi de largeur sur la profondeur qu'il y a jusqu'à une autre partie du dit lot cent quatre-vingt-quinze appartenant à Ferdinand Nadon, bornée: d'un bout au nord par le dit lot cent quarante-huit et de l'autre bout au sud par la propriété du dit Ferdinand Nadon faisant partie du dit lot cent quatre-vingt-quinze, vendue à Augustin Ethier, et de l'autre côté à l'ouest partie par le dit lot cent quarante-huit et partie par les terres de Ste-Dorothée.

La dite terre traversée par le chemin public de la Grande-Côte de Sainte-Rose et par le chemin public de la Petite Côte de Sainte-Rose.

Il est expressément entendu que la terre présentement vendue représente et contient la juste moitié côté ouest de la terre qu'Alberf et Arthur Prevost ont acquise de Téléphore Ouimet en vertu de leur titre d'acquisition—ainsi que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE,
1919—16-2

Bureau du shérif,
Montréal, 16 avril 1929.
[Première publication, le 20 avril 1929]

depth in one line and eleven arpents in the other line, bounded: on one end to the North by the river Jésus, on the other end to the South by the lands of la Petite-Côte; on one side to the West by official lot one hundred and forty nine, and on the otherside to the East by another part of said lot one hundred and forty eight and partly by lot one hundred and ninety five of the same cadastre—with all the buildings thereon erected.

A part of said lot one hundred and ninety five (P. 195) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Rose, county of Laval, containing one arpent less one perch and four feet and a half in width by the depth there may be from lot one hundred and forty eight, which bounds it on the North, to the depth of said lot one hundred and forty eight, and thence being one arpent and a half in width by the depth there may be to another part of said lot one hundred and ninety five belonging to Ferdinand Nadon, bounded: on one end to the North by the said lot one hundred and forty eight, and on the other end to the South by the property of the said Ferdinand Nadon forming part of said lot one hundred and ninety five sold to Augustin Ethier, and on the other side to the West partly by said lot one hundred and forty eight and partly by the lands of Ste. Dorothée.

The said land being crossed by the public road of la Grande-Côte de Sainte-Rose and by the public road of la Petite-Côte de Sainte-Rose.

It is expressly understood that the land presently sold represents and contains the exact West side half of the land which Albert and Arthur Prevost have acquired from Téléphore Ouimet under their title of acquisition—as the whole actually exists, with all the servitudes active and passive, apparent or occult attached to the said immovable.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste. Rose, county of Laval, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office,
Montreal, April 16, 1929.

Sheriff.
1920—16-2
[First publication, April 20, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JAMES RODGER,
No D-45530. } FRANK D. JARVIS,
de la cité de Westmount, marchand et comptable respectivement, et PERCY GEORGE REGINALD BENSON, de la cité de Taunton, Angleterre, bourgeois, en leur qualité de fiduciaires et exécuteurs testamentaires de feu Andrew Frederick Gault, en son vivant de la cité de Montréal, demandeurs; vs GEORGES DUPONT, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Connaught, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision deux de la subdivision deux cent soixante-deux des subdivisions officielles du lot cent quarante-un (141-262-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant trente-sept pieds six pouces de largeur, en front et en arrière, sur une profondeur de cent cinq pieds, et ayant une superficie de trois mille neuf cent trente-sept pieds et demi carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison semi-détachée sus-érigée,
6

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JAMES RODGER,
No. D-45530. } FRANK D. JARVIS,
of the city of Westmount, merchant and accountant respectively, and PERCY GEORGE REGINALD BENSON, of the city of Taunton, England, Gentleman, in their quality of Trustees and Executors under the last will and testament of the late Andrew Frederick Gault, in his lifetime of the city of Montreal, plaintiffs; vs GEORGES DUPONT, defendant.

That certain emplacement fronting on Connaught Avenue, in the Notre Dame de Grâce Ward of the city of Montreal, known as subdivision two of subdivision two hundred sixty two of the official subdivisions of lot one hundred and forty one (141-262-2) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing thirty seven feet six inches in width in front and in rear, by a depth of one hundred and five feet, and having a superficial area of three thousand nine hundred and thirty seven and one half square feet, English measure and more or less.

With the semi-detached dwelling house thereon

portant le numéro civique 533 avenue Connaught, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Avec le droit de passage dans la ruelle en arrière, mais sans le droit de l'obstruer.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE,
Montréal, le 16 avril 1929. 1921—16-2
[Première publication, 20 avril 1929]

erected, bearing Civic number 533 Connaught Avenue, the North-Westerly wall whereof is mitoyen.

With the right of passage in the lane in rear, but without the right to encumber same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 16, 1929. 1922—16-2
[First publication, April 20, 1929]

PONTIAC

Cour Supérieure—District de Pontiac.

Canada, } JOHN PALMER, dé-
Province de Québec, } fendeur - appellant;
District de Pontiac, } vs DAME ANNIE
No 3132. } CONNOLLY, deman-
deresse-intimée.

Ces certains lots ou lopins de terre sis et situés dans les cantons Aldfield et Thorne, dans le comté de Pontiac, province de Québec, et y connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels desdits cantons d'Aldfield et Thorne, comme étant le lot numéro cinquante-quatre (54), rang 3 du susdit canton Aldfield, et les lots numéros Deux-b (2b), Deux-c, (2c), et deux-d (2d), rang 3 du susdit canton Thorne—avec ensemble les bâtisses et appartenances sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, Qué., le ONZIEME jour de JUIN 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. BERNARD J. SLOAN,
Campbell's Bay, Qué., le 4 mai 1929.
[Première publication, 11 mai 1929]
2327—19-2

PONTIAC

Superior Court.—District of Pontiac.

Canada, } JOHN PALMER, de-
Province of Quebec, } fendant Appellant; vs
District of Pontiac, } DAME ANNIE CON-
No. 3132. } NOLLY, Plaintiff Res-
pondent.

Those certain parcels or tracts of land situate, lying and being in the townships of Aldfield & Thorne, in the county of Pontiac, Province of Quebec, and there known and described according to the official plans and in the books of reference of the said townships of Aldfield and Thorne as lot number fifty four (54) range 3, of the aforesaid township of Aldfield, and lots numbers Two-b (2b), Two-c (2c), and Two-d (2d) range 3, of the aforesaid township of Thorne—Together with the buildings and appurtenances thereon erected and appertaining.

To be sold at the registrar's office for the County of Pontiac, in the Village of Campbell's Bay, Que., on the ELEVENTH day of JUNE 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office. BERNARD J. SLOAN, Sheriff.
Campbell's Bay, Que., May 4th 1929.
[First publication, May 11, 1929]
2328—19-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DANS une cause où J.-
No 11238. } NAPOLEON COTE,
marchand de bois, de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, était demandeur, et LES HERITIERS de feu Ernest Morin, ci-devant charretier, de Saint-Romuald, étaient défendeurs, et DAME IMELDA EMOND, de la cité de Lévis, veuve du dit Ernest Morin, en sa qualité de tutrice à Réal Morin, était défenderesse contestante, à savoir:

Le lot No 644 (six cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Commerciale—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, 8 mai 1929. 2359—19-2
[Première publication, 11 mai 1929]
[Deuxième publication, 25 mai 1929]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } IN a cause where J. NAPO-
No. 11238. } LEON COTE, lumber
merchant, of Saint Jean Chrysostôme, county of Lévis, was plaintiff, and THE HEIRS of the late Ernest Morin, heretofore carter, of Saint Romuald, were defendants, and DAME IMELDA EMOND, of the city of Lévis, widow of the said Ernest Morin, in her quality of tutrix to Réal Morin, was contesting defendant, to wit:

Lot No. 644 (six hundred and forty four) on the official cadastre for Saint Laurent Ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate on Commerciale Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's Office. CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Quebec, May 8, 1929. 2360—19-2
[First publication, May 11, 1929]
[Second publication, May 25, 1929]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } HOTEL LAC ST - JO-
No 713-F. } SEPH, LTEE, saisissant,
contre HILDEVERT GROLEAU, saisi, et
HILDEVERT GROLEAU, opposant, à savoir:

Saisi comme appartenant à la saisissante:

Un terrain étant partie des lots Nos 466 et 465 (quatre cent soixante-six et quatre cent soixante-cinq) du rang VI du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Catherine, comté de Portneuf, contenant environ 7.69 acres de terre—avec bâtisses et dépendances; borné au nord par le lac St-Joseph, borné à l'ouest et au sud par la rue Bernier, étant le numéro cadastral 466-13, bornée à l'est par les numéros 465-2, 465-4, 465-5, 465-6 et 465-7, borné au sud par un chemin public appelé Manoir Road et portant le numéro cadastral 465-9; la borne nord ayant une longueur de 600 pieds plus ou moins sur la grève du lac St-Joseph.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Catherine, le TRENTE ET UNIE-ME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 25 avril 1929. 2073—17-2

[Première publication, le 27 avril 1929]

[Deuxième publication, le 11 mai 1929]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } HOTEL LAC ST. JOSEPH,
No. 713-F. } LTEE, seizing party;
against HILDEVERT GROLEAU, seized party,
and HILDEVERT GROLEAU, opposant, to wit:

Seized as belonging to the seizing party:

A lot of land forming part of lots Nos. four hundred and sixty six and four hundred and sixty five (466 and 465) of the VI range of the official cadastre for the parish of Ste. Catherine, county of Portneuf, containing about 7.69 acres of land—with buildings and dependencies; bounded on the North by Lake St. Joseph, bounded on the West and on the South by Bernier Street, bearing the cadastral number 466-13, bounded on the East by numbers 465-2, 465-4, 465-5, 465-6 and 465-7, bounded on the South by a public road called Manoir Road and bearing the cadastral number 465-9; the North boundary being six hundred feet in length, more or less, on the beach of Lake St. Joseph.

To be sold at the parochial church door of Sainte Catherine, the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.

Quebec, April 25, 1929. 2074—17-2

[First publication, April 27, 1929]

[Second publication, May 11, 1929]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } MARTIAL ALIAS
No 1635. } MARCEL BAN-
VILLE; vs LOUIS BOUILLON, savoir:

Comme appartenant au demandeur:

Partie du lot No quarante au cadastre officiel de la paroisse de St-Anaclet, mesurant 54 pieds de front sur 160 de profondeur, mesure anglaise, bornée au nord, en front, au chemin du Roi, à l'est à Louis Bouillon et Dme. H. Chassé, au sud à Louis Bouillon et à l'ouest, à Alphonse Banville,—avec bâtisses, circonstances et dépendances, sous réserve d'un droit de passage en faveur de Louis Bouillon, à charge de la rente foncière et d'un certain droit d'occupation de Dme. Vve Louis Larue.

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Anaclet, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.

Rimouski, 16 avril 1929. 1849—16-2

[Première publication, le 20 avril 1929]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } MARTIAL ALIAS
No. 1635. } MARCEL BAN-
VILLE; vs LOUIS BOUILLON, to wit:

As belonging to the plaintiff:

Part of lot number forty on the official cadastre for the parish of St. Anaclet, measuring 54 feet in front by 160 in depth, English measure, bounded on the North, in front, by the King's highway, on the East by Louis Bouillon and Dme. H. Chassé, on the South by Louis Bouillon, and on the West by Alphonse Banville—with buildings, circumstances and dependencies, under reserve of a right of way in favor of Louis Bouillon, subject to the ground rent and a certain right of occupation of Dme. Widow Louis Larue.

To be sold at the church door of St. Anaclet, the TWENTY SECOND day of MAY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.

Rimouski, April 16, 1929. 1850—16-2

[First publication, April 20, 1929]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } COTE, BOIVIN & CIE,
District de Roberval, } INC., corporation
No 6088. } légale ayant sa princi-
pale place d'affaires à Chicoutimi, et une succur-
sale à Roberval, demanderesse; vs HARMEL
DALLAIRE, de Dolbeau, défendeur, à savoir:

Un terrain emplacement, situé en la ville de

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } COTE, BOIVIN &
District of Roberval, } CIE, INC., a legal
No. 6088. } corporation having its
principal place of business at Chicoutimi, and a
branch office at Roberval, Plaintiff; vs HAR-
MEL DALLAIRE, of Dolbeau, Defendant, to
wit:

An emplacement land situate in the town of

Dolbeau, mesurant cent vingt-cinq pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, comprenant les lots numéros quarante-trois cent quatre, et quarante-trois cent cinq (Nos 43-604 et 43-605) aux plan et livre de renvoi officiels d'une subdivision de parties du lot numéro quarante-trois, du dix-septième rang, du cadastre officiel du canton Parent—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thérèse de Dolbeau, (Ville de Dolbeau), MERCREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain (1929), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Roberval, le 15 avril 1929.
[Première publication, le 20 avril 1929]

Le shérif,
GEO. LEVESQUE,
1835—16-2

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Roberval, } **GEORGES DES-CHESNE**, chauffeur, de Dolbeau, dans ce district, demandeur; vs **PAUL FORTIN**, de Saint-Félicien, dans ce district, défendeur.

A savoir:

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante (No 40), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Ashuapmouchouan—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. (a) Cependant, sauf à en distraire la partie d'icelui possédée par The James Bay & Eastern Railway Company, pour le passage du chemin de fer. (b) Aussi cette autre partie du dit lot quarante (40) contenant environ neuf acres et trois dixièmes en superficie, et se trouvant au-dessous d'un contour de niveau établi au point "25" au-dessus de la marque "O" indiquée à l'échelle d'étiage au quai de Roberval, vendu à Saguenay Transmission Co., Ltd, suivant acte enregistré le 26 août 1927, sous No 24,928. Aussi à charge d'un loyer d'une certaine partie du dit immeuble consenti à la Cie de Bois de Saint-Félicien, Limitée, par bail en date du 2 avril 1927, enregistré le 20 avril 1927, sous No 24,330. (c) Aussi avec réserve d'une petite maison érigée sur le dit lot numéro quarante, appartenant à Raoul Fortin.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, MARDI, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI prochain (1929), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Roberval, le 15 avril 1929.
[Première publication, le 20 avril 1929]

Le shérif,
GEO. LEVESQUE,
1837—16-2

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Québec, } **A CIE P.-T. LEGARE, LTEE**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité et le district de Québec, demanderesse; vs **PROSPER GAGNON**, de Saint-Félicien, dans le comté du Lac-Saint-Jean, défendeur, à savoir:

1. Toute cette partie du lot dix-huit-A, rang un, du cadastre officiel du canton Demeule, de la paroisse de Saint-Félicien, comté du Lac-Saint-Jean, située au sud-ouest du chemin public de front traversant le dit lot dix-huit-A, avec en plus un petit lopin de terre faisant partie du même dit lot 18-A, et situé au nord-est du dit chemin public, borné le dit lopin de terre, au sud-ouest

Dolbeau, measuring one hundred and twenty five feet in front by eighty feet in depth, including lots numbers forty three-six hundred and four and forty three-six hundred and five (Nos. 43-604 and 43-605) on the official plan and book of reference for a subdivision of parts of lot number forty three, in the seventeenth range, on the official cadastre for the township of Parent—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Ste. Therese de Dolbeau, (town of Dolbeau), on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of MAY next, 1929, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, Roberval, April 15, 1929.
[First publication, April 20, 1929]

GEO. LEVESQUE,
Sheriff,
1836—16-2

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Roberval, } **GEORGES DES-CHESNE**, chauffeur, of Dolbeau, in the said district, plaintiff; vs **PAUL FORTIN**, of Saint Felicien, in the said district, defendant, to wit:

The lot of land known and designated under number forty (No. 40) on the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township Ashuapmouchouan—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies. (a) However, save to be withdrawn the part thereof owned by The James Bay & Eastern Railway, for the passage of the railway. (b) Also that other part of said lot forty (40) containing about nine acres and three tenths in area and being under a level outline established at point "25" above mark "O" shown on the low water scale on the Roberval wharf, sold to Saguenay Transmission Co., Ltd, according to deed registered the 26th of August, 1927 under No. 24,928. Also subject to a rental of a certain part of said immovable executed in favor of the Cie de Bois de Saint-Félicien, Limitée, by deed dated the 2nd of April, 1927, registered the 20th of April, 1927, under No. 24,330. (c) Also with reserve of a small house erected on the said lot number forty, belonging to Raoul Fortin.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félicien, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of MAY next, (1929), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Roberval, April 15, 1929.
[First publication, April 20, 1929]

GEO. LEVESQUE,
Sheriff,
1838—16-2

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Quebec, } **A CIE P. T. LEGARE, LTEE**, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Quebec plaintiff; vs **PROSPER GAGNON**, of Saint Felicien, in the county of Lake St. John, defendant, to wit:

1. All that part of lot eighteen-A, range one, on the official cadastre of the township Demeule, for the parish of Saint Felicien, county of Lake St. John, situate on the Southwest of the front public road crossing the said lot eighteen-A, with moreover a small parcel of land forming part of the same said lot 18-A and situate on the Northeast of the said public road, the said parcel of

par le dit chemin public, au nord-ouest par le lot dix-huit-B, du dit cadastre, au nord-est par une partie du dit lot dix-huit-A, appartenant à l'International Land Lumber Co., ou représentants, et au sud-est à une partie du dit lot dix-huit-A, appartenant à Arthur Dufour, ou représentants—avec les bâtisses dessus construites, et dépendances érigées sur la dite partie du lot dix-huit-A, susdécrite.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, MARDI, le VINGT ET UNIEME jour de MAI prochain (1929), à DIX heures de l'avant-midi.

2. Tous les droits, privilèges et prétentions quelconques que le dit défendeur, Prosper Gagnon, a et peut avoir dans, et sur le lot numéro trente-six, du troisième rang, du cadastre officiel du canton Dufferin, situé en la paroisse de Notre-Dame de la Doré, comté du Lac-Saint-Jean,—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Doré, MARDI, le VINGT ET UNIEME jour de MAI prochain (1929), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 15 avril 1929. 1839—16-2
[Première publication, le 20 avril 1929]

land being bounded on the Southwest by the said public road, on the Northwest by the lot eighteen-B of the said cadastre, on the Northeast by a part of said lot eighteen-A belonging to the International Land Lumber Co. or representatives, and on the Southeast by a part of said lot eighteen-A belonging to Arthur Dufour or representatives—with the buildings thereon erected and dependencies constructed on the said part of lot eighteen-A above described.

To be sold at the church door of the parish of Saint Felicien, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of MAY next, (1929), at TEN o'clock in the forenoon.

2. All the rights, privileges and pretensions whatever which the said defendant Prosper Gagnon has and may have in and on lot number thirty six of the third range on the official cadastre for the township of Dufferin, situate in the parish of Notre Dame de la Doré, county of Lake St. John—with appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Doré, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of MAY next, (1929), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, April 15, 1929. 1840—16-2
[First publication, April 20, 1929]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH GUIL-
No 917. } MAINE, deman-
deur; contre HENRI MOREAU, défendeur.

Un terrain sis et situé en la cité de Saint-Hyacinthe, sur la rue Saint-Joseph, connu et désigné comme étant les lots numéros six et huit (Nos 6 et 8) de la subdivision du numéro sept cent trois (703) du cadastre officiel de la cité de Saint-Hyacinthe—avec bâtisses y érigées; à distraire cependant du dit lot numéro huit, la partie vendue à Edmond Chaput, par acte enregistré sous le No 69732.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MARDI, le ONZIEME jour de JUIN prochain (1929), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 7 mai 1929. 2369—19-2
[Première publication: 11 mai, 1929]

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } JOSEPH GUIL-
No. 917. } MAINE, plaintiff;
against HENRI MOREAU, defendant.

A piece of ground situate in the city of Saint Hyacinthe, on Saint Joseph street, known and designated as being lots numbers six and eight (Nos. 6 and 8) on the subdivision of number seven hundred and three (703) on the official cadastre of the city of Saint Hyacinthe—with buildings thereon erected; to withdraw from lot number eight, the part sold to Edmond Chaput, by a deed registered under No. 69732.

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint Hyacinthe, TUESDAY on the ELEVENTH day of JUNE next (1929), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, May 7th, 1929. 2370—19-2
[First publication: May 11th, 1929]

TERREBONNE

PROCEDURE SOMMAIRE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.
Canada, }
Province de Québec, } ISAIE CLAVELLE,
District de Terrebonne, } de St-Jérôme, De-
No 2171. } mandeur; vs NA-
POLEON HUOT,
de Mont-Rolland, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur les immeubles suivants, savoir:

1. Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro dix-sept (No 17), dans le

TERREBONNE

SUMMARY PROCEDURE.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
Canada, }
Province of Quebec, } ISAIE CLAVELLE,
District of Terrebonne, } of St. Jerome,
No. 2171. } Plaintiff; vs NAPO-
LEON HUOT, of
Mont-Rolland, Defendant.

As belonging to said defendant, the following immovables, to wit:

1. A lot of land known and designated as being lot number seventeen (No. 17) in the fifth range

cinquième rang du canton Wexford, aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la paroisse de Ste-Marguerite, dit district, (à distraire cependant de la vente, le lopin de terre antérieurement vendu à Ernest Gauthier, et en plus à distraire toute la partie de terrain antérieurement vendue à Quebec Southern Power Company)—avec bâtisses dessus érigées.

2. Le lot de terre connu et désigné comme étant le numéro dix-huit (No 18), dans le cinquième rang du canton Wexford, aux plan et livre de renvoi faits pour la paroisse de Ste-Marguerite, dit district, (à distraire cependant de la vente, toute la partie de terrain antérieurement vendu à Quebec Southern Power Company)—

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de Ste-Marguerite, dit district, le VINGT ET UNIEME jour de MAI 1929, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, } Le shérif,
Saint-Jérôme, 13 avril 1929. } J.-W. CYR.
[Première publication, le 20 avril 1929] } 1841—16—2

of the township of Wexford, on the official plan and book of reference made for the parish of Ste. Marguerite, said district, (to be withdrawn from the sale, however, that parcel of land previously sold to Ernest Gauthier, and moreover, to be withdrawn all that portion of land previously sold to Quebec Southern Power Company)—with buildings thereon erected.

2. That lot of land known and designated as being number eighteen (No. 18) in the fifth range of the township of Wexford, on the official plan and book of reference made for the parish of Ste. Marguerite, said district, (to be withdrawn from the sale, however, that portion of land previously sold to Quebec Southern Power Company).

To be sold at the parochial Catholic church door of Ste. Marguerite, said district, on the TWENTY FIRST day of MAY, 1929, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, } J. W. CYR,
Saint Jerome, April 13, 1929. } Sheriff.
[First publication, April 20, 1929] } 1842—16—2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } RAOUL ROBERT,
No 358 (1929). } demandeur; vs
ALFRED ST-LOUIS, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, étant les numéros deux-A et deux-B (Nos 2a et 2b) du rang sud-ouest Sacacomi, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour le canton Décalonne—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, dans le comté de Maskinongé, le ONZIEME jour de JUIN prochain 1929, à DIX heures du matin (heure salaire).

Bureau du Shérif. } Le shérif,
Trois-Rivières, 7 mai 1929. } PHI.-L. LASSONDE.
[Première publication, 11 mai 1929] } 2363—19—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.
Trois-Rivières, à savoir: } LOUIS JANVIER,
No 11411. } demandeur; vs
ALCIDE LEBRUN, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Un emplacement situé au côté sud-ouest de la rue Saint-Paul, en la cité des Trois-Rivières, contenant trente-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, et connu et désigné comme faisant partie des lots numéros sept et neuf et demi de la subdivision officielle du lot numéro dix-huit cent trente et un (1831-P7 et 9½) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières;

2. Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au côté nord-est de la rue Saint-François-Xavier, connu et désigné sous les numéros quatre et cinq de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-4 et 5) et deux cent trois et deux cent quatre de la subdivision officielle du lot numéro onze cent trente

TROIS RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivières.
Trois Rivières, to wit: } RAOUL ROBERT,
No. 358 (1929). } plaintiff; vs
ALFRED ST-LOUIS, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Alexis des Monts, being numbers two-A and two-B (Nos 2a and 2b) in range Southwest Sacacomi, on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the township of Decalonne—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexis des Monts, in the county of Maskinongé, on the ELEVENTH day of JUNE next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's Office. } PHI. L. LASSONDE,
Trois Rivières, May 7, 1929. } Sheriff.
[First publication, May 11, 1929] } 2364—19—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.
Trois-Rivières, to wit: } LOUIS JANVIER,
No. 11411. } plaintiff; vs
ALCIDE LEBRUN, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

1. An emplacement situate on the southwest side of Saint-Paul street, in the city of Trois-Rivières, measuring thirty five feet in width by eighty feet in depth, more or less, and known and designated as forming part of lots numbers seven and nine and one half of the official subdivision of lot number eighteen hundred and thirty one (1831-Pt. 7 and 9½) on the official cadastre for the city of Trois-Rivières;

2. An emplacement situate in the city of Trois-Rivières, on the northeast side of Saint François-Xavier street, known and designated under numbers four and five of the official subdivision of lot number eleven hundred and twenty four (1124-4 and 5) and two hundred and three and two hundred and four of the official subdivi-

(1130-203 et 204) du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, avec en plus le terrain de la ruelle se trouvant à la profondeur du dit emplacement, sur toute la largeur d'icelui, et laquelle ruelle porte les numéros neuf, quarante-huit et soixante-dix-huit du dit cadastre, mais à la charge du propriétaire du dit emplacement de remplir et exécuter les obligations concernant cette ruelle et qui sont principalement de l'entretenir en commun avec tous autres y ayant droit, comme de ne l'obstruer en aucune façon—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, dont les principales portes d'entrées sont désignées par les Nos 624, 626, 628, 630 et 632, de la dite rue Saint-François-Xavier, en la cité des Trois-Rivières.

3. Un terrain ayant front sur et au côté sud-est de la rue Wolfe, en la cité des Trois-Rivières, de trente pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, et étant le lot de terre désigné par le numéro cent quatre-vingt-quinze sur le plan de subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-deux (1122-195) du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, avec en outre la juste moitié de la ruelle se trouvant à la profondeur de tel lot, et désignée par le numéro cent soixante et huit sur le plan de subdivision du susdit lot numéro onze cent vingt-deux (1122-168) du dit cadastre—avec la maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances.

4. Un terrain ayant front sur la rue Denoue, en la cité des Trois-Rivières, de cinquante-deux pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, et étant les lots numéros huit et neuf au plan de subdivision officielle du lot numéro deux mille deux cent neuf (2209-8 et 9) du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières—avec la maison à quatre logements dessus construite, circonstances et dépendances, comme aussi avec droit à la ruelle en arrière et en commun avec les autres y ayant droit.

5. Un emplacement prenant son front sur le côté sud-ouest de la rue Saint-François-Xavier, en la cité des Trois-Rivières, ayant quarante-huit pieds de largeur sur cinquante-huit pieds et demi de profondeur, borné comme suit: en front par la rue Saint-François-Xavier, d'un côté vers le nord-ouest par une ruelle, de l'autre côté et en profondeur par le surplus du terrain appartenant ci-devant à Jos. Lessard, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros onze cent trente et un et onze cent trente-deux (P. 1131 et 1132) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec une maison à quatre étages et dépendances dessus construites: Laquelle propriété est aujourd'hui connue sur un nouveau plan de subdivision des dits lots numéros onze cent trente et un et onze cent trente-deux, comme étant partie du lot numéro deux (P. No 2) du numéro onze cent trente et un (1131), le lot numéro trois (3) du numéro onze cent trente et un (1131), le lot numéro trois (3) du numéro onze cent trente-deux (1132), partie du lot numéro deux (2) du numéro onze cent trente-deux (1132) et partie du lot numéro quatre (4) du numéro onze cent trente et un, (1131)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

6. Un terrain situé sur et au côté sud-ouest de la rue du Platon, en la cité des Trois-Rivières, ayant cinquante-quatre pieds de largeur par soixante et treize pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, et connu sous le numéro sept cent six (No 706) au cadastre officiel d'enregistre-

ment of lot number eleven hundred and thirty (1130-203 and 204) on the registration cadastre for the city of Trois-Rivières, with, moreover, the land of the lane situate at the depth of the said emplacement on the whole width thereof, and such lane bearing numbers nine, forty eight and seventy eight of said cadastre, with charge for the owner of said emplacement to fulfill and execute the obligations respecting such lane and which consist principally in the maintaining thereof in common with any others having right therein and of not in any manner obstructing the same—with the house thereon erected, circumstances and dependencies, the main entrance doors of which are designated by Nos. 624, 626, 628, 630 and 632 of said Saint François Xavier street, in the city of Trois-Rivières.

3. A lot of land fronting on and along the south east side of Wolfe street, in the city of Trois-Rivières, of thirty feet in width by eighty feet in depth, the whole English measure, and being that lot of land designated under number one hundred and ninety five on the official subdivision plan for lot number eleven hundred and twenty two (1122-195) on the registration cadastre for the city of Trois-Rivières, with, moreover, the exact half of the lane being at the depth of such lot and designated by number one hundred and sixty eight on the official subdivision plan of the aforesaid lot number eleven hundred and twenty two (1122-168) said cadastre—with the two dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A lot of land fronting on Denoue street in the city of Trois-Rivières, of fifty two feet in width by one hundred feet in depth, the whole English measure, and being lots numbers eight and nine on the official subdivision plan for lot number two thousand two hundred and nine (2209-8 and 9) on the registration cadastre for the city of Trois-Rivières—with the four dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies, and also right in the lane at the rear and in common with others having right therein;

5. An emplacement fronting on the southwest side of Saint François Xavier street in the city of Trois-Rivières, of forty eight feet in width by fifty eight feet and a half in depth, bounded as follows: in front by Saint François Xavier street, on one side towards the northwest by a lane, on the other side and in depth by the surplus of the land belonging heretofore to Jos. Lessard, known and designated as forming part of lots numbers eleven hundred and thirty one and eleven hundred and thirty two (P. 1131 and 1132) on the official cadastre for the city of Trois-Rivières—with a four story house and dependencies thereon erected—which property is now known under a new subdivision plan of the said lots numbers eleven hundred and thirty one and eleven hundred and thirty two as being part of lot number two (P. No. 2) of number eleven hundred and thirty one (1131), lot number three (3) of number eleven hundred and thirty one (1131), lot number three (3) of number eleven hundred and thirty two (1132), part of lot number two (2) of number eleven hundred and thirty two (1132) and part of lot number four (4) of number eleven hundred and thirty one (1131)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

6. A lot of land situate on and at the southwest side of du Platon street in the city of Trois-Rivières, of fifty four feet in width by seventy three feet in depth, all English measure, and known under number seven hundred and six (No. 706) on the official registration cadastre

ment fait pour la cité des Trois-Rivières. Moins cependant et à distraire du susdit lot la partie frontale d'icelui qui en a été expropriée par la dite Corporation de la cité des Trois-Rivières, pour l'élargissement de la rue du Platon; borné comme suit, en front, par la dite rue du Platon telle qu'actuellement expropriée, en arrière par le terrain appartenant à Edmond Dufresne ou représentants, d'un côté vers le sud-est par le terrain ci-devant appartenant à Arthur Brunelle et de l'autre côté par celui appartenant à Georges Morrisette.

Pour être vendus au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le DOUZIÈME jour de JUNE prochain 1929, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 4 mai 1929. 2361—19-2
[Première publication: 11 mai, 1929]

made for the city of Trois-Rivières—less however and to be withdrawn from the aforesaid lot the front part thereof which has been expropriated by the said Corporation of the city of Trois-Rivières for the widening of du Platon street; bounded as follows: in front by the said du Platon street as actually expropriated, in the rear by the land belonging to Edmond Dufresne or representatives, on one side towards the south-east by the land heretofore belonging to Arthur Brunelle, and on the other side by that belonging to Georges Morrisette.

To be sold at the Sheriff's office of the district of Trois-Rivières, in the Court House of the city of Trois-Rivières, on the TWELFTH day of JUNE next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's Office, PHI.-L. LASSONDE, Sheriff.
Trois-Rivières, May 4, 1929. 2362—19-2
[First publication: 11 May, 1929]

Lettres patentes

"Les Placements Diversifiés, Incorporée—The Diversified Investments, Incorporated."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril 1929, constituant en corporation: J.-O. Edmond Duckett, courtier, d'Outremont, Gaston Nolin, courtier, Horace Melançon, notaire, de Montréal, dans les buts suivants:

Investir et réinvestir de temps à autre, de la manière et dans les valeurs qui seront de temps à autre fixées, et varier et changer ses placements, et en particulier, sans limiter la généralité de ce qui précède, acheter et vendre toutes actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations et autres valeurs d'autres compagnies organisées en tout pays quelconque et des débetures, actions-débetures, bons, obligations, valeurs émis ou garantis par tout souverain, gouvernement, commissaire, corps publics ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, soit au pays ou à l'étranger, et qui sont traités, cotés et transigés sur une bourse, échange ou marché de valeurs, reconnu comme tel, dans n'importe quel pays du monde, sujet aux restrictions et exceptions plus bas mentionnées;

Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en tout temps nécessaire pour sa protection ou son profit, comme détenteurs ou intéressés en toute action, titre, débeture, action-débeture, bon, obligation ou autre valeur ou toute propriété, droit, commerce ou entreprise; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou union de toute sorte, affectant toute compagnie dans laquelle la compagnie pourra détenir des actions, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs et acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner, pour les fins de la compagnie et soit seuls ou conjointement avec d'autres, toute propriété, droit, commerce ou entreprise dans lesquels la compagnie est intéressée, comme détentrice de toute action, titre, action-débeture, bon, obligation ou autre valeur et promouvoir et prendre part à la promotion de toute compagnie ou entreprise;

Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou

Letters patent

"Les Placements Diversifiés, Incorporée—The Diversified Investments, Incorporated."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1929, incorporating J.-O. Edmond Duckett, broker, of Outremont, Gaston Nolin, broker, Horace Melançon, notary, of Montreal, for the following purposes:

To invest and re-invest from time to time, in such manner and in such securities as may from time to time be determined, and to vary and change investments, and in particular, but without limiting the generality of the foregoing, to buy and sell any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations and other securities of other companies wheresoever organized, and debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any sovereign, government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad, and which are dealt in, listed or quoted on any recognized stock exchange, bourse or market in any part of the world, subject to the provisions and restrictions hereinafter set forth;

To do any act or thing which the company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities or any property, rights, business or undertaking; to take part in any re-organization, re-construction, amalgamation or merger of any kind affecting any company of which the company may hold shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of, for the purpose of the company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities, and to promote or take part in promoting any company or undertaking;

To receive money on deposit at interest or

autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

Émettre des actions libérées, actions-débetures, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute propriété, actions, titre, débenture, action-débenture, bon, obligation ou autre valeur, droit et intérêt que la compagnie pourra acquérir et, avec l'approbation des actionnaires, pour tout service rendu à la compagnie ou travail fait pour elle et en paiement et à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

Faire enregistrer, licencier, et reconnaître la compagnie dans toutes les provinces du Canada et dans tout pays ou état étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de telle province, pays ou état étranger, la représenteront et recevront, pour et au nom de la compagnie, signification de toute procédure ou action;

Agir comme agents dans le but d'émettre et de contresigner des certificats de stock, bons ou autres obligations de toute association ou corporation municipale ou autre, agir comme agents de transfert et registraires, en rapport avec tels stocks, bons ou autres obligations et administrer tout fonds d'amortissement pour telles valeurs, aux termes qui seront convenus;

Faire des avances de deniers et garantir toute obligation et contrat ou autrement assister et aider, de toute manière, toute compagnie ou corporation dont les actions, titres, débentures, actions-débetures, bons, obligations et autres valeurs sont détenus par cette compagnie et faire tout acte ou chose pour la conservation et la protection, l'amélioration ou l'augmentation de la valeur de telles actions, titres, débentures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, location ou autrement les propriétés, franchises, entreprises ou commerces de toute telle compagnie et en assumer les obligations et les payer en tout ou en partie en argent, actions, bons ou autres valeurs de la compagnie;

Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les objets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires ou de toute entreprise, et généralement, de tout bien, propriété ou droit dans lesquels la compagnie est intéressée;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toute action, débenture ou autre valeur de toute compagnie appartenant à la compagnie ou dont cette compagnie aura le pouvoir de disposer;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée, comme détentrice d'actions, titres, obligations ou autres valeurs;

Faire tout ce qui sera nécessaire, convenable ou propre à l'établissement des fins ou de nature à atteindre l'un quelconque des objets ci-dessus énumérés, ou qui serait, en aucun temps, nécessaire à la protection ou au bénéfice de la compagnie, comme détentrice de ou intéressée dans toute propriété, action, titre, obligation, débenture ou autre valeur;

otherwise and to advance and loan money and securities of any kind under such conditions as may be determined;

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and easements which may be acquired by the company, and with the approval of the shareholders for any services rendered to and work done for the company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any province of Canada or in any foreign country or state, and to designate persons therein, according to the law of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds or other obligations of any association or municipal or other corporation, to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds or other obligations, and to manage any sinking fund therefor, on such terms as may be agreed upon;

To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of, or otherwise assist and aid in any way any company or corporation any of whose shares, stock, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities are held by the company, and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business of any such company, and to assume the obligations thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights in which the company is interested;

To distribute among the shareholders of the company, by way of dividends legally declared out of the nets profits of the company or in the manner prescribed by article 81 of the Quebec Companies Act, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and engagements of any company in which the company is interested, as holder of shares, stock, bonds or other securities;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the company, either as holders of or as interested in any property, share, stock, bond, debenture or other security;

Payer à même les fonds de la compagnie en tout ou en partie les dépenses incidentes à la formation et l'organisation de cette compagnie;

Rémunérer soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer, mettant sur le marché ou garantissant le placement de toute action du capital de la compagnie ou toute débenture, action-débenture ou toute autre valeur de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Si autorisés par règlement sanctionné par au moins les $\frac{2}{3}$ des votes enregistrés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer ce règlement, les directeurs peuvent de temps à autre émettre des obligations, débentures, actions-débentures, ou autres valeurs pour les sommes et les prix jugés raisonnables;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie;

Il est ici convenu et entendu qu'excepté lorsque les actionnaires de la compagnie l'auront, de temps en temps, par résolution ou règlement autrement pourvu et approuvé: Pas plus de 10% du capital total de la compagnie ne pourra être investi dans une seule valeur, sous le nom de "Les Placements Diversifiés, Incorporée.—The Diversified Investments, Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie se compose de 20,000 actions à dividende cumulatif privilégié de 6% par année, valeur au pair de \$25.00 chacune, et de 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera \$150,000.00.

Les actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale de la compagnie seront émises et réparties pour la considération et de la manière qui seront fixées de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie;

Les actions privilégiées seront sujettes aux droits, privilèges, restrictions et conditions suivantes:

Recevoir, à même les surplus ou bénéfices nets de la compagnie, pour chaque année, suivant que déclarés par le bureau de direction:

a. Un dividende privilégié cumulatif annuel de \$1.50 par action, payable trimestriellement le premier jour des mois d'avril, juillet, octobre, janvier de chaque année.

b. Un dividende additionnel non cumulatif de \$0.50 par action, après qu'un dividende annuel de \$2.00 par action aura été payé sur chaque action sans valeur au pair ou nominale.

c. Après que les deux classes d'actions auront reçu chacune \$2.00 de dividende par action, dans une année, les autres dividendes déclarés pour toute telle année seront payables sur les actions ordinaires seulement.

d. Les directeurs ne pourront recevoir de salaire comme tels, qu'après que le dividende cumulatif de \$1.50 par action privilégiée et le dividende de \$2.00 par action ordinaire auront été payés pour une année.

e. Les actions privilégiées ne comporteront aucun droit de vote pour l'élection des officiers de la compagnie, ni aucun cens d'éligibilité aux positions de directeurs, à moins qu'un montant de dividende cumulatif équivalent à deux ans soit accru sur ces actions et non payé, dans ce cas ces actionnaires auront, aussi longtemps que ces dividendes cumulatifs seront arriérés, droit à un

To pay out of the funds of the company, in whole or in part, for the expenses incidental to or in or about the formation and organization of the company;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, putting on the market or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture-stock or any securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

If authorized by by-law sanctioned by at least the $\frac{2}{3}$ of the votes registered at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time: issue bonds, debentures, debenture-stock or other securities for the sums and prices deemed advisable;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

It is hereby agreed and understood that except when the shareholders of the company have from time to time by resolution or by-law otherwise provided and approved: Not more than 10% of the total capital of the company shall be invested in any single security, under the name of "Les Placements Diversifiés, Incorporée—The Diversified Investments, Incorporated";

The capital stock of the company shall be composed of 20,000 preferred shares with a cumulative dividend of 6% per annum, par value of \$25.00 each, and of 20,000 common shares without nominal or par value.

The amount with which the company will commence its operations shall be \$150,000.00.

The common shares of the company having no nominal or par value shall be issued and allotted for the consideration and in the manner to be determined from time to time by the board of directors of the company;

The preferred shares shall be subject to the following rights, privileges, restrictions and conditions:

To receive out of the surplus or net profits of the company every year, when declared by the board of directors:

a. A preferred annual cumulative dividend of \$1.50 per share payable quarterly the first day of the months of April, July, October, January of each year.

b. An additional non-cumulative dividend of \$0.50 per share after an annual dividend of \$2.00 per share shall have been paid on every share without nominal or par value;

c. After the two classes of shares shall each have received a dividend of \$2.00 per share in any year, the other dividends declared for any such year shall be payable on the common shares only;

d. The directors shall not receive any salary as such until the cumulative dividend of \$1.50 per preferred share and the dividend of \$2.00 per common share shall have been paid for any year.

e. The holders of preferred shares shall not be entitled to vote for the election of officers of the company or be eligible to the position of directors unless that an amount of cumulative dividends equivalent to two years be accrued on such shares and unpaid, in such case the said shareholders shall, as long as such cumulative dividends be in arrears, be entitled to one vote for each pre-

vote pour chaque action privilégiée qu'ils détiendront respectivement, pourvu qu'aussitôt que ces dividendes arriérés auront été payés, le droit de vote des actionnaires privilégiés, comme il a été déclaré plus haut, cessera et ces actionnaires ne seront plus autorisés à exercer ces privilèges, à moins qu'un montant équivalent à un dividende de deux ans devienne encore accru et ne soit pas payé.

f. Les actions ordinaires seules conféreront le droit de vote et le cens d'éligibilité, comme officiers de la compagnie, excepté comme autrement prévu dans le paragraphe précédent.

g. Le capital versé sur les actions privilégiées ne sera pas sujet à annulation ou restriction, pour cause de perte ou de dépréciation de l'actif de la compagnie.

h. Une somme égale à 5% des profits nets, après avoir prévu à toutes les dépenses, charges et dividende cumulatif privilégié de 5%, devra être mise de côté annuellement, comme une réserve pour payer le dividende privilégié, quand les autres profits ou surplus d'une année ne seront pas suffisants; et cette réserve devra être accumulée, jusqu'à ce qu'elle forme une somme de pas moins de cinq fois le montant requis pour payer un dividende annuel sur les actions privilégiées et devra être ensuite maintenue à ce montant. Il ne sera pas nécessaire d'investir cette réserve séparément;

i. Advenant la liquidation, dissolution ou ventilation volontaire ou involontaire des affaires de la compagnie, les possesseurs des actions privilégiées auront droit de recevoir avec priorité sur les actionnaires ordinaires la somme de \$30.00 par action plus les dividendes courus jusqu'à la date de telle liquidation, dissolution ou ventilation et leurs droits seront limités à la réception de la dite somme. La balance de l'actif de la compagnie sera distribuée parmi les actionnaires ordinaires.

j. Sur résolution du bureau de direction de la compagnie, les actions privilégiées, en tout temps ou de temps à autre, pourront être rachetées, en tout ou en partie, sur préavis de 30 jours, au prix de \$30.00 l'action, plus les dividendes courus jusqu'à la date fixée pour le rachat des dites actions privilégiées. Si un nombre moindre que la totalité des actions privilégiées, en cours, est racheté, les actions rachetées seront désignées par le tirage au sort, de la manière que le bureau de direction pourra déterminer.

Après envoi des avis par lettre recommandée, à la dernière adresse mentionnée dans le livre des actionnaires, si les certificats ne sont pas remis pour paiement à l'endroit et à la date fixés par l'avis, les dividendes cesseront de s'accroître, à compter de ce jour du moment que la somme requise pour les payer aura été mise de côté, mais les actions privilégiées, ainsi désignées pour rachat, seront payables en tout temps au prix fixé pour le jour du rachat, sur présentation des certificats.

La compagnie aura droit de recevoir, de toute banque ou compagnie de fiducie, l'intérêt sur tout argent qui pourra avoir été déposé pour le rachat des actions privilégiées.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2365

ferred share held by them respectively, provided that as soon as such arrears of dividends have been paid, the right to vote of the preferred shareholders as has been above declared, shall cease and such shareholders shall no longer be authorized to exercise the said privileges unless an amount equivalent to a dividend of two years shall again become accrued and not be paid;

f. The common shareholders alone shall be entitled to vote and be elected as officers of the company except as otherwise provided in the foregoing paragraph;

g. The paid in capital on the preferred shares shall not be subject to cancellation or restriction on account of loss or depreciation of the assets of the company;

h. A sum equal to 5% of the net profits, after having provided for all expenses, charges and cumulative, preferred 6% dividend, shall be laid aside annually as a reserve for the payment of the preferred dividend when the other profits or one year's surplus shall not be sufficient, and such reserve must be accumulated until it shall form no less than five times the amount required for the payment of the annual dividend on the preferred shares and must then be kept at such amount. It shall not be necessary to invest such amount separately;

i. In case of voluntary or involuntary liquidation, dissolution or winding up of the company's business, the owners of preferred shares shall be entitled, with priority over the common shareholders, to receive a sum of \$30.00 per share with moreover the accrued dividends up to the date of such liquidation, dissolution or winding up and the rights of same shall be limited to the receiving of the said sum. The balance of the company's assets shall be distributed among the common shareholders;

j. By resolution of the company's Board of Directors, at any time, or from time to time, the preferred shares may be redeemed, in whole or in part, after previous 30 days' notice, at a price of \$30.00 per share, with moreover the accrued dividends up to the date fixed for the redemption of the said preferred shares. If a smaller number than the whole of the outstanding preferred shares be redeemed, the shares to be redeemed shall be designated by drawing lots in such manner as may be determined by the Board of Directors;

After the sending of notices, by registered letter, to the last address mentioned in the shareholders' book, if the certificates are not remitted for payment at the place and on the date fixed upon by the notice, dividends shall cease to accumulate counting from such date, provided the sum required for payment thereof shall have been laid aside, but the preferred shares, thus designated for redemption, shall be payable at any time, at the price fixed upon for the date of redemption, on presentation of the certificates.

The company shall be entitled to receive from any bank or trust company, interest on any money which may have been deposited for the redemption of the preferred shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1929.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2366

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lac Saint-Jean, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Cyrille-de-Normandin", et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Normandin, Lac Saint-Jean.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.
Québec, ce 7 mai 1929. 2367

NOTICE

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Lake Saint John, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Cyrille-de-Normandin", and that its principal place of business will be in the municipality of Normandin, Lake Saint John.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.
Quebec, May, 7, 1929. 2368

Vente—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Montréal, No. 196. Cour supérieure "En faillite".

Dans l'affaire de Ferdinand Paradis, cédant assigné; et P.-Roméo Paquet, syndic autorisé.

En vertu d'un jugement de l'honorable Juge Greenshields, en date du 4 mai, 1929, le soussigné vendra au bureau du shérif, Palais de Justice, cité de Montréal, province de Québec, le 12 juin 1929, à 11.00 heures de l'avant-midi, heure avancée, les lots décrits plus bas—avec les bâtisses dessus en voie de construction. L'actif vendu le sera conformément à l'article 20, sous-section 4-A et suivantes, de la Loi des Faillites, et suivant l'article 717 et suivants du Code de Procédure Civile, province de Québec, afin de donner à la vente l'effet du décret.

DESCRIPTION:

Deux lots de terre situés sur la première et deuxième Avenue, Rosemont, dans la cité de Montréal, connus comme étant les lots numéros deux mille quatre cent soixante-treize et deux mille quatre cent quatre-vingt-quinze de la subdivision du lot numéro cent soixante-douze (172-2473-2495) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation—avec bâtisses dessus érigées.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Pour autres informations d'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,
F.-R. PAQUET.
132 Saint-Jacques-Ouest,
Tél. Harbour 0421.
Montréal, 7 mai 1929. 2371—19-2

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 196. Superior Court, "In Bankruptcy".

In the matter of Ferdinand Paradis, authorized assignor, and F. Roméo Paquet, authorized trustee.

According to a judgment of Honourable Justice Greenshields, dated May 4th, 1929, the undersigned will sell at the Sheriff's office Court House, City of Montreal, Province of Quebec, on the 12th day of June, 1929, at 11.00 o'clock in the forenoon, daylight saving time, the lots described below with the buildings thereon in course of construction. The sale will be made according to article 20, sub-section 4-A and following of the Bankruptcy Act, and according to article 717 and following of the Civil Code of the Province of Quebec, so that the sale may have the effect of a Sheriff's sale.

DESIGNATION

Two lots of land situate on First and Second Avenue, Rosemont, in the City of Montreal, known as being lots numbers two thousand four hundred and seventy three, and two thousand four hundred and ninety five, of the sub-division lot number one hundred seventy two (172-2473-2495) of the official book and reference of the village de la Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected.

As the whole now subsists with the active and passive servitudes, known or unknown, attached on the said properties.

For further information apply to the undersigned.

F. R. PAQUET,
Authorized Trustee.
132 Saint James St., West.
Tel. Harbour 0421.
Montreal, May 7th, 1929. 2372—19-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, Cour Supérieure, No 918. Willard-A. Osgood, demandeur; vs T.-J. Osgood *et al*, défendeurs, et Canadian Bank of Commerce, mis-en-cause.

Avis public est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et rendu le quatrième jour d'avril 1929, dans la cause sus-mentionnée, portant le numéro 918 des dossiers de la Cour Supérieure, dans le district de Saint-François, dans laquelle Willard-A. Osgood est demandeur, et T.-J. Osgood *et al*, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'une certaine propriété immobilière décrite comme suit: Une certaine parcelle d'une propriété immobilière située dans le village d'Ayers Cliff, étant partie des lots cadastraux numéros mille trente-neuf (1039) et mille quarante (1040), du canton de Hatley, décrite comme suit: Commencant du côté nord-est de la rue Principale à la ligne de division entre la propriété de "Stanstead County Agricultural Association" et l'immeuble de feu Madame Homer Ayer à la ligne de division entre les lots 1038 et 1040; De là, dans une direction sud-est le long du côté nord-est de la dite rue Principale, une distance de cent trente et un (131) pieds à un tuyau de fer marquant la division des propriétés de feu Madame Ayer et M. Bailey (autrefois la propriété de M. Wilkinson): De là, dans une direction nord-est une distance de quatre-vingt-douze (92) pieds à un autre tuyau de fer; De là, dans une direction nord-ouest une distance de soixante-treize (73) pieds à la ligne de la propriété de "Stanstead County Agricultural Society", ce point est à une distance de quatre-vingt-quatorze pieds et huit dixièmes (94.8) de la rue Principale; de là, dans une direction sud-ouest une distance de douze pieds et trois dixièmes (12.3) le long de la propriété de la dite Agricultural Society, de là dans une direction nord-ouest de la dite ligne de la dite propriété de la dite Society, une distance de soixante et un et cinq dixièmes (61.5) de pieds jusqu'à la ligne des lots 1038 et 1039; de là vers le sud-ouest en suivant la ligne de division des lots 1039 et 1040, d'un côté, avec le lot 1038 de l'autre (ou la ligne de division entre la dite Society et la succession de feu Dame Ayer) une distance de quatre-vingt-deux pieds et demi (82.5) jusqu'au point de départ et contenant onze mille sept cent vingt-sept (11,727) pieds carrés en superficie, mesure anglaise (un peu plus d'un quart d'acre) avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent; les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIÈME jour de JUIN, 1929, à DEUX heures de l'après-midi, devant la cour supérieure, séance tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, en la cité de Sherbrooke, pour le district de Saint-François, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les

Sale by licitation

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, Superior Court, No. 918. Willard A. Osgood, plaintiff; vs T. J. Osgood, *et al*, defendants and Canadian Bank of Commerce, *Mise-en-cause*.

Public notice is hereby given that by virtue of the judgment of the Superior Court, sitting at the City of Sherbrooke, in the District of Saint Francis, and rendered on the fourth day of April, 1929, in the above cause, bearing number 918 of the Records of the Superior Court, in the District of Saint Francis, in which Willard A. Osgood is plaintiff, and T. J. Osgood, *et al*, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable property described as follows: That certain parcel of real Estate situate in the Village of Ayers Cliff, being parts of Cadastral lots numbers one thousand and thirty-nine (1039) and one thousand and forty (1040), of the township of Hatley, described as follows: "Commencing on the North East side of Main Street at the division line between the property of Stanstead County Agricultural Association and the Estate of the late Mrs. Homer Ayer at the division line between lots 1038 and 1040; Thence South easterly along the north-east side of said Main Street a distance of one hundred and thirty-one (131) feet to an iron tube marking the division of the properties of the late Mrs. Ayer and Mr. Bailey (Formerly the property of Mr Wilkinson) Thence North-easterly a distance of ninety-two (92) to another iron tube; Thence north-westerly a distance of seventy-three (73) feet to the line of the Stanstead County Agricultural Society's property; This point is at a distance of ninety-four and eight tenths (94.8) feet from Main Street; Thence south-westerly a distance of twelve and three tenths (12.3) feet following the property of the said Agricultural Society's property; thence north-westerly following the said Society's property line a distance of sixty-one and a half (61.5) feet to the line of lots 1038 and 1039; thence south-westerly following the division line of lots 1039 and 1040 on the one side with the lot 1038 on the other (or the division line between the said Society and the Estate of the late Mrs. Ayer) a distance of eighty-two and a half (82.5) feet to the place of beginning and containing eleven thousand seven hundred and twenty seven (11727) square feet in area, English Measure". (A little over a quarter of an Acre) with the buildings and improvements thereon. The immoveables above described will be put up at Auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FOURTH day of JUNE, 1929, at the hour of TWO o'clock in the afternoon, before the Superior Court, sitting the said Court, in the Superior Court room at the Court House in the City of Sherbrooke for and in the District of Saint Francis, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the Prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed at the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed, as above mentioned, for sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and in default of interested parties filing such oppositions within the delays hereby prescribed they will be foreclosed from so doing.

délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sherbrooke, le 7 mai 1929.

Les avocats du demandeur,
2373-19-2 WELLS, LYNCH & WILSON.

Sherbrooke, Que., May 7th, 1929.

WELLS, LYNCH & WILSON,
2374-19-2 Attorneys for plaintiff.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 19

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Berger vs Brodsky.....	1489
" Bigras vs Corbeil.....	1492
" Desjarlais vs Bell.....	1490
" Grégoire vs Boutin.....	1491
" Harnois vs Lépine.....	1491
" Hubert vs Lecompte.....	1491
" Lacasse vs Hébert.....	1491
" Miville vs Kerouille.....	1490
" Palaow vs Friefeld.....	1490
" Paquette vs Vachon.....	1491
" Plamondon vs Varin.....	1490
" Rosenthal vs Perlman.....	1490
" Roy vs Pépin.....	1489
" Savard vs Harvey.....	1492
" Trostenetzky vs Abramovitz.....	1491

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Ostran vs McLaughlin.....	1492
Nourry vs Pelletier.....	1492

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1437 |

ASSURANCES:—

Calabria Mutual Benefit Society.....	1486
Car and General Insurance Corp., Ltd..	1486
Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Saint- Théophile-d'Ely.....	1487
Dominion Gresham Guarantee & Ca- sualty Co.....	1487
London Guarantee and Accident Co., Ltd.....	1487
National Provincial Insurance Co., Ltd.	1487
Newark Fire Insurance Co.....	1488
United States Fire Ins. Co.....	1488
United States Fire Ins. Co.....	1488
Universal Insurance Company.....	1489

AVIS DIVERS:—

Canada Envelope Company.....	1492
General Refrigerator (Holding), Corp...	1493
Southern Canada Power Co., Ltd.....	1494
St. Lawrence Paper Mills, Ltd.....	1493
St. Maurice Shirt Manufacturing Co., Ltd	1493
Ville de Châteauguay.....	1493

BUREAU-CHEF:—

Park Realities, Inc.....	1494
--------------------------	------

CHARTER—ABANDON DE:—

Brokers Securities, Limited.....	1494
Chandellerie Nationale, Limitée.....	1495
Cie de Chaises de Daveluyville, Ltée....	1495
Industrial Development and Service Corp.....	1495
Metcalf Realty Company.....	1495

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Berger vs Brodsky.....	1489
" Bigras vs Corbeil.....	1492
" Desjarlais vs Bell.....	1490
" Grégoire vs Boutin.....	1491
" Harnois vs Lépine.....	1491
" Hubert vs Lecompte.....	1491
" Lacasse vs Hébert.....	1491
" Miville vs Kerouille.....	1490
" Palaow vs Friefeld.....	1490
" Paquette vs Vachon.....	1491
" Plamondon vs Varin.....	1490
" Rosenthal vs Perlman.....	1490
" Roy vs Pépin.....	1489
" Savard vs Harvey.....	1492
" Trostenetzky vs Abramovitz.....	1491

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Ostran vs McLaughlin.....	1492
Nourry vs Pelletier.....	1492

ADVERTISERS:—Notice to..... 1437 |

INSURANCES:—

Calabria Mutual Benefit Society.....	1486
Car and General Insurance Corp., Ltd..	1486
Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Saint- Théophile-d'Ely.....	1487
Dominion Gresham Guarantee & Ca- sualty Co.....	1487
London Guarantee and Accident Co., Ltd.....	1487
National Provincial Insurance Co., Ltd.	1487
Newark Fire Insurance Co.....	1488
United States Fire Ins. Co.....	1488
United States Fire Ins. Co.....	1488
Universal Insurance Company.....	1489

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Canada Envelope Company.....	1492
General Refrigerator (Holding), Corp...	1493
Southern Canada Power Co., Ltd.....	1494
St. Lawrence Paper Mills, Ltd.....	1493
St. Maurice Shirt Manufacturing Co., Ltd	1493
Town of Châteauguay.....	1493

CHIEF-OFFICE:—

Park Realities, Inc.....	1494
--------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF:—

Brokers Securities, Limited.....	1494
Chandellerie Nationale, Limitée.....	1495
Daveluyville Chair Co., Ltd.....	1495
Industrial Development and Service Corp.....	1495
Metcalf Realty Company.....	1495

COMPAGNIE DISSOUTE:—

Cie de Chaises de Daveluyville, Ltée. 1496

LETTRES PATENTES:—

Abias Pepin, Limitée. 1438
 American Continental Trading Co. 1441
 Canada Printing Review Co., Ltd. 1442
 Carter Takie Movie Equipment, Inc. 1445
 Compagnie J.-E. Cordeau, Ltée. 1447
 Delta Upsilon (McGill) Inc. 1448
 Demers-Bromley Lumber Co., Ltd. 1448
 Duralith Corporation of Canada, Ltd. 1449
 Enterprise Securities, Limited. 1449
 Georges Vandelaç, Limitée. 1452
 Giguère, Limitée. 1453
 Haramon Social Club, Inc. 1454
 Henri Blum & Co. (Canada), Ltd. 1454
 Industrial Sales Corporation. 1455
 J.-B. Goyer, Limitée. 1457
 J. H. Pribyl & Co., Ltd. 1458
 Lecompte, Limitée. 1459
 Les Placements Diversifiés, Inc.—The
 Diversified Investments, Inc. 1524
 Luna Club, Ltée. 1459
 Metropolitan Guaranty, Company 1460
 Mill Deck Dress & Waist Co. 1462
 Montreal Window Cleaning Co., Ltd. 1464
 Nesbit & Company, Ltd. 1475
 New Knit Hosiery Mills, Ltd. 1472
 Quebec Diversified Securities, Ltd. 1465
 Ramona Apartments, Limited. 1466
 Reliable House Furnishers, Ltd. 1468
 Rock Island Farm & Fur Products, Ltd. 1469
 Roy & Cie, Limitée. 1471
 The Young Men's Hebrew Association of
 Montreal. 1480
 Valleyfield Soulanges Navigation, Ltd. 1481

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Canada Envelope Company. 1482

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Notre-
 Dame-de-la-Dorée. 1489
 Société Coopérative Agricole de Saint-
 Cyrille-de-Normandin. 1228

MINUTES DE NOTAIRE:—

Grandpré, Antonio. 1496
 Lamarche, Lambert. 1496
 LaRue, Marcel. 1496

RATIFICATION DE TITRE:—

Unic Cement, Limited. 1499
 Unic Cement, Limited. 1497

SOUMISSIONS:—

Cité du Cap de la Madeleine. 1501

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Crédit-Canada, Ltée. 1504
 Fehr Bros & Storage Battery Service Co. 1506
 G. Ruggi & Co. 1505
 Hainault, Norman. 1503
 Joncas, Adélme. 1503
 MacGregor Paper Co., Ltd. 1503
 Paquette, Arthur. 1504
 Paradis, Ferdinand. 1528
 The Quebec Realty Corp., Ltd. 1507
 Tremblay, Dame J.-O. 1502

COMPANY DISSOLVED:—

Daveluyville Chair Co., Ltd. 1496

LETTERS PATENT:—

Abias Pepin, Limitée. 1438
 American Continental Trading Co. 1441
 Canada Printing Review Co., Ltd. 1442
 Carter Takie Movie Equipment Inc. 1445
 Compagnie J.-E. Cordeau, Ltée. 1447
 Delta Upsilon (McGill) Inc. 1448
 Demers-Bromley Lumber Co., Ltd. 1448
 Duralith Corporation of Canada, Ltd. 1449
 Enterprise Securities, Limited. 1449
 Georges Vandelaç, Limitée. 1452
 Giguère, Limitée. 1453
 Haramon Social Club, Inc. 1454
 Henri Blum & Co. (Canada), Ltd. 1454
 Industrial Sales Corporation. 1455
 J.-B. Goyer, Limitée. 1457
 J. H. Pribyl & Co., Ltd. 1458
 Lecompte, Limitée. 1459
 Les Placements Diversifiés, Inc.—The
 Diversified Investments Inc. 1524
 Luna Club, Ltée. 1459
 Metropolitan Guaranty, Company 1460
 Mill Deck Dress & Waist Co. 1462
 Montreal Window Cleaning Co., Ltd. 1464
 Nesbit & Company, Ltd. 1475
 New Knit Hosiery Mills, Ltd. 1472
 Quebec Diversified Securities, Ltd. 1465
 Ramona Apartments, Limited. 1466
 Reliable House Furnishers, Ltd. 1468
 Rock Island Farm & Fur Products, Ltd. 1469
 Roy & Cie, Limitée. 1471
 The Young Men's Hebrew Association of
 Montreal. 1480
 Valleyfield Soulanges Navigation, Ltd. 1481

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Canada Envelope Company. 1482

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Notre-
 Dame-de-la-Dorée. 1489
 Société Coopérative Agricole de Saint-
 Cyrille-de-Normandin. 1528

NOTARIAL MINUTES:—

Grandpré, Antonio. 1496
 Lamarche, Lambert. 1496
 LaRue, Marcel. 1496

CONFIRMATION OF TITLE:—

Unic Cement, Limited. 1499
 Unic Cement, Limited. 1497

TENDERS:—

City of Cap de la Madeleine. 1501

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Crédit-Canada, Ltée. 1504
 Fehr Bros & Storage Battery Service Co. 1506
 G. Ruggi & Co. 1505
 Hainault, Norman. 1503
 Joncas, Adélme. 1503
 MacGregor Paper Co., Ltd. 1503
 Paquette, Arthur. 1504
 Paradis, Ferdinand. 1528
 The Quebec Realty Corp., Ltd. 1907
 Tremblay, Dame J.-O. 1502

VENTE PAR LICITATION:—

David vs David <i>et al.</i>	1509
Marin vs Charette.....	1510
Osgood vs Osgood <i>et al.</i>	1529
Yeruslawitz vs Montreal Trust Co. <i>et al.</i>	1507

VENTE POUR TAXES:—

Ville de La Tuque.....	1511
------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUCÉ:—

Plante vs Veilleux.....	1511
-------------------------	------

BEDFORD:—

Goyer vs Leblanc.....	1512
Goyette vs Roy.....	1513
Jenne vs Stowell.....	1512
Roberts <i>et al</i> vs Phaneuf.....	1513
Ville de Farnham vs Roque <i>et al.</i>	1512

JOLIETTE:—

Boucher vs Bellehumeur.....	1514
Nadeau vs Nadeau.....	1514
La Cie Equitable d'ass. mutuelle contre le feu vs Archambault.....	1513

MONTREAL:—

Bailey <i>et al</i> vs Gruberg <i>et al.</i>	1515
Cité de Montréal vs Hétu.....	1515
Marler vs Martin.....	1515
Millot vs Veriepe.....	1516
Prevost <i>et al</i> vs Lanthier.....	1516
Rodger <i>et al</i> vs Dupont.....	1517

PONTIAC:—

Palmer vs Connolly.....	1518
-------------------------	------

QUÉBEC:—

Côté vs Héritiers E. Morin.....	1518
Hôtel Lac Saint-Joseph, Ltée vs Groleau.....	1519

RIMOUSKI:—

Banville vs Bouillon.....	1519
---------------------------	------

ROBERVAL:—

Côté, Boivin & Cie, Inc. vs Dallaire.....	1519
Deschesne vs Fortin.....	1520
La Cie P.-T. Légaré, Ltée vs Gagnon.....	1520

SAINT-HYACINTHE:—

Guilmaine vs Moreau.....	1521
--------------------------	------

TERREBONNE:—

Clavelle vs Huot.....	1521
-----------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Janvier vs Lebrun.....	1522
Robert vs St-Louis.....	1522

SALE BY LICITATION:—

David vs David <i>et al.</i>	1509
Marin vs Charette.....	1510
Osgood vs Osgood <i>et al.</i>	1529
Yeruslawitz vs Montreal Trust Co. <i>et al.</i>	1507

SALE FOR TAXES:—

Town of La Tuque.....	1511
-----------------------	------

SHERIFFS' SALES:—

BEAUCÉ:—

Plante vs Veilleux.....	1511
-------------------------	------

BEDFORD:—

Goyer vs Leblanc.....	1512
Goyette vs Roy.....	1513
Jenne vs Stowell.....	1512
Roberts <i>et al</i> vs Phaneuf.....	1513
Town of Farnham vs Roque <i>et al.</i>	1512

JOLIETTE:—

Boucher vs Bellehumeur.....	1514
Nadeau vs Nadeau.....	1514
La Cie Equitable d'ass. mutuelle contre le feu vs Archambault.....	1513

MONTREAL:—

Bailey <i>et al</i> vs Gruberg <i>et al.</i>	1515
City of Montreal vs Hétu.....	1515
Marler vs Martin.....	1515
Millot vs Veriepe.....	1516
Prevost <i>et al</i> vs Lanthier.....	1516
Rodger <i>et al</i> vs Dupont.....	1517

PONTIAC:—

Palmer vs Connolly.....	1518
-------------------------	------

QUÉBEC:—

Côté vs Heirs E. Morin.....	1518
Hôtel Lac Saint-Joseph, Ltée vs Groleau.....	1519

RIMOUSKI:—

Banville vs Bouillon.....	1519
---------------------------	------

ROBERVAL:—

Côté, Boivin & Cie, Inc. vs Dallaire.....	1519
Deschesne vs Fortin.....	1520
La Cie P.-T. Igaré, Ltée vs Gagnon.....	1520

SAINT-HYACINTHE:—

Guilmaine vs Moreau.....	1521
--------------------------	------

TERREBONNE:—

Clavelle vs Huot.....	1521
-----------------------	------

TROIS-RIVIERES:—

Janvier vs Lebrun.....	1522
Robert vs St-Louis.....	1522